TOME VII. N° 15 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 1er NOV. 1921

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

La Belgique et le problème d'Occident

« Les Prussiens à Aix-la-Chapelle ! Quelle imprudence ! Avant cent ans, ils seront à Anvers. »
Lord CASTLEREAGH, en 1805.

« La Belgique est la clef de voûte de l'ordre européen et la condition de son existence. »
Jules CAMBON.

Ce n'est un secret pour personne qu'en convoquant la conférence du Pacifique, la préoccupation dominante des États-Unis est d'assurer la sécurité orientale menacée par le Japon. En se rendant à l'invitation de la grande République américaine, les nations de l'Europe continentale ne seront-elles point admises, par un juste retour des choses, à attirer l'attention de leur hôte, sur la nécessité d'assurer la sécurité occidentale toujours menacée par l'Allemagne ?

Si la domination du Pacifique est l'enjeu de la paix en Orient, la domination du Rhin est l'enjeu de la paix en Occident. Ce sont les conditions actuelles de ce redoutable problème — propices peut-être aux solutions définitives —

qui seront examinées ici à la lumière impartiale de l'histoire et des faits. Dans les périodes normales qui s'écoulent au cours des siècles entre deux cataclysmes, la répartition des territoires entre les peuples est souvent factice. Les populations font l'objet d'échanges arbitraires, pions d'un immense jeu d'échecs poussé par les Metternich, les Palmerston, ou les Talleyrand, ou renversé par la main brutale d'un Alexandre, d'un César ou d'un Napoléon. La volonté des tribus humaines ainsi partagées et moins encore leurs intérêts réels n'entrent que rarement en ligne dans les règlements de compte, et il en est ainsi tout autant dans les démocraties les plus avancées que dans les monarchies les plus absolues.

La démocratie est un régime politique qui a ceci de particulier de n'être nulle part complètement réalisé, étant partout et toujours dominé par de petites et puissantes oligarchies. Tel est l'avis autorisé d'un écrivain socialiste, qui, après avoir fait cette décevante constatation, se hâte de s'en réjouir, de peur qu'en cas de triomphe « le prolétariat ne donne au monde le spectacle de son impuissance » (1).

Ainsi donc, en dehors des époques de crise, les peuples sont le plus souvent les jouets des gouvernements et des clubs. Il en est autrement après une grande catastrophe politique qui — telle une formidable secousse sismique — laisse sur le sol d'énormes débris épars. Les morceaux violemment détachés roulent de ci, de là, et suivent les lois profondes des affinités ethniques, des intérêts économiques ou, plus simplement, des déclivités géographiques. Tout alors est remis en question, le pire comme le mieux peut se produire. C'est dans ce fracas de tonnerre qui marque la chute de l'Empire romain, le partage de l'Empire de Charlemagne, l'ébranlement, on ne peut dire davantage, de l'Empire germanique, que les spectateurs attentifs peuvent à travers la fumée des batailles discerner la forme naturelle des États et les véritables intérêts des peuples. S'ils ont assez de clairvoyance pour ne pas se tromper, et de force pour imposer leur programme, ils assureront la paix et la prospérité des nations et des continents pour de longues années, sinon pour de longs siècles. Mais si, aveuglés par les passions

(1) Émile Vandervelde, *le Socialisme contre l'État*, p. 56.

ou les intérêts particuliers, ils laissent échapper l'occasion unique, elle ne se présentera plus avant longtemps, et la postérité désabusée vouera aux gémonies les noms de ceux qui, bons soldats mais piètres politiques, ont su triompher sur les champs de bataille mais ont rendu vain le sacrifice d'un sang généreux en se faisant battre dans les conférences.

*
* *

Comment se pose *politiquement* le problème d'Occident? Pour la Grande-Bretagne, c'est un problème d'équilibre ; pour la France, c'est un problème de sécurité. Sachons nous mettre au point de vue de ceux dont nous ne partageons point toutes les idées ; c'est la seule manière de se comprendre.

Après les terribles épreuves subies, la France et la Belgique n'ont point le droit, vis-à-vis de leurs pays dévastés, de négliger le péril de l'Est. En vain leur répond-on que l'Allemagne est incapable de se relever militairement avant un siècle, que la surprise d'Iéna ne peut se renouveler et qu'il est aussi facile de surveiller la construction des tanks ou des avions que celle des sous-marins. Les peuples, avertis par les leçons d'hier comme par celles de l'histoire, répondent qu'il y a des avions commerciaux mais non des sous-marins de commerce et qu'en temps de paix, les tanks se transforment en pacifiques tracteurs agricoles, ce qui ne peut être le cas pour les dreadnoughts, surtout quand on a pris la précaution de les laisser couler dans les eaux de Scapa Flow... La conclusion de la France est qu'il faut continuer à monter une garde vigilante sur le Rhin, si l'on ne peut arriver à briser en morceaux le géant teuton.

Tel n'est point l'avis de la Grande-Bretagne dont toute la politique est dominée par le principe de l'équilibre des forces, la fameuse *balance of powers*. Cet équilibre était menacé hier par l'hégémonie germanique ; l'Angleterre a pris les armes pour le rétablir ; elle n'entend pas que son intervention ait finalement pour conséquence de créer une hégémonie française.

« Brisez l'Allemagne, constituez à ses dépens une Pologne très forte, mais asservie à sa bienfaitrice comme la petite Entente par les liens enrubannés de la reconnaissance et des nécessités, et que restera-t-il en Europe, en face de la France

appuyée par 50 millions d'habitants et d'immenses richesses continentales et coloniales, matérielles et morales? Tous les petits États ne seront-ils point, par la force des choses, contraints de graviter dans son orbite? Que devient alors la *balance of powers*? »

La conclusion de l'Angleterre est qu'il est dangereux de trop amoindrir l'Allemagne, seul contrepoids à la France, et qu'il est impossible ni de permettre à la France de rester définitivement sur le Rhin, ni de constituer un petit État rhénan qui serait bientôt « tunisifié ». Peut-être ne se rend-on point suffisamment compte en France de la fermeté des résolutions anglaises à ce point de vue, résolutions qui, plutôt que de fléchir, iraient à la rupture, voire au conflit armé.

Ainsi nous aboutissons à une impasse : au nom de la *sécurité*, la France réclame la barrière du Rhin et le plus glorieux de ses soldats va jusqu'à dire que, sans elle, il n'eût point, depuis la guerre, dormi une seule nuit tranquillement ; au nom de l'*équilibre* nécessaire entre les nations, la Grande-Bretagne s'oppose à une solution qui ferait de la France la maîtresse du continent.

Le heurt de ces deux conceptions fondamentales est au fond de toutes les discussions qui en paraissent les plus éloignées, et jamais, jusqu'à ce que ce problème soit résolu, la cordialité des relations ne pourra se rétablir entre les deux peuples. Cependant, chacun sent l'impérieuse nécessité de leur accord pour le maintien de la paix du monde et il n'est pas un homme de bon sens des deux côtés des Détroits qui n'ait applaudi aux nobles accents du « Premier » anglais affirmant qu'après avoir résolu de commun accord tous les problèmes de la guerre, il serait inconcevable que la France et l'Angleterre fussent incapables de résoudre ensemble les difficultés de la paix.

*
* *

Il y a une troisième nation intéressée dans la question. L'une des plus petites par la superficie de son territoire, la plus grande, proportionnellement à sa population, par son activité économique (1), cette nation a traversé au

(1) Dès 1901, par tête d'habitants, le commerce spécial de la Belgique dépassait de 175 pour 100 celui de la France, de 162 pour 100 celui de l'Allemagne,

cours des siècles de singulières vicissitudes. Origine de l'Empire de Charlemagne, patrie de Clovis, qui, de son palais de Tournay, étendait sa domination du Rhin à l'est, à l'Escaut au nord, et à la Somme au sud, comme de Charles-Quint dont les États, répandus dans les deux hémisphères, ne voyaient jamais se coucher le soleil sur l'une de leurs provinces sans qu'en même temps il se levât sur une autre, cette nation aboutit en fin de compte, après avoir subi vingt dominations étrangères sans jamais perdre de sa personnalité propre, à constituer un minuscule État de 30 000 kilomètres carrés.

Et cette situation n'est certes point imputable à un manque de patriotisme ni de ces vertus militaires qui, au dire de Jules César, caractérisaient les Belges entre tous les barbares : *Horum omnium fortissimi sunt Belgæ*. L'amour farouche de la liberté et de la terre natale est, depuis toujours, un indestructible ciment entre les Belges, qui tous ratifieraient encore le cri de leurs bourgeois du moyen âge qui répondaient à Charles VI leur vainqueur, après la bataille de Roosebeke (1382) : « Nous lutterons tant que nous vivrons et, si nous mourons, nos ossements se lèveront pour combattre encore. »

Les flèches élancées des beffrois flamands ont vu passer tour à tour, sans rien perdre de leur attitude altière, Édouard Ier, Édouard III, Édouard IV, Louis VI, Louis IX, Philippe le Bel, Louis XI, Louis XIV, Napoléon, Guillaume II... Quand un grand mouvement de solidarité chrétienne précipite l'Europe du moyen âge contre l'islamisme, un vœu unanime plaça un prince belge, Godefroy de Bouillon, à la tête de l'armée des croisés avant d'en faire le premier roi de Jérusalem (1), et l'un de ses successeurs, quelques années plus tard, portera la couronne impériale à Constantinople (2).

Berceau d'une admirable école d'art, la Belgique fut en même temps celui de la liberté politique et commerciale.

de 14 pour 100 celui de l'Angleterre. En 1914, le chiffre d'affaires de la Belgique représentait plus de 1 000 francs par tête d'habitant.

(1) Est-il permis à l'auteur de ces pages de rappeler ces lignes des *Gesta Dei per Francos* au sujet du siège de Jérusalem (1099) : *Primus post Godfridum, Raynaldus de Briey mœnia ascendit*. L'écu de Renaud de Briey est conservé au musée de Versailles.

(2) Baudouin IX de Constantinople, comte de Flandre.

La foire de Bruges était célèbre dès le douzième siècle. On y échangeait les produits du nord et ceux du midi, les richesses recueillies dans les pèlerinages de Nijni-Novgorod et les caravanes de Samarkand et de Bagdad, la poix de Norvège et les huiles de l'Andalousie, les fourrures de la Russie et les dattes de l'Atlas, les métaux de la Hongrie et de la Bohême, les figues de Grenade, le miel du Portugal, la cire du Maroc, les épices d'Égypte. Chacun y recevait l'hospitalité la plus libérale, comme en témoigne cette réponse des échevins de Bruges à Édouard IX : « Votre Majesté ne peut ignorer que la Flandre est commune à tous les hommes, en quelque lieu qu'ils soient nés (1). » La reine de France, reçue à Bruges, est jalouse des bijoux dont se parent les bourgeoises flamandes.

Ainsi donc la Belgique, au cours des siècles, connaît toutes les grandeurs : militaires, politiques, artistiques, commerciales, et, par un étrange phénomène, avant le milieu du dix-neuvième siècle, elle ne parvient pas à se constituer en nation. Un moment, sous les ducs de Bourgogne, Philippe le Bon semble devoir créer une dynastie nationale ; ses efforts demeurent sans lendemain.

*
* *

A quoi faut-il attribuer cette singulière fortune? On peut hardiment répondre : la Belgique est le point vital des régions qui séparent le monde latin du monde germanique. L'histoire de ses vicissitudes est l'histoire même des ambitions des grands peuples qui se regardent à travers le Rhin, qu'ils se sont toujours efforcés de dominer, ouvrant ainsi un cycle indéfini de guerres et de calamités.

Flux germanique (1038 à 1305), reflux français (1305 à 1811), nouvelle réaction allemande (1814 à 1914), tel est le triptyque qui résume l'histoire de l'Europe centrale depuis le partage de l'Empire de Charlemagne et le traité de Verdun (843).

La possession de ces régions intermédiaires est d'un intérêt tellement capital que chaque fois qu'une solution radicale s'est dessinée du Rhin à la mer du Nord, soit en faveur de

(1) Baron Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, « la Flandre communale », p. 9.

l'Allemagne comme au treizième et au dix-neuvième siècle, soit en faveur de la France comme sous Louis XIV et Napoléon, des coalitions se sont formées contre la nation dominatrice et la guerre a éclaté. Le plus puissant génie politique de la France, Richelieu, l'avait compris en refusant de se joindre à Gustave-Adolphe contre le Saint-Empire (1632), fidèle au principe d'équilibre formulé déjà par Sully : « Il semble nécessaire d'établir et d'arrêter de telles bornes entre toutes les dominations qui s'avoisinent les unes les autres que chaque État et chaque prince particulier puisse demeurer certain et assuré non seulement de ce qu'il doit absolument posséder, mais *aussi de ce à quoi il ne doit jamais prétendre* (1). »

*
* *

Rien n'est plus significatif à cet égard que de suivre à travers l'histoire la politique de la Grande-Bretagne qui, spectatrice impartiale du grand conflit séculaire, intervient toujours pour empêcher le triomphe définitif de l'une des parties sur l'autre, dans ces fatidiques plaines de Belgique. Cette politique apparaît dès la bataille de Bouvines (1214) où le roi de France, Philippe Auguste, défait une coalition anglo-germano-flamande. Trois siècles plus tard (1572), la reine Élisabeth d'Angleterre refuse de s'associer à ses coreligionnaires protestants de France, dans la lutte contre l'Espagne en Belgique, et fait savoir que son gouvernement ne tolérera point que la France s'empare des Flandres. Sautons un siècle encore : en 1677, l'ambassadeur de France à Londres, Courtin, envoie à son ministre ce grave avertissement : « Les Anglais donneraient tout, jusque leur chemise, pour empêcher les Français de pénétrer aux Pays-Bas. » Même attitude en présence des conquêtes révolutionnaires. Le 30 décembre 1795, William Pitt affirme solennellement que l'Angleterre ne sera plus en sécurité si la France possède *la rive gauche du Rhin et la Belgique* et lord Macartney, vers la même date, rappelle les principes irréductibles de la politique britannique : « Nous sommes inébranlable-

(1) *Économies royales*, t. VII, p. 246. On retrouvera la plupart des faits et des textes invoqués à l'appui de notre thèse dans le remarquable ouvrage de M. L. Leclère, *la Question d'Occident*, Bruxelles, Lamertin, 1921.

ment résolus à ne jamais tolérer la moindre mention du sauvage (*sic*) projet des Français de prendre le Rhin pour barrière ; la source de ce projet est dans la réunion accidentelle de l'Alsace et de la Lorraine. »

Nous voici en 1814. L'empire napoléonien s'est écroulé ; il faut reconstruire l'Europe ; quelle est la question primordiale qui s'impose aux préoccupations de Castlereagh, de Metternich et de Talleyrand? L'éternelle question du Rhin et de la Belgique, résumée dans deux sentences également remarquables de Castlereagh : « Anvers français, c'est l'état de guerre perpétuel. — Les Prussiens à Aix-la-Chapelle ! Quelle imprudence ! *Avant cent ans, ils seront à Anvers* (1). »

Comment obvier à ce double danger? En créant, entre le monde germanique et latin, un État intermédiaire, boulevard de l'Europe et tête de pont de l'Angleterre dont il assurerait la communication avec le Rhin et groupant la Belgique, la Hollande et les pays à l'ouest de la Moselle et du Rhin, de façon à former un ensemble suffisamment puissant pour être complètement indépendant (2). Pour gouverner cet État, Castlereagh ne veut ni d'un prince français, ni d'un prince allemand car, « sur l'Escaut et sur la Meuse, l'Allemagne menacerait à la fois la Tamise et la Seine comme, sur l'Escaut, la France menacerait la Tamise et sur la Meuse, le Rhin » (3). L'accord fait sur ces bases entre les alliés et la France est consacré par le traité de Paris (30 mai 1814, art. 3 et 4) que Castlereagh appelle avec un légitime orgueil : « Mon traité (4). »

Nous n'avons pas à raconter ici comment, au congrès de Vienne, en dépit des résistances anglaises et de celles des États rhénans, dont le jeune prince Léopold de Saxe-Cobourg se fit le champion, les intrigues prussiennes, après avoir visé Liége et même tous les Pays-Bas, parvinrent à substituer à l'accord de Paris une nouvelle convention consacrant la domination de la Prusse sur le Rhin. Un siècle plus tard, avec une exactitude mathématique, la prophétie de Castlereagh se réalisait : les Prussiens étaient à Anvers.

Louis XVIII, comme lord Castelreagh, avait prévu ces conséquences et, à plus d'un titre, il est hautement inté-

(1) Leclère, ouvrage cité, p. 112 et 117.
(2) Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VIII, p. 98, 212.
(3) Reinach, *Revue bleue*, 11 juillet 1914, p. 34.
(4) Lettre à Hamilton, 10 mars 1814.

ressant de rappeler ici les remarquables instructions données à Talleyrand au mois de septembre 1814.

Après avoir insisté pour que tous les petits princes allemands fussent appelés à siéger à Vienne, car « il ne peut y avoir de congrès sans que toutes les puissances soient représentées sur un pied d'égalité dans le vote », le roi ajoutait :

En Italie, c'est l'Autriche qu'il faut empêcher de dominer en opposant à son influence, des influences contraires ; en Allemagne, c'est la Prusse. *La constitution physique de sa monarchie lui fait de l'ambition une sorte de nécessité. Tous prétexte lui est bon.* Aucun scrupule ne l'arrête. *La convenance est son droit.* C'est ainsi que dans un cours de soixante-trois années, elle a porté sa population de quatre millions de sujets à dix millions et qu'elle est parvenue à se former, si l'on peut ainsi parler, *un cadre de monarchie immense*, acquérant çà et là des territoires épars qu'elle tend à réunir en s'incorporant ceux qui les séparent. *La chute terrible que lui a attirée son ambition ne l'a pas corrigée.* En ce moment, ses émissaires et ses partisans agitent l'Allemagne, *lui peignent la France comme prête à l'envahir encore, la Prusse comme seule en état de la défendre et demandant qu'on la lui livre pour la préserver.* Elle aurait voulu avoir la Belgique. Elle veut avoir tout ce qui est entre les frontières actuelles de la France, la Meuse et le Rhin. Elle veut Luxembourg. Tout est perdu si Mayence ne lui est pas donnée ; elle ne peut avoir de sécurité si elle ne possède pas la Saxe. Les Alliés ont, dit-on, pris l'engagement de la replacer dans le même état de puissance où elle était avant sa chute, c'est-à-dire avec dix millions de sujets. *Qu'on la laisse faire, bientôt elle en aura vingt et toute l'Allemagne lui sera soumise.* Il est donc nécessairs de mettre un frein à son ambition en restreignant d'abord, autant qu'il est possible, son état de possession en Allemagne et, ensuite, en restreignant son influence *par l'organisation fédérale.* Son état de possession sera restreint par la conservation de tous les petits États et par l'agrandissement des États moyens. Les ambassadeurs du roi défendront, en conséquence, de tous leurs moyens, la cause du roi de Saxe et, dans tous les cas, feront ce qui est en eux pour que la Saxe ne devienne point une province prussienne (1).

Ces lignes résument toutes les leçons de sagesse politique

(1) D'Angeberg, *le Congrès de Vienne et les traités de* 1815, Paris, chez Amyot, MDCCCLXIV, t. Ier, p. 215, 231, 232.

laissées par la monarchie française. Elles ne furent malheureusement pas comprises en 1815.

Du traité de Paris, le congrès de Vienne n'avait conservé que la moins bonne partie : l'union de la Belgique et de la Hollande et le rappel du but primitivement poursuivi spécifié en ces termes dans le préambule du traité du 31 mars 1815 : *Établir un juste équilibre en Europe et constituer les Provinces-Unies dans des proportions qui les mettent à même de soutenir leur indépendance par leurs propres moyens.*

Toujours fidèle à la même politique, la Grande-Bretagne, déjà alarmée par les velléités annexionnistes de Napoléon III, en 1866, se hâta, lors de la guerre de 1870, de renouveler à la Belgique des garanties de sécurité et il suffit, le 3 août 1914, de l'ultimatum allemand à Bruxelles, pour mettre fin à toute hésitation à Londres.

Entrée en guerre pour empêcher l'hégémonie allemande de s'étendre du Rhin à la mer du Nord, la Grande-Bretagne fut aussitôt hantée par la préoccupation de n'y point substituer, en cas de victoire, une hégémonie française, directe ou indirecte, ouverte ou dissimulée. Dès la fin de l'année 1917, répondant à M. Briand, le chef du *Foreign Office*, M. J. S. Balfour, déclarait qu'aucun accord entre Alliés ne prévoyait la création d'un État sur la rive gauche du Rhin et qu'une « telle solution n'était jamais entrée dans la politique du gouvernement britannique ». Les incidents qui ont surgi pendant la discussion du traité de Versailles ne sont que le prolongement naturel et inéluctable de cette déclaration.

*
* *

Sous peine de nier les leçons qui se dégagent de mille ans d'histoire, il faut reconnaître que la possession des pays d'entre-deux, du Rhin à la mer du Nord, par l'Allemagne ou par la France, a toujours entraîné la guerre à plus ou moins longue échéance. Un sort semble être jeté sur ces régions qui constituent le cœur de l'organisme européen. On n'y a jamais touché sans provoquer des catastrophes.

Unies jadis sous le sceptre du fils aîné de Charlemagne, Lothaire, elles formèrent la *Francia media* dont l'indépendance ne fut qu'éphémère, mais qui, par le jeu naturel de la communauté des intérêts, tendit à différentes reprises

à se reconstituer. Philippe le Bon y parvint presque quand, à ses États héréditaires, il eut uni la Flandre, l'Artois, le Hainaut, le Brabant, la Frise, la Gueldre et le Luxembourg, et conclu des alliances avantageuses avec le Wurtemberg, la Bavière et l'Autriche. Charles le Téméraire devait ajouter à ces domaines la Lorraine et une partie de l'Alsace.

Ayant, dit-on, refusé trois fois l'empire, dédaigneux du titre royal, Philippe, lui, préférait celui plus significatif de grand-duc d'Occident. En racontant sa mort, Chastelain a pu écrire : « Tous roys de son temps l'ont préféré en tiltre devant eux ; les cieux l'ont magnifié de leurs grâces et les hommes l'ont solennisé en ses vertus. Orient et Occident, à la croisure du ciel, tout soufflait en ses voiles. »

L'ambition démesurée de Charles le Téméraire fait s'écrouler ce vaste empire. Il a fallu attendre la fin du dix-huitième siècle pour voir un nouveau rapprochement se réaliser entre les régions lotharingiennes dans la personne de Charles de Lorraine, chargé par Marie-Thérèse, sa belle-sœur, du gouvernement de nos provinces. Peu d'époques ont laissé, dans l'histoire populaire belge, un meilleur souvenir.

En 1830, enfin, grâce à l'appui généreux et désintéressé de la France et de l'Angleterre, la Belgique conquiert son indépendance et se donne un roi. Le mouvement belge a immédiatement sa répercussion sur le Rhin, et l'on entend l'un des membres les plus écoutés du Parlement de Bruxelles, de Potter, s'écrier : « Un des plus beaux jours de ma vie sera celui où, sur le seuil de la cathédrale de Cologne, je pourrai féliciter son archevêque, lui, au nom du catholicisme émancipateur, moi, au nom de la sainte liberté. » En même temps, en plein pays rhénan, à Düren, un Mérode lance un *Livre rouge* qui déchaîne les passions séparatistes, et une adresse des étudiants belges à leurs camarades persécutés se termine par ces mots : « Mort aux Prussiens ! Vengeance ! Vivent nos frères des provinces rhénanes ! S'il le faut, mourons pour la même cause ! » En 1848, les mêmes tendances reparaissent et devant la faiblesse de l'Autriche et l'ambition de la Prusse détestée, une mission secrète est envoyée à Bruxelles en vue de créer un empire belgo-rhénan sous le spectre de Léopold Ier (1). Mystérieuses affi-

(1) Voir au sujet de cet incident demeuré inédit notre ouvrage : *l'Allemagne et l'avenir de l'Europe*, Bruxelles-Paris, 1921.

nités qui, en plus de la communauté de foi religieuse et des puissants liens économiques, continuent à rapprocher les peuples qui formèrent l'antique Lotharingie. Henri Heine ne faisait-il point déjà cette déconcertante constatation : « Les Rhénans ne sont ni des Allemands, ni des Français, ce sont des Belges (1). »

L'histoire comme la géographie semblent assigner à ces régions la tâche identique d'amortir, et, pour ainsi parler, de « filtrer » les heurts réciproques de leurs puissants voisins en servant de canal à l'échange entre eux de produits et d'idées. Un historien illustre en a fait la remarque : « Les bassins de l'Escaut et de la Meuse n'ont pas seulement servi de champ de bataille à l'Europe, c'est par eux que s'est effectué le commerce des idées entre le monde latin et le monde germanique qui se touchent sur leur territoire. Ce sont leurs ports, qui, pendant des siècles, ont été les entrepôts des marchandises du Nord et du Midi. Comme notre sol formé par des alluvions des fleuves de France et d'Allemagne, notre culture est une sorte de syncrétisme où l'on trouve mêlés l'un à l'autre et modifiés l'un par l'autre les génies des deux races (2). »

En suivant attentivement le mouvement des opinions qui, en 1848, portait les esprits dans l'Allemagne du Sud et le long du Rhin à un rapprochement avec la Belgique, Léopold I[er] et son gouvernement servaient (les pages qui précèdent en sont le témoignage), autant que les intérêts belges, les intérêts des grandes puissances et particulièrement ceux de la France et de la Grande-Bretagne. Plus qu'aucun autre État, la France devait souhaiter voir monter la garde sur le Rhin par une nation amie, dont la présence n'y porterait ombrage à personne et lui épargnerait peut-être de futurs conflits, et les agrandissements de la Belgique — nous l'avons vu — étaient, au regard de la Grande-Bretagne, le meilleur moyen de mettre ce pays à l'abri de tout danger d'emprise par ses grands voisins. Ainsi se seraient trouvées réalisées en même temps et confondues la politique de *sécurité* de la France et la politique d'*équilibre* de l'Angleterre, qui se sont dressées face à face pendant la discussion du traité de Versailles et dont l'opposition menace d'ébranler une entente indispensable à la paix du monde.

(1) *Correspondance inédite,* t. II, p. 286.
(2) PIRENNE, *les Origines de la nation belge.*

*
* *

Depuis la mort de Charlemagne, la question d'Occident est restée ouverte. Tour à tour, l'Allemagne et la France ont voulu la résoudre à leur profit, et, hantées, inconsciemment peut-être, par les grands souvenirs de l'empire carolingien, s'emparer des régions qui en furent le berceau. Aucune de ces tentatives n'a réussi et toutes furent le point de départ d'une période de calamités et de guerres. Le problème se pose aujourd'hui dans les mêmes termes que devant les héritiers de l'Empereur « à la barbe fleurie » réunis à Verdun en l'an 843 ; il ne comporte que deux solutions : ou bien la continuation de la lutte millénaire entre les deux grandes puissances continentales avec des alternatives de succès assurant successivement à l'une d'elles la domination de l'Europe, ou bien la reconstitution d'un État intermédiaire suffisamment puissant pour être indépendant de ses voisins et pouvoir placer en dehors de leur mutuelle convoitise les territoires s'étendant du Rhin à la mer, qui, après avoir été pendant dix siècles le champ clos de tous les peuples, devraient être considérés comme l'arche sainte de la paix européenne.

Pareille solution est-elle vraisemblable? Bien des obstacles s'opposent à sa réalisation, il n'est pas besoin de les énumérer ici. Les principales difficultés viendraient peut-être de la Belgique elle-même qui est, à coup sûr, la nation la moins impérialiste qui soit et garde le souvenir amer de l'occupation germanique. Seul, si les populations rhénanes en témoignaient un jour le désir, un régime d'union personnelle dans le chef du souverain serait possible, et semblable éventualité paraît bien éloignée aujourd'hui (1). Mais peut-être est-ce le lieu de rappeler le mot du cardinal de Retz : « Toutes les grandes choses qui ne sont point exécutées paraissent inexécutables à ceux qui ne sont pas capables de grandes choses. » Sans en témoigner avec éclat, la Belgique ressent profondément les désillusions de la paix qui a détruit au profit de la Grande-Bretagne la flotte et les colonies allemandes, a rendu l'Alsace-Lorraine à la France,

(1) Signalons à titre documentaire une brochure publiée en pays rhénan sous le titre : *le Futur Prince de l'Allemagne, sauveur de l'Europe*, par Bernard Leidner (Elberfeld, 2e édition, 1921). L'auteur voit dans le roi des Belges le sauveur de l'Europe.

Trieste et le Trentin à l'Italie, a triplé la population de la Serbie et *décuplé* celle de la Roumanie, tardivement entrée dans la lutte, et n'a donné à la Belgique, premier holocauste du grand sacrifice offert à la liberté, que 65 000 habitants et quelques arpents.

D'autre part, la barrière du Rhin, en lui fournissant une garantie stratégique de premier ordre, permettrait à la Belgique, en temps de paix, conformément à son tempérament national, de réduire au minimum son appareil militaire et l'apport d'un troisième groupe ethnique, avec administration distincte, serait peut-être de nature à faciliter la solution du conflit des langues, et par conséquent à fortifier un État qui, au témoignage de M. Jules Cambon, est la « clef de voûte de l'ordre européen ». Un double phénomène politique et ethnographique semble se dessiner dans l'Europe contemporaine. D'une part, la guerre a plus que jamais démontré l'intime solidarité qui unit toutes les nations : elles ne peuvent espérer se relever et faire face aux dangers externes et internes qui les menacent que par un immense et commun effort. D'autre part, le principe de la libre disposition des peuples poussé jusque dans ses dernières conséquences aboutit, comme le faisait observer dernièrement M. Lloyd George, à l'émiettement des États. De fait, dans l'Europe entière, se manifestent des mouvements régionalistes fondés sur des revendications ethniques ou linguistiques ; le symptôme est trop général pour être factice et l'on peut imaginer que l'avenir nous réserve d'assister au fractionnement de certaines nations en tribus, gravitant dans l'orbite de vastes fédérations politiques correspondant au groupement des intérêts économiques. Il est certain que, ce jour-là, un rapprochement s'opérerait insensiblement entre Anvers et les pays rhénans qui forment son « hinterland » naturel.

Par un phénomène identique, l'Allemagne du Nord tend à se porter à l'est, vers la Courlande et les pays baltes, où elle trouverait des compensations aux sacrifices consentis à l'ouest. Il faut en prendre son parti : l'Allemagne, en tant qu'unité politique, continuera à subsister. Suivant le mot d'Erzberger au maréchal Foch dans la forêt de Compiègne : « Un peuple de 70 millions d'hommes souffre, mais il ne meurt pas (1). » Ces paroles allemandes peuvent être pénibles

(1) *Souvenirs de guerre* de M. ERZBERGER, Paris, Payot, 1921, p. 386.

à entendre, mais mieux vaut ne point se leurrer de fallacieux espoirs et, en dépit de trop légitimes répulsions, on ne peut négliger le principe affirmé par Talleyrand en 1814 : « Le meilleur moyen d'éviter de nouvelles guerres, c'est de ne pas humilier une nation grande, forte, et de lui donner satisfaction dans ses intérêts légitimes, même dans son orgueil, afin qu'elle ne cherche plus à se faire justice elle-même. »

L'Allemagne continuant à subsister comme une grande unité politique, il serait absurde de supposer qu'elle ne jouera point, de nouveau et à brève échéance, un rôle important dans le monde et toute la question est de savoir si elle portera son activité dévorante vers l'ouest, où elle sera toujours une menace pour l'Europe, ou vers l'est où, tout en servant de barrière au bolchevisme, elle peut trouver un champ indéfini à son expansion. Et que l'on ne dise point qu'elle y forgera de nouvelles armes pour les retourner ensuite contre l'Europe occidentale. Encore un coup, l'Allemagne subsiste et il s'agit seulement de savoir où elle est le plus à craindre : sur le Rhin ou sur le Niémen.

La solution belge de la question rhénane ne pourrait être qu'encouragée par la France qui y trouverait le gage de sa sécurité, et par la Grande-Bretagne qui, après la leçon d'hier, ne peut négliger l'avertissement donné par Castlereagh en 1805 : « Les Prussiens à Aix-la-Chapelle ! Quelle imprudence ! Avant cent ans, ils seront à Anvers. »

La Grande République américaine, enfin, entrée en guerre pour faire triompher les principes de liberté, ne serait-elle point heureuse de donner à l'épopée sa pleine signification morale, en prouvant à la postérité que les sacrifices à l'honneur et au droit ne sont point d'illusoires utopies? Peut-être un jour viendra-t-il où les puissances réaliseront pleinement la vérité d'une maxime d'un célèbre juriste belge, Juste Lipse, qui écrivait au seizième siècle dans un langage imagé : « De même que l'isthme qui sépare la mer Égée et la mer Ionienne empêche le choc et le mélange de leurs ondes, de même notre petite Belgique semble faite pour arrêter les grands empires qui, en son absence, envahiraient toutes choses et s'étendraient de toutes parts. »

Cte R. de Briey.

Un apôtre en Islam

Charles de Foucauld

I

Sur une place de Tlemcen, le 13 juin 1883, deux juifs accroupis déjeunaient maigrement. Des officiers de chasseurs passèrent, et ne prêtèrent attention, sans doute, à ces nomades, que pour les trouver encombrants. Et pas un d'entre eux ne reconnut, ainsi grimé en juif, un de leurs camarades de l'avant-veille, tout fraîchement démissionnaire, Charles de Foucauld, élève de Saint-Cyr en 1876, cavalier de Saumur en 1878.

« Une longue chemise à manches flottantes, un pantalon de toile allant jusqu'au genou, un gilet turc de drap foncé, une robe blanche à manches courtes et à capuchon, des bas blancs, des souliers découverts, une calotte rouge et un turban de soie noire » : n'était-ce pas là l'authentique accoutrement provenant d'un authentique ghetto? Comment chercher et comment découvrir, sous ce déguisement, l'élégant et fringant vicomte qui naguère promenait sa soif de fêtes à travers le monde et le demi-monde, et qui diaboliquement bravait la morale en donnant aux plus vulgaires plaisirs un vernis de distinction, reflet de son aristocratique fierté?

C'était bien lui, pourtant... Les mesures qu'avait prises un indiscret tribunal pour protéger, bon gré mal gré, son patrimoine compromis, prohibaient désormais les coûteuses

aventures après lesquelles il avait jusque-là couru ; il allait en chercher d'autres, celles dont parfois sans doute il avait rêvé dans la chambrette de Saumur où son compagnon s'appelait le marquis de Morès, celles de l'explorateur, qui se sent, déjà, à demi conquérant. Ayant déniché dans Alger, pour lui servir de compagnon, un rabbin sacrificateur dénommé Mardochée, il allait s'enfoncer dans les profondeurs du Maroc. Voilà certes, pour un fils de famille pourvu d'un conseil judiciaire, une façon peu classique de se ranger.

Il aurait pu s'affubler en musulman, plutôt qu'en Juif. Mais il avait besoin de tranquillité pour manier ses baromètres et ses thermomètres, et son sextant, et pour prendre ses observations, et pour les consigner. « Musulman, il eût fallu vivre de la vie commune, sans cesse au grand jour, sans cesse en compagnie ; jamais un moment de solitude, toujours des yeux fixés sur soi. » Juif, il était méprisé, parfois reçu à coups de pierres, condamné à l'ennuyeux contact des juifs mercenaires, « gens méprisables et répugnants entre tous, sauf de rares exceptions ». Mais le mépris même qu'inspirait le juif facilitait son isolement ; sa qualité de paria lui assurait plus de tranquillité pour faire discrètement, en cachette, son enquête topographique et son enquête astronomique, pour interroger la terre et le ciel et noter sur ses petits carnets ce que terre et ciel lui répondaient.

Onze mois durant il chemina, du 20 juin 1883 au 23 mai 1884, atteignant certaines régions marocaines où jamais Européen n'avait posé le pied. Voyage difficile, dangereux, où nos deux rabbins, — car Foucauld, sous le nom de Joseph Aleman, s'était lui-même promu à la dignité rabbinique, — avaient peine à marcher du même pas. Mardochée aimait la sécurité, et Mardochée aimait le gain ; poltron, il lui advenait de vouloir rebrousser chemin ; cupide, il rêvait de s'attarder, de piétiner, de perdre du temps et d'en faire perdre, pour vivre plus longtemps à la solde de Foucauld. Mais tandis que ces deux sentiments également médiocres se disputaient l'âme de Mardochée, Foucauld les mettait d'accord en les dédaignant l'un et l'autre ; âprement éprouvé par cette forte volonté, Mardochée s'assouplissait et marchait.

Quel fut le résultat de cette expédition, nul n'était mieux qualifié, pour en juger, que l'explorateur Duveyrier. « En onze mois, annonçait-il en 1885 à la Société de Géographie, un seul homme, le vicomte de Foucauld, a doublé, pour

le moins, la longueur des itinéraires soigneusement levés au Maroc. Il a repris, en les perfectionnant, 689 kilomètres des travaux de ses devanciers, et il y a ajouté 2 250 kilomètres nouveaux. Pour ce qui est de la géographie astronomique, il a déterminé 45 longitudes et 40 latitudes ; et là où nous ne possédions que des altitudes se chiffrant par quelques dizaines, il nous en apporte 300. C'est vraiment une ère nouvelle qui s'ouvre, grâce à M. de Foucauld, et on ne sait ce qu'il faut le plus admirer, ou de ces résultats si beaux et si utiles, ou du dévouement, du courage et de l'abnégation ascétique, grâce auxquels ce jeune officier français les a obtenus. »

Les articles intitulés : *Itinéraires au Maroc*, et l'imposant volume : *Reconnaissance au Maroc*, qui parurent en 1887 et 1888 sous la signature de Charles de Foucauld, n'eurent pas seulement la portée d'une révélation géographique, mais celle, aussi, d'une suggestion politique. Car à l'ombre de sa calotte de juif, les oreilles de Foucauld, dûment ouvertes, avaient su ausculter les sentiments du Maroc pour la France, et ces sentiments étaient une ébauche d'appel... « Il est difficile, écrivait-il, d'exprimer la terreur dans laquelle vit la population de Taza ; aussi ne rêve-t-elle qu'une chose, la venue des Français. Que de fois ai-je entendu les Musulmans s'écrier : Quand les Français entreront-ils? Quand nous débarrasseront-ils enfin des pillards Riata? Quand vivrons-nous en paix comme les gens de Tlemcen? Et de faire des vœux pour que ce jour soit proche : l'arrivée n'en fait point de doute pour eux ; ils partagent, à cet égard, l'opinion commune à une grande partie du Maroc oriental, et à presque toute la haute classe de l'empire. »

De même, à Bou-el-Djad, le jeune Sidi Edris, petit-fils du *Sid* de céans, disait à Foucauld : « Que ce pays serait riche, si les Français le gouvernaient ! » Et puis : « Si les Français viennent ici, me feront-ils caïd? » Foucauld, qui avait révélé à Sidi Edris sa nationalité française, se sentait choyé parce que Français, et il concluait : « Les grands seigneurs, les populations commerçantes, les groupes opprimés par le sultan ou par de puissants voisins, recevraient la France sans déplaisir ; elle représente pour eux un accroissement de richesses, l'établissement de chemins de fer (chose très souhaitée), la paix, la sécurité, enfin un gouvernement régulier et protecteur. »

Jadis, en ses derniers mois de splendeur, le drapeau blanc fleurdelisé avait installé dans Alger cette France qui l'allait disgracier ; et tout récemment nos trois couleurs, attirées par les mêmes horizons, avaient, en planant sur Tunis, attesté la tenace vitalité de la France vaincue. France de la Restauration, France de la République, attachaient aux rives d'Afrique la continuité du même regard ; par-dessus le chaos des vicissitudes politiques, il y avait là une histoire qui se poursuivait avec l'infaillible sûreté d'une tradition, avec le calme impérieux d'une vocation, une histoire pour laquelle l'État, quel qu'il fût, collaborait avec l'Église, un Jules Ferry avec un Lavigerie. Lorsque les pages de la *Reconnaissance au Maroc* paraissaient appeler nos armes, et puis, avec elles, notre civilisation, dans l'extrême occident du bassin méditerranéen, l'ancien lieutenant Charles de Foucauld traçait à cette histoire séculaire une nouvelle avenue. Vingt ans plus tard, la culture latine y pénétrera, et puis y régnera, sous les enseignes du futur maréchal Lyautey.

II

Par une prudence, hélas ! nécessaire, la France qu'avait humiliée Sedan osait à peine promettre ses acclamations aux épées qui lui rendraient le Rhin ; mais du moins, lui était-il loisible de se montrer prodigue d'honneurs envers ceux qui, un peu partout dans le monde, besognaient pour une plus grande France ; et Foucauld, rentré dans Paris, n'avait qu'à se prêter aux avances de la gloire, pour les recueillir et pour en jouir.

Mais il s'en tenait comme distant. Son regard, son cœur, l'orientaient ailleurs, vers un ailleurs encore indécis, — il ne savait où, mais il savait, déjà, que ce ne serait pas un de ces avenirs auxquels l'honneur du monde s'attache. Sans aucune profession expresse d'athéisme, il avait, treize ans durant, cessé de concevoir Dieu comme une réalité et l'idée religieuse comme une lumière : au terme de cette émancipation, Foucauld n'avait pas trouvé le bonheur ; et « pendant ce qu'on appelle les fêtes » il s'était senti « muet, accablé ». Il y avait dans son âme un vide, qu'aucune de ces illusions humaines auxquelles il s'était laissé si joyeusement entraîner n'avait pu remplir ni même masquer.

Avait-il déjà, courant à travers le Maroc, su discerner, dans les silences mêmes de l'espace, je ne sais quelle éloquence religieuse? Dans la vie d'Ernest Psichari, la personnalité du désert, cette personnalité « monothéiste » dont parlait son grand-père Renan, jouera proprement un rôle d'apôtre. Dieu chargea-t-il d'une pareille mission son serviteur le désert, auprès de Charles de Foucauld? Rien ne permet de l'affirmer, mais non plus de le nier ; et Foucauld put retenir et garder en lui certaines suggestions religieuses du paysage africain, sans les comprendre aussitôt.

Une âme rayonnante se trouva sur son chemin, celle de l'abbé Huvelin, rayonnante parce qu'il y rayonnait une lumière d'en haut ; et le voile opaque — voile de doutes, voile de péchés — qui s'était interposé entre Dieu et Foucauld, se laissa brusquement percer par cette lumière, et puis déchirer. Il y eut là une minute décisive, qui d'avance commanda toute sa vie, et sa mort, et son éternité. Et ce fut en raison de cette minute-là, croyez-le bien, qu'un décret éternel de Dieu avait élu M. René Bazin comme biographe de Charles de Foucauld (1).

Car jamais M. René Bazin ne s'était laissé tenter par le roman d'aventures. A d'autres, de promener leurs héros ou leurs héroïnes à travers de vertigineuses destinées, dont on ne savait trop si ces hommes et ces femmes étaient les agents ou les jouets : M. René Bazin se fût senti mal à l'aise, en concertant — il eût pu le faire tout comme un autre — ces péripéties affolantes qui distraient le lecteur au lieu de le ramener sur lui-même et qui soudainement, après l'avoir bien essoufflé, l'abandonnent, égaré, dans un monde de rêve. Or, la vie de Charles de Foucauld, au regard des anciens amis parisiens qui de temps à autre, fugitivement, distraitement, demandaient de ses nouvelles, se déroulait comme un roman d'aventures : qu'allait donc faire, ici, M. René Bazin?

Il allait, sur une vie dont il saurait, lui, lire les profondeurs, édifier un livre profond ; et cette vie devenait bien légitimement son domaine. Son art, n'étant que l'épanouissement de son âme, aima toujours les âmes. Qu'il ait tout de suite vu l'attrait de cette histoire si magnifiquement simple sous ses

(1) René Bazin, *Charles de Foucauld, explorateur du Maroc, ermite au Sahara*, un portrait, un fac-similé d'autographe, et une carte itinéraire (Paris, Plon, 1921).

turbulentes apparence, de cette histoire si dénudée, j'allais dire si désincarnée, où bientôt il ne reste plus d'autres acteurs qu'un ermite et le Dieu invisible, il faudrait ne pas connaître M. René Bazin pour en être surpris. On lui a demandé, parfois, un roman sur la vocation sacerdotale. « Ah ! me disait quelqu'un, s'il voulait, lui qui a le don de mettre des vies en branle, s'il voulait, cet éveilleur de destinées, montrer à certaines destinées qui s'ignorent nos séminaires qui meurent, comme il a su montrer à tant d'autres la terre qui meurt ! Comme il pourrait contribuer, ainsi, à repeupler de saints notre ciel de France, du même geste dont il voulait repeupler de bras notre terre de France ! » Et je réjouissais mon interlocuteur — c'était au printemps dernier — en lui disant qu'il aurait bientôt un début de satisfaction, et que M. René Bazin venait d'apporter à la *Revue des Deux Mondes* l'histoire authentique d'un prêtre, — et de quel prêtre !

En ce matin d'octobre où Charles de Foucauld, dans le confessionnal de l'abbé Huvelin, s'agenouillait pour demander « la foi », et puis docilement se confessait, et docilement communiait, le brusque réveil de ce fidèle, si longtemps errant, recélait, sans qu'il en prît déjà conscience, certaines aspirations, dont le sacerdoce devait être le terme.

Pour la curiosité scientifique, Foucauld, dans son odyssée du Maroc, s'était volontairement exposé à toutes sortes de vilenies : on peut dire qu'il avait ainsi fait, durant sa période « laïque », un apprentissage d'humilité. Ce qu'il avait accepté en vue de s'informer, et de mieux connaître, pourquoi ne l'accepterait-il pas, pourquoi même n'y aspirerait-il pas, en vue de se perfectionner, et de mieux aimer? En 1889, s'isolant du bruit que faisait son livre, bruit trop flatteur à son gré, il s'en fut à Nazareth pour une exploration d'un genre nouveau ; il voulait retrouver, dans la petite ville, l'humilité de son Dieu, mesurer à l'exiguïté de ses mesures l'exiguïté de la *Casa* qui avait logé Dieu, voir de pauvres gens travailler comme Dieu avait travaillé. C'était l'époque où beaucoup cultivaient leur « moi ». Le *moi* de Charles de Foucauld, ayant résolu de faire place, en lui, au *moi* souverain du Christ, allait travailler à n'être qu'un néant, pareil au néant volontaire du Dieu de Nazareth. « Notre-Seigneur a tellement pris la dernière place, que jamais personne n'a pu la lui ravir », lui avait dit l'abbé Huvelin. Avec une fièvre de s'abaisser, Foucauld réclama l'avant-dernière place.

Il l'alla chercher, en 1890, dans une Trappe cévenole, à Notre-Dame-des-Neiges ; ce frère Marie-Albéric, qui faisait là-bas des corvées de paysan, c'était Foucauld. Taillé pour le commandement, il n'aspirait plus qu'à se commander à lui-même, pour se mater ; né manieur d'hommes, il lui plaisait de se laisser manier. Il trouvait dans la vie religieuse l'occasion de « tenir compagnie à Notre-Seigneur en ses peines » ; il trouvait dans le travail manuel « une consolation, par la ressemblance » avec le journalier de Nazareth. Ainsi méditait-il ; mais on se fût lourdement trompé si l'on eût cru que ces méditations le détachaient de l'humanité. « Dieu et moi », c'est un duo permis à l'âme, aux heures de concentration recueillie. Mais l'Oraison dominicale, qui dit *Nous* et non pas : *moi*, et puis la liturgie, qui très souvent aussi dit *Nous*, obligent cette âme à se dilater, à ne pas considérer comme un encombrement pour sa prière la sollicitude pour les autres hommes, à se blottir auprès d'eux et à les blottir auprès d'elle, pour dire à Dieu : Nourrissez-nous ! Pardonnez-nous ! Délivrez-nous !

Foucauld, dans sa Trappe, se réjouissait de travailler de ses mains, parce qu'il sentait que ce travail lui donnait « compassion pour les pauvres, charité pour les ouvriers, les laboureurs ». « On sent si bien, écrivait-il, le prix d'un morceau de pain, quand on voit par soi-même combien il coûte de peine pour le produire ! On a tant de pitié pour tout ce qui travaille, quand on partage ces travaux ! » Çà et là, dans le monde de l'époque, certaines originalités, séduites par une mode anglo-saxonne, s'en allaient dans les *settlements*, prendre contact avec l'humanité qui peine. Foucauld vivait dans un autre plan, où les élans du cœur se surnaturalisaient : pour comprendre les travailleurs, il aimait se sentir travailleur, se rappelant que celui qui avait le mieux compris les hommes était un Dieu qui s'était fait homme. L'abaissement, fruit immédiat de la connaissance de soi-même, apparaissait à Foucauld comme la plus sûre méthode pour la connaissance de Dieu, et pour la compréhension des frères humains.

Parmi ces frères dont le souvenir hantait sa cellule et sa prière, il y avait les musulmans. Transplanté sur sa demande, dès 1890, dans une lointaine Trappe d'Asie Mineure, il écrivait en 1892 : « C'est à nous à faire l'avenir de ces peuples, où la religion musulmane a sur les mœurs sa triste influence.

Leur conversion dépend de Dieu, d'eux, et de nous chrétiens... La prédication dans les pays musulmans est difficile, mais les missionnaires de tant de siècles passés ont vaincu bien d'autres difficultés. C'est à nous à être les successeurs des premiers apôtres, des premiers évangélistes. »

Et dans l'imagination de frère Marie-Albéric se dessinait le rêve d'un groupement d'apôtres, qui s'installeraient avec lui, en quelque pays infidèle ou abandonné, et qui assumeraient sans éclat, dans une obscurité prête à tous les déboires, cette lointaine succession. Mais, pour cela, il lui faudrait quitter la Trappe, cette « barque » où s'était posée sa vie, « se jeter à la mer ». Il désirait et il redoutait ; il demandait conseil ; il se laissait mettre à l'épreuve, expédier d'Asie Mineure à Staouéli, de Staouéli à Rome. Et finalement, à Rome, en 1897, il obtenait de ses supérieurs pleine liberté de laisser la Trappe, et d'aller vivre, en quelque coin perdu, en être pauvre, abject, en balayure du monde, comme avait dit saint Paul. L'exemple même de saint Paul attestait que les balayures du monde, par un victorieux retour offensif, ramènent parfois Dieu dans l'atmosphère ingrate ; Foucauld savait que l'abjection n'était pas nécessairement une stérilité.

« Charles Foucauld, Nazareth, Terre-Sainte, poste restante », telle devint, au printemps de 1897, l'adresse de l'ancien trappiste. Avec sa longue blouse à capuchon, rayée blanc et bleu, son pantalon de cotonnade bleue, sa calotte d'épaisse laine blanche, entourée d'une façon de turban, ses sandales, sa ceinture de cuir d'où pendait un gros chapelet, ce chemineau semblait s'ingénier pour recueillir le dédain, comme d'autres s'ingénient pour obtenir les honneurs. Faire sourire, et par des bizarreries provoquer le sarcasme, c'est à quoi s'étaient complu, jadis, un Jean de Capistran, un Philippe de Néri : il leur paraissait qu'entre eux et le monde le ridicule élargirait le fossé, — ce fossé qu'ils voulaient très large. Foucauld s'apparentait à cette famille d'âmes. Gîté dans une cabane de planches, proche d'un terrain appartenant aux Clarisses de Nazareth, il aima se sentir, quelque temps durant, l'humble domestique de cette humble congrégation.

Mais ne serait-il pas plus profondément humilié, et plus en avant dans les voies de l' « abjection », s'il désertait l'atmosphère, trop chaude encore pour un mortifié, d'un couvent de Clarisses, et s'il s'en allait vivre sur le Mont des Béatitudes,

« dans le dénuement, l'isolement, au milieu d'Arabes très malveillants ». S'étant déjà, à Rome, un peu frotté de théologie, il pourrait rapidement devenir prêtre, et puis exercer le sacerdoce du Christ sur la colline même où le Christ s'était fait, pour toutes les générations humaines, l'instituteur du vrai bonheur. Il prêcherait les Béatitudes en les réalisant, en les vivant, là même où elles avaient été annoncées au monde. Il rêvait d'acheter ces parages où depuis longtemps Dieu semblait abdiquer, et de l'y restaurer, et de répercuter, sur place, les échos du Sermon sur la Montagne, par la muette éloquence d'une vie sacrifiée. Mais soudain ces beaux songes croulèrent, parce que, soumis au patriarche de Jérusalem, ils demeurèrent incompris.

L'Orient, décidément, ne devait être pour Charles de Foucauld qu'une école, mais non point un terrain d'action. Dans la lignée des grands apôtres, âmes fiévreuses et néanmoins sereines, Foucauld n'était pas le premier auquel la Palestine se refusât. Un autre, au seizième siècle, un qui déjà disait : « Je préfère être regardé comme nul et insensé pour le Christ, qui avant moi a passé pour tel », avait tout d'abord, faisant avec ses premiers compagnons ses premiers vœux, projeté de porter à Jérusalem le tribut de leur zèle et, s'il le fallait, de leur sang ; il s'appelait Ignace de Loyola. Et cette fois, déjà, il avait fallu renoncer.

On vit Foucauld, en l'été de 1900, rentrer dans cette Trappe cévenole où s'étaient essayées, dix ans plus tôt, ses premières mortifications ; il achevait de s'y préparer au sous-diaconat, au diaconat, à la prêtrise. Le 8 juin 1901 cheminaient, sur la route de Viviers, l'abbé du Mont des Neiges et Charles de Foucauld ; quelques heures encore, et dans la cathédrale du Vivarais, Foucauld serait ordonné prêtre. Longue était la distance : l'abbé l'avait chargé, d'avance, de préparer pour eux deux quelques provisions. Et lorsque sur le chemin poudreux ils s'assirent pour prendre haleine, Foucauld, ouvrant une enveloppe, partageait avec son révérendissime compagnon six figues, quatre noix et une bouteille d'eau ; tel fut, à la vigile de son ordination sacerdotale, le menu que s'imposa, et qu'imposa par surcroît à son père abbé, celui qui allait s'appeler frère Charles de Jésus.

III

Il y avait désormais un point fixe dans l'inquiète destinée de frère Charles : c'était la stabilité du sacerdoce éternel. Autour de ce point, tous les apports de son passé, toutes les impulsions de sa nature, allaient s'harmoniser, s'unifier, Son dolman d'officier et sa défroque de juif errant, son froc classique de trappiste et son fantaisiste accoutrement de pieux gyrovague, avaient tour à tour frôlé les expériences les plus diverses ; et toutes ces expériences, c'étaient, en définitive, des richesses, qu'au pied du maître-autel de Viviers il avait consacrées à Dieu, pour toujours. Tout en lui, ses repentirs comme ses résolutions, aspirait à mettre tout son passé au service de tout son avenir. Mais pour que cet avenir profitât pleinement de ce passé, c'est en Afrique qu'il fallait qu'il se déroulât, dans cette Afrique où le frère Charles de Jésus pourrait sans cesse fouiller la mémoire du lieutenant Charles de Foucauld, la mémoire du rabbin Joseph Aleman.

Avec les neuves ferveurs de son âme de prêtre, l'auteur de *Reconnaissance au Maroc* entremêlait à ses méditations un nouveau travail de reconnaissance, qui, quatorze ans plus tôt, l'avait laissé indifférent. Il ne s'agissait plus, maintenant, des accidents du sol, il s'agissait des âmes. Frère Charles songeait qu'il y avait au Maroc, dans un territoire grand comme la France, dix millions d'habitants, sans un prêtre du Christ à l'intérieur ; et puis il entrevoyait, plus loin, l'immensité du Sahara, sept ou huit fois grand comme la France, et péniblement parcouru par une douzaine de missionnaires, aux yeux de qui les oasis elles-mêmes prenaient figure de déserts spirituels. Toutes ces populations abandonnées, c'étaient là, pour frère Charles, les boiteux, les aveugles, les pauvres, que voulut Jésus comme convives de son banquet ; il s'en irait, là-bas, mettre à leur portée le banquet, que son sacerdoce, désormais, lui permettait d'offrir ; il sentait « avoir tout ce qu'il fallait pour leur faire un bien immense », — « tout, se reprenait-il humblement, excepté moi-même ».

Sept siècles avant, saint Bérard et quelques jeunes franciscains, sur un geste du Pauvre d'Assise, avaient franchi Gibraltar pour montrer à l'âme marocaine que le Dieu en

qui ils croyaient était un Dieu pour lequel ils savaient mourir ; mais leur sang répandu n'avait eu d'autre effet que de susciter, dans le Portugal voisin, l'apostolique vocation d'Antoine de Padoue, tribun de Dieu et de ses pauvres.

Six siècles avant, Raimond Lulle, le tertiaire franciscain des Baléares, s'était flatté que les irrésistibles prestiges de son *Grand Art* éclaireraient de la vraie foi les rivages barbaresques ; mais ni son *Grand Art* ni son martyre n'avaient pu ramener, sur le littoral de Carthage, l'hégémonie chrétienne de Rome.

Fils de saint François, missionnaires de M. Vincent, avaient, au dix-septième siècle, reparlé du Christ aux Marocains, aux Algériens ; et de nouveau, du sang d'apôtre avait coulé, sans qu'apparemment il fructifiât. Et lorsque au dix-neuvième siècle la France prit racine en Afrique, elle craignit que son œuvre de pénétration politique ne fût compromise, du jour où l'Islam se sentirait menacé par un apostolat religieux ; et la fougue missionnaire d'un jeune archevêque d'Alger qui s'appelait Lavigerie fut tout de suite aux prises avec un gouverneur qui s'appelait Mac-Mahon.

Mais aux regards d'un apôtre, ni précédents historiques ni doctrines administratives ne peuvent ni ne doivent prévaloir contre l'ordre de départ qu'entendirent et qu'enregistrèrent les premiers messagers de l'Évangile, et qui nettement stipulait : « Allez, enseignez toutes les nations ! » L'ordre d'enseigner n'excluait pas les peuples d'Islam : Frère Charles voulait l'accomplir. Au demeurant, de petites chrétientés kabyles, écloses en Algérie autour des postes de Pères Blancs, attestaient que dans l'immense bloc islamique de légères fissures s'étaient déjà produites. Rome devait-elle déserter ce terrain, manquer de confiance dans la consigne divine, et cela au moment où dans l'Orient slave un groupement d'orthodoxes s'organisait pour l'apostolat des musulmans dans la région de Kazan?

Frère Charles connaissait, n'en doutons pas, le texte magnifique gravé par le cardinal Lavigerie sur les murs de la nouvelle basilique de Carthage, le texte dans lequel Léon IX, un pape du onzième siècle, proclamait l'évêque de Carthage « le premier archevêque après le pontife romain, et le métropolitain majeur de toute l'Afrique, soit que Carthage en ruines reste déserte, soit qu'un jour elle ressuscite glorieuse ». Par le double ascendant de l'espérance et du souvenir,

Rome chrétienne avait toujours continué de régner sur Carthage, et, par Carthage, sur l'Afrique. Ambitions séculaires de la vieille Rome, ambitions éternelles de l'Évangile du Christ, avaient soutenu l'élan de ses rêves. Rêves patients, prêts à l'expectative, résignés même aux longs échecs, et consentant, s'il le fallait, à paraître, des siècles durant, s'engourdir dans le sommeil, alors qu'ils veillaient dans la silencieuse prière. Lavigerie tout le premier, quelque entraînante que fût son humeur, ne fut jamais pressé. « Je suis évêque, confiait-il à ses missionnaires ; j'ai une crosse et une mitre ; eh bien ! j'aurai beau mettre ma mitre au bout de ma crosse, et élever le bras aussi haut que possible, je disparaîtrai avec vous dans les fondations de la nouvelle Église d'Afrique. »

Disparaître dans les fondations, frère Charles ne demandait rien de plus.

IV

Se mettant à la disposition de la préfecture apostolique des Pères Blancs, il s'en fut s'installer à Beni-Abbès, dans les extrêmes profondeurs du Sud algérien. Le Maroc, son cher Maroc, était tout près ; le désert, tout près aussi. A quatre cents kilomètres à la ronde, pas de prêtre ; donc, pas de Christ immolé. Frère Charles, achetant dans cette oasis neuf hectares incultes, installa, l'une proche de l'autre, ces deux humilités, celle de l'Hostie et la sienne ; et ce Dieu paraissait être bien peu de chose, et cet homme esseulé, bien peu de chose aussi. Mais ces deux néants apparents, s'entr'aidant, voulaient apporter avec eux une civilisation ; et c'est en montrant le Christ, activement, comme un ouvrier de bien, que frère Charles allait tenter de le révéler. Dans une vie de saint Pierre Claver, l'apôtre de Carthagène des Indes, un passage l'avait frappé :

« Dès que le père Claver apprenait l'arrivée de quelque flotte chargée de Maures, il allait aussitôt les chercher, soit sur les vaisseaux, soit dans les rues, soit dans les maisons de la ville ; il tâchait de lier peu à peu amitié avec eux, s'intéressait à leurs affaires, leur demandait s'ils avaient besoin de quelque chose. En même temps, il leur faisait entendre qu'ils pouvaient disposer de lui, et qu'il était prêt à les secourir, en tout ce qui dépendrait de ses soins. Enfin il fai-

sait si bien, par sa persévérance et ses services, qu'il les gagnait insensiblement à Jésus-Christ. »

Les conseils mêmes que donnait à frère Charles Mgr Guérin, vicaire apostolique du Sahara, concordaient, à trois siècles de distance, avec les méthodes de Pierre Claver. Ce qui s'élaborait entre les deux prêtres, ce n'était pas un plan de conversions hâtives, indiscrètes, — ils eussent craint, pour reprendre un mot de saint Vincent de Paul, d'enjamber ainsi sur la Providence, — c'était un programme de contact avec l'Islam, et d' « apprivoisement » des âmes. « Le gouvernement, écrira plus tard frère Charles à M. René Bazin, interdit au clergé séculier de faire de la propagande anti-musulmane ; mais il s'agit de propagande ouverte et plus ou moins bruyante ; les relations amicales avec beaucoup d'indigènes, tendant à amener lentement, doucement, silencieusment, les musulmans à se rapprocher des chrétiens devenus leurs amis, ne peuvent être interdites à personne. Tout curé de nos colonies pourrait s'efforcer de former beaucoup de ses paroissiens et paroissiennes à être des Priscille et des Aquila. »

Cet effacé volontaire qu'était frère Charles se sentait chargé, là-bas à Beni-Abbès, d'une pesante responsabilité ; son isolement même le mettait en relief, le désignait aux regards ; son abjection même l'illuminait, et la question qui se posait était celle-ci : en lui, par lui, Dieu rayonnerait-il à son tour? D'aucuns lui eussent conseillé de se montrer bon cavalier, ou bon tireur, ou fastueusement généreux, pour obtenir l'estime des musulmans. Estime trop humaine ! Il en faisait fi ; elle ne pouvait devenir une étape pour le règne du Christ. Frère Charles préférait, sous leurs yeux, imiter le Christ, vivre pauvre, laborieux, et puis, comme le Christ, être accueillant, et, comme lui, bienfaisant.

A côté de la petite chapelle, se resserrait une misérable sacristie : dans ce réduit, trop exigu même pour qu'il pût étendre ses jambes, dormait frère Charles. Un dimanche de janvier 1905, il aura la visite du général Lyautey. « Une masure ! racontait celui-ci à M. René Bazin. La chapelle, un couloir à colonnes, couvert en roseaux ! Pour autel, une planche ! Pour décoration, un panneau de calicot avec une image du Christ, des flambeaux en fer-blanc ! Nous avions les pieds dans le sable. Eh bien ! je n'ai jamais vu dire la messe comme la disait le père de Foucauld. Je me croyais dans la Thébaïde. C'est l'une des plus grandes impressions de ma vie. »

Une cour s'ouvrait, au delà, entourée de petites cases en briques ; et dans cette cour, des bancs s'alignaient, promettant l'accueil, l'hospitalité ; il fallait que chez frère Charles l'Islam se sentît chez lui. Dans cette chambre on logerait les esclaves, rachetés ou fugitifs ; les premières chrétientés de l'Empire romain avaient été composées en grande partie d'esclaves ; pourquoi n'en serait-il pas de même des chrétientés sahariennes? Cette autre chambrette pourrait servir d'école pour les enfants, pour les petits Berbères, peut-être, dont les pères sont moins fanatiques que les Arabes. Et il y aurait une case pour hospitaliser les voyageurs pauvres, une ou plusieurs cases pour les malades. On verrait bien survenir, un jour, quelque autre prêtre, plusieurs même peut-être, pour travailler à la pêche des âmes ; et puis des sœurs, pour apporter à la misère humaine, sous la forme de soulagements, la paix de Dieu... A moins que Dieu ne voulût que frère Charles demeurât toujours seul ; et cela ne l'étonnerait pas, en définitive ; il avait tant péché, jadis ; que méritait-il de plus, que d'être oublié?

Et seul — de fait, il fut presque toujours seul — frère Charles travaillait. « Je veux, disait-il, habituer tous les habitants, chrétiens, musulmans, juifs et idolâtres, à me regarder comme leur frère, le frère universel. Ils commencent à appeler la maison la Fraternité (la *Khaoua* en arabe), et cela m'est doux. » Frère Charles se dépensait, faisait le bien, pendant que l'autre nouveau venu, Jésus, restait caché. « Parlez d'abord de Dieu, de la religion naturelle », avait dit Mgr Guérin ; « et puis, selon les circonstances, donnez à chacun ce qu'on espère lui faire accepter de vérité. » L'apôtre, dont les jours sont comptés, est naturellement plus pressé que Dieu, et mortifier sa hâte est peut-être pour lui la plus onéreuse des vertus, une vertu pesante comme une croix. Mais une croix, frère Charles pouvait-il refuser cela? Il fut donc patient, très patient.

Une lumière, déjà, baignait les petites cases, lorsque avec ses visiteurs frère Charles conversait : c'était la « lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde », celle de la religion naturelle. Mais que ce Verbe fût devenu leur voisin et, dans son tabernacle, l'hôte de frère Charles, ils n'étaient pas assez préparés à l'apprendre ; pour eux, le tabernacle restait sans voix. Et quand, pour leurs misères matérielles ou morales, ils emportaient avec eux quelque aide ou quelque

apaisement, ils pensaient en eux-mêmes que l'arbre planté par ce marabout portait vraiment de bons fruits. Mais l'idée ne leur venait pas d'en rechercher l'ombrage, et frère Charles sentait combien lointaines, encore, demeuraient ces approches. Il se redisait ce mot du père de Caussade, le mystique du dix-huitième siècle : « Le moment présent est toujours comme un ambassadeur, qui déclare l'ordre de Dieu. »

Il lisait un jour, dans une lettre du futur général Laperrine, l'éloge d'une dame touarègue, qui avait accueilli et soigné chez elle les blessés de la mission Flatters, et qui, après avoir protégé leurs vies menacées, les avait, une fois guéris, rapatriés à Tripoli. Il eût dit volontiers de cette femme :

Elle a trop de vertus pour n'être pas chrétienne.

Il rédigeait à son adresse, et soumettait à Mgr Guérin, le brouillon de lettre que voici :

Admirant et rendant grâces à Dieu de vous voir si bien pratiquer la charité envers les hommes, nous vous écrivons cette lettre, pour vous dire que, chez les chrétiens, où des centaines de milliers d'âmes, hommes et femmes, renonçant au mariage et aux biens terrestres, consacrent leur vie à prier, méditer la parole de Dieu et pratiquer la bienfaisance, tous les religieux et religieuses qui entendront parler de vous béniront et loueront Dieu de vos vertus, et le prieront de vous combler de grâces en ce monde et de gloire dans le ciel. Nous vous écrivons aussi pour vous demander instamment de prier pour nous, certain que Dieu, qui a mis dans votre cœur la volonté de l'aimer et de le servir, écoute les prières que vous lui adressez.

Je songe à la rudesse de ces propositions jansénistes qui déniaient aux infidèles toute vertu, qui refusaient à leurs élans d'âme toute efficacité ; comme il fut bon que les papes corrigeassent ces cruautés, et qu'ils induisissent l'Église à garder un beau sourire de connaissance, et d'appel, et d'accueil, pour tout ce qu'il y a, hors de l'Église, d'inconsciemment et d'implicitement chrétien ! Frère Charles reconnaissait, dans la dame touarègue, une chrétienne qui s'ignorait ; il l'intégrait, d'ores et déjà, dans l'âme de l'Église.

Mais puisqu'il y avait de telles âmes chez les Touaregs, pourquoi ne pas voisiner aussi, avec elles? C'était triste, sans doute, de s'absenter de Beni-Abbès ; mais il croyait de toutes ses forces, que les mots : *doux*, *pénible*, *joie*, *sacrifice*, devaient être supprimés de son dictionnaire ; et puis il

avait promis à Mgr Guérin que pour l'extension de l'Évangile il était « prêt à aller jusqu'au bout du monde et à vivre jusqu'au jugement dernier. » Il ne comptait plus pour rien ni l'espace, ni le temps ; il irait.

V

Laperrine, en 1904, par de pacifiques missions militaires, inaugurait l' « apprivoisement » politique des Touaregs du Hoggar : frère Charles, à la date du 13 janvier, s'en allait, dans le sillage même de la France, mettre à proximité des Touaregs le Dieu de la France. Ses *Observations sur les voyages des missionnaires dans le Sahara*, que bientôt il rédigea, sont un programme de mortification, de confiance et de discrétion. A pied ! à pied ! leur crie frère Charles ; il les conjure de ménager leurs chameaux, par esprit de pénitence, et pour « économiser la bourse de Jésus et celle des pauvres ». Il leur définit l'attitude à observer à l'endroit des chrétiens, et des soldats indigènes, et des Touaregs. Il conseille, il ordonne patience et réserve : « Rester dans la théologie naturelle et ne pas, sans motifs particuliers, exposer le dogme chrétien. L'heure actuelle, dans la majorité des cas, est celle du précepte : *Ne jetez pas vos perles aux pourceaux.* » Mais il y a dans l'Évangile des passages « qui touchent à la religion naturelle ou à la morale, tels que la parabole de l'enfant prodigue, celle du bon Samaritain, celle du jugement dernier comparé à un pasteur séparant les brebis d'avec les boucs » ; et frère Charles demande qu'on les lise aux Touaregs. Dès maintenant, il prépare pour eux une tradition de l'Évangile en langue tamahac.

Lorsqu'en janvier 1905, il rentre en son ermitage de Beni-Abbès, le projet s'enracine, en son âme, d'avoir désormais deux domiciles : celui qu'il vient de réintégrer, et puis, tout là-bas, chez les Touaregs du Hoggar, quelque coin de terre à Tamanrasset. Son apostolat désormais aura deux pôles : de l'un à l'autre, ses migrations oscillent ; et sur tous deux ensemble sa prière planera, car l'homme qui prie, et qui par sa prière même disperse sur de multiples objets le regard divin, semble participer au don d'ubiquité de Dieu.

Tamanrasset était un village de vingt feux, en pleine montagne. « Il ne semble pas, notait frère Charles, que jamais

il doive y avoir ici garnison, télégraphe, Européens ; de longtemps, il n'y aura pas de mission ; je choisis ce lieu délaissé.» A la fin de l'été 1905, il s'installait sous un toit de roseaux, et puis, dans un corridor faisant chapelle, sa messe installait Dieu. Si Dieu lui envoyait, tôt ou tard, ces auxiliaires qu'il rêvait et que d'avance il appelait les petits frères du Sacré-Cœur, on élargirait la chapelle, on multiplierait les toits de roseaux.

En attendant, — il devait toujours attendre, les petits frères ne vinrent jamais, — il allait se montrer l'homme de tous les services, et, puisque seul, se multiplier. « Le Hoggar, écrira plus tard un de ses proches à M. René Bazin, c'est la période de sa vie où Charles a donné toute sa mesure. » L'apôtre, en lui, créait le colonisateur. Ses vœux appelaient un pépiniériste, un puisatier, un médecin, un ou deux marchands de cotonnades, de quincaillerie, de sucre et de sel, mais de bonnes gens, qui nous fassent bénir et non maudire », et puis des sœurs françaises, qui dans ces pays « où l'on travaille si peu et où l'on parle tant », où les femmes « meurent d'oisiveté », enseigneraient à tisser la laine, à ne plus laisser perdre le poil de la chèvre, celui du chameau. En 1913, même, dans une note intitulée : *Que faut-il à une Française pour faire du bien chez les Touaregs?* il prescrira, très en détail, les connaissances d'hygiène, et d'industrie ménagère, et de puériculture, et de médecine pratique, et d'agriculture, dont cette Française devrait être meublée, et puis tout l'attirail qu'elle devrait apporter avec elle, depuis les milliers d'aiguilles destinées à l'apprentissage de la couture, jusqu'aux flacons de teinture noir jais, qui assureraient à l'émigrée beaucoup d'amies fidèles parmi les dames touarègues ennuyées de grisonner.

Frère Charles rêvait de faire, chaque année, la tournée des colonies d'agriculture du Hoggar, et de s'attarder quelques jours, de temps à autre, sous les tentes touarègues, pour causer. Il apporterait les techniques du progrès, et puis des conseils de vie morale : ce seraient des jalons pour le Christ. Une foi timide peut se défier de la civilisation ; frère Charles, qui la faisait « consister dans ces deux choses, instruction et douceur », voyait en elle, au contraire, une aide pour l'apostolat chrétien.

Il aimait Moussa, le chef des Hoggar, pour son esprit de paix et de justice, pour les beaux gestes souverains dont ce

puissant protégeait les faibles. Il se traçait tout un programme pour ses relations avec Moussa. Il lui dirait de ne s'entourer que de braves gens, de se défendre des parasites, de ne pas demander de cadeaux et de n'en point accepter, de diminuer le chiffre de ses esclaves, de ne faire aucunes dettes, de n'être jamais ni menteur ni flatteur ; et puis il extrairait, du Sermon sur la Montagne, ce qui déjà était accessible à Moussa. Frère Charles allait parler à Moussa comme les grands évêques gallo-romains, quinze siècles plus tôt, parlaient aux rois barbares : il y a telle lettre de saint Remy à Clovis, qui rappelle, trait pour trait, les avis de frère Charles :

Aime Dieu par-dessus toute chose, de tout ton cœur, de toutes tes forces, et de tout ton esprit. Aime tous les hommes comme toi-même pour l'amour de Dieu. Fais à tous les hommes ce que tu voudrais qu'on te fît. Ne fais à personne ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît. Humilie-toi en toi-même ; Dieu seul est grand ; tous les hommes sont petits ; l'homme qui s'enorgueillit est insensé, car il ignore s'il ira au ciel ou en enfer. Dieu voit toutes tes pensées, tes paroles et tes actions ; souviens-toi, et fais-les toutes en pensant qu'il les voit. Fais chaque acte comme tu voudrais l'avoir fait à l'heure de la mort. L'heure de la mort est inconnue ; que ton âme soit continuellement comme tu veux qu'elle soit à l'heure de la mort. Chaque soir, réfléchis aux pensées, paroles, actions de la journée ; demande pardon à Dieu de ceux qui sont mauvais et de tous les péchés de ta vie, comme si tu allais mourir dans la nuit, et dis à Dieu du fond du cœur : Mon Dieu, je vous aime de tout mon cœur, par-dessus tout ; tout ce que vous voulez, je le veux ; tout ce que vous voulez que je fasse, je veux le faire.

Frère Charles n'imposait pas son Dieu, ne le proposait même pas encore ; mais déjà ce Dieu encore inconnu régnait sur la prière de Moussa.

Et des communions de prières s'ébauchaient. Un jour, Tihit, tante de Moussa, s'en fut voir frères Charles ; il était en train de prier dans sa cellule. Et la noble dame, immobile derrière lui, attendit qu'il eût fini, et puis lui dit : « Moi aussi je prie Dieu, à l'heure où tu fais ta prière. » Elle mourait un an plus tard. « Crains Dieu », lui suggérait frère Charles à son lit d'agonie ; et sa voix, s'élevant aux funérailles, disait : « Que Dieu augmente votre consolation au sujet de Tihit ! Qu'il lui donne le paradis, en sa tombe ! » Précisant son rêve d'une évangélisation progressive, il concevait d'aider la prière

saharienne par un chapelet très simplifié : après un acte de charité, on dirait sur les petits grains : « Mon Dieu, je vous aime », et sur les gros : « Mon Dieu, je vous aime de tout mon cœur. » Et ce chapelet, murmuré dans toutes les oasis par des hommes de toutes croyances, préparerait peut-être les mystérieuses avances de Dieu.

Jamais Européen n'avait pénétré l'âme des Touaregs, comme la pénétrait frère Charles. Il établissait le dictionnaire de leur langue, recueillait leurs poésies, les traduisait. Son outillage d'érudit servait sa charité intellectuelle; l'élan de la foi soutenait en lui la ténacité du chercheur. Des répertoires de mots, c'est bien ingrat à dresser ; mais ces colonnes de mots, ce seraient un jour des avenues vers les âmes... « Il connaît notre langue mieux que nous-mêmes », disaient déjà les Touaregs. « Il était l'âme du Hoggar, écrit un témoin protestant, le médecin-major Hérisson, qui en 1909 et 1910 séjourna longuement près de lui. Le colonel Laperrine ne faisait rien sans prendre son avis, et Moussa agissait de même. Le père de Foucauld, contrairement à ce qui se dit des hommes célèbres, grandissait démesurément quand on le voyait tous les jours et de près. » Quelque temps après son établissement dans le Hoggar, le capitaine Dinaux avait annoncé au gouverneur général de l'Algérie que ce prêtre ferait « plus pour l'extension de notre influence et le ralliement à nos idées, qu'une occupation permanente du pays »; le pronostic s'était réalisé. Frère Charles était devenu, vis-à-vis des Touaregs, la plus complète incarnation de la France, — de la France tout entière, puisque le Sacré-Cœur qui s'étalait sur sa poitrine le marquait à tous les regards comme le représentant d'une France chrétienne.

VI

Se retournant vers cette lointaine France, qu'il revit quelques semaines en 1913, il la conjurait de s'intéresser aux cinquante millions d'âmes qui peuplaient ses colonies. Pourquoi des âmes françaises ne se grouperaient-elles pas, en grand nombre, pour amener vers Dieu, par la puissante insistance de leurs prières, les frères musulmans? Et pourquoi, dans ce groupement, ne s'exerceraient-elles pas à certaines disciplines de détachement et d'action, susceptibles de favo-

riser, parmi elles et autour d'elles, le développement de l'esprit missionnaire? Frère Charles jetait les assises d'un tel groupement, lui donnait des statuts. Il n'était pas dans sa destinée, de laisser après lui, en terre saharienne, une petite compagnie sacerdotale qui déjà besognerait ; mais il faisait éclore, en France même, une association de ferveurs, qui mûrirait la besogne et tôt ou tard fournirait les ouvriers. Il redisait en 1912 au duc de Fitz-James que si la christianisation des colonies demeurait le devoir des chrétiens de France, c'était « une œuvre de longue haleine, demandant du dévouement, de la vertu et de la constance », et requérant tout d'abord la connaissance sérieuse des populations :

Il faudrait de bons prêtres, en assez grand nombre (non pour prêcher : on les recevrait comme on recevrait dans les villages bretons des Turcs venant prêcher Mahomet, et plus mal, la barbarie aidant), mais pour prendre le contact, se faire aimer ; il faudrait ensuite de bons chrétiens laïcs des deux sexes, pour remplir le même rôle, prendre un contact plus étroit encore, entrer là où le prêtre ne peut guère entrer, surtout chez les musulmans, donner l'exemple des vertus chrétiennes, montrer la vie chrétienne, la famille chrétienne, l'esprit chrétien ; il faudrait ensuite de bonnes religieuses soignant les malades et élevant les enfants, très mêlées à la population, éparpillées par deux ou trois, là où il y a un prêtre et quelques chrétiens... Cela se faisant, les conversions, au bout d'un temps variable, vingt-cinq ans, cinquante ans, cent ans, viendront d'elles-mêmes, comme mûrissent les fruits, à mesure que l'instruction se répandra... Mais si ces malheureux musulmans ne connaissent aucun prêtre, ne voient, comme soi-disant chrétiens, que des exploiteurs injustes, tyranniques, donnant l'exemple du vice, comment se convertiront-ils? Comment ne prendront-ils pas en haine notre sainte religion? Comment ne seront-ils pas de plus en plus nos ennemis?

Là où le frère Charles avait agi, là ne pouvaient surgir, en 1914, des ennemis de la France. Dans leur effort pour soulever l'Islam contre nous, les Senoussistes ne purent rien sur la fidélité de Moussa. « Tu suis ta voie, je suis la mienne », répondait ce Touareg à un autre chef qui lui conseillait de faire assassiner le général Laperrine ; « nous verrons dans quelques années laquelle des deux sera la meilleure. » Moussa avait trop de confiance en frère Charles pour ne pas avoir un peu confiance dans l'avenir français. Songeant aux autres musulmans qui sur le continent se battaient pour la France,

frère Charles attendait beaucoup de cette fraternité d'armes ; il comptait que la civilisation française, qu'ils auraient contribué à sauver, saurait un jour se rapprocher d'eux, en terre d'Islam, avec toute sa charité et tout son *Credo*. Il sentait que certains de ses amis du Hoggar couraient des périls, pour avoir trop aimé la France : il faisait mettre en sûreté certains d'entre eux, et puis il restait là... Le moine, en cas d'attaque, saurait se retrouver soldat.

Il ne fut pas permis à frère Charles de redevenir soldat. Il crut un jour, par suite d'un piège, que le courrier porteur des nouvelles approchait de son ermitage de Tamanrasset ; il sortit au-devant de lui, se trouva cerné par une bande de Senoussistes, fut sommé d'abjurer, et puis tué : c'était le 1er décembre 1916. Quelques jours après, on retrouvait une lettre qu'à la veille de cette mort — on pourrait dire, peut-être, de ce martyre, — il avait préparée pour la prieure des Clarisses de Nazareth, réfugiées à Malte : « La France, y disait-il, malgré les apparences, reste la France de Charlemagne, de saint Louis et de Jeanne d'Arc ; la vieille âme de la nation reste vivante dans notre génération ; les saints de France prient toujours pour elle ; les dons de Dieu sont sans repentance, et le peuple de saint Remy et de Clovis reste le peuple du Christ. »

Moussa, au mois d'avril 1920, écrira à M. René Bazin : « Les gens d'entre les Touaregs-Hoggar aimaient très profondément le marabout Charles durant sa vie, et maintenant encore ils aiment sa tombe comme s'il était vivant. Ainsi les femmes, les enfants, les pauvres, quiconque passe près de sa tombe, la saluent, disant : Que Dieu élève le rang du marabout en Paradis, car il nous a fait du bien durant sa vie ! » Huit mois plus tard, la mort viendra cueillir Moussa, et ses derniers mots seront : « Suivez le bon chemin des Français ! » Sur ce bon chemin, comme un mystérieux jalon, frère Charles avait pu planter son tabernacle, sans que Moussa, pour cela, se sentît éloigné : la preuve était faite que pour être accueillie, la civilisation française n'a pas besoin de s'amputer d'une partie de son idéal ; dans la personne de Charles de Foucauld, un des plus admirables types de notre esprit missionnaire s'était fait accepter, écouter, aimer, par les âmes encloses de l'Islam, comme l'annonciateur de la « douce France ».

GEORGES GOYAU.

Le dernier Dominion

Le mystère dans lequel se poursuivent à Londres, entre plénipotentiaires anglais et délégués irlandais, les pourparlers d'où doit sortir le nouveau statut de l'Irlande, la réserve observée par les deux groupes dans leurs rapports avec le public et la presse, suffiraient à montrer la solennité de l'heure, si elle n'avait été symbolisée déjà par ces hommes et ces femmes à genoux et en prière devant la porte du palais où s'affrontent les deux grands intérêts en conflit.

Des deux côtés, d'après le peu qu'on sait du programme sur lequel s'échelonneront les débats, le désir est visible de résoudre d'abord les difficultés d'ordre secondaire : observation de la trêve, élargissement des « sinn-feiners » prisonniers, co-existence en Irlande de deux régimes encore en antagonisme, etc. Le terrain ainsi déblayé laissera tout le champ libre aux deux questions capitales, la souveraineté britannique et la condition définitive de l'Ulster.

C'est au moment où l'on arrivera à ce point culminant de la controverse que l'esprit de conciliation attribué aussi bien à M. Lloyd George qu'aux dirigeants irlandais, devra tendre tout son effort pour doubler ce cap dangereux. La résolution prise et annoncée par le premier ministre de prendre part aux discussions décisives de la conférence de Washington donne à supposer qu'aucune rupture catégo-

rique n'est à envisager, à moins d'imprévu, dans les pourparlers de Londres, au moins avant plusieurs semaines, l'intérêt du gouvernement anglais étant de ménager, durant toute cette période, non seulement le sentiment de millions d'Américains d'origine irlandaise, mais les sympathies pro-irlandaises très répandues aux États-Unis. L'imprévu, toutefois, pourrait prendre la forme d'un cercle de Popilius tracé brusquement autour de M. Lloyd George par les mandataires irlandais, avec requête de se prononcer dans un sens ou dans l'autre, avant son départ.

Quoi qu'il en soit et malgré le fond d'intransigeance qui doit évidemment subsister sur certains points, dans la pensée intime des négociateurs, il semble permis d'espérer, la lassitude des deux pays aidant, qu'on arrivera à une issue, tout au moins à un *modus vivendi* qui, sans constituer pour l'Angleterre une abdication, avec l'abandon de sauvegardes auxquelles elle ne peut renoncer, concéderait à l'Irlande un régime plus libéral que le statut politique, avec six réserves ou limitations, proposé, il y a trois mois, à M. de Valera, dans le mémorandum anglais.

*
* *

Admettons donc que le statut de Dominion, de super-Dominion, ou de simili-Dominion sorte, pour l'Irlande, des négociations ouvertes à Londres. N'assisterons-nous qu'au simple enregistrement d'un Dominion de plus dans la communauté connue sous le nom d'Empire britannique? Sera-ce un nouveau fleuron, d'une autre forme, plus solide et plus sûre, pour la Couronne du roi Georges? Notons qu'il ne s'agit plus aujourd'hui d'un de ces vastes territoires d'occupation relativement récente, médiocrement peuplés, situés par delà les mers, parfois aux antipodes, et dont les contours, le relief, les caractères respectifs, ethniques, politiques, économiques et autres, s'estompent et s'uniformisent dans la brume des océans. Il s'agit d'une île qui représente le tiers, presque la moitié, de la grande île voisine, sa conquérante au douzième siècle, et qui n'en est séparée que par une chaîne de canaux parfois resserrés comme des « fiords » et dont la plus grande largeur ne dépasse guère une quarantaine de lieues ; il s'agit d'une annexe qui, pour tout homme, depuis qu'à l'âge d'écolier il a jeté les yeux sur une

carte d'Angleterre, est un élément aussi inséparable de l'archipel anglais que les Hébrides ou les Shetland, et qui, en formant partie intégrale du Royaume-Uni, depuis mille ans, a contribué, aussi bien par son étendue et par son poids spécifique que par les récits et par l'image, à lui donner son importance, sa physionomie et, en un mot, sa carrure dans la configuration du continent européen.

Qu'importait jadis pour la métropole britannique qu'un pays perdu au milieu des mers, comme la Nouvelle-Zélande, ou pris entre l'Océan et le monde noir comme l'Afrique du Sud, fût élevé au rang de Dominion, c'est-à-dire reçût des franchises lui attribuant un gouvernement, une législature, une Cour suprême, des services publics à part? Jusqu'à ces derniers temps, exactement jusqu'à la dernière Conférence impériale de Londres où l'autonomie respective des gouvernements s'est affirmée par de radicales divergences de vues, la différence était peu sensible pour l'Angleterre. Avec ses gouverneurs généraux, le prince de Connaught pour l'Afrique du Sud, le duc de Devonshire pour le Canada, l'amiral Jellicoe pour la Nouvelle-Zélande, etc., appuyés sur l'autorité militaire et navale du pouvoir central, elle gardait, vis-à-vis de ses anciennes colonies, outre son emprise économique, l'essentiel de sa tutelle et de ses privilèges. La promotion était imperceptible pour le reste du monde, peu familiarisé avec le ménage administratif des possessions anglaises, et dont les conceptions simplistes aiment à se régler sur les indications plus ou moins sommaires de la cartographie.

De là, le bon renom, la faveur attachés à la sagesse de l'opportunisme pratiqué par Downing-Street, les éloges prodigués à la souplesse du système britannique qui ne perdait rien de sa puissance, affirmait-on, au jeu plus libre de ses principaux organismes, et conservait ainsi toute sa force, avec un surcroît d'élasticité, jusque dans la dernière de ses articulations.

Pour le nouveau statut de l'Irlande, si c'est la forme de Dominion qui prévaut, avec les variantes de nature à donner provisoirement satisfaction au Sinn-Fein, le retentissement mondial, ainsi que l'atteinte portée en réalité à la structure de l'Empire seront tout autres.

Elles seront tout autres pour le groupe métropolitain, d'abord, qui verra brusquement s'éloigner de son giron,

dans un tumulte de rupture, un membre important de l'ancienne famille, pressé d'affirmer dès la première heure tous les signes de sa libération. Elles seront tout autres aussi pour les deux mondes qui, depuis des années, ont les yeux fixés sur le conflit anglo-irlandais, qui en suivent avec angoisse ou sympathie les péripéties diverses, et qui ne pourront manquer de voir, dans l'émancipation heurtée et disputée de l'Irlande, tous les risques de la plus redoutable amputation que pût subir le géant britannique.

Certes, lorsqu'en 1905, la Suède et la Norvège procédèrent à une séparation amiable, le sacrifice fut pénible pour le royaume de Charles XII et de Bernadotte qui voyait passer plus d'un tiers de son territoire et de sa population, tout ce que lui avait donné le traité de Vienne, sous le sceptre d'un nouveau roi. Le rôle effacé joué depuis longtemps dans l'histoire par la grande péninsule scandinave, son détachement des affaires d'Europe depuis 1815, le peu d'écho éveillé dans le monde par les revendications norvégiennes, le fait surtout que, pour elle, la question d'équilibre vis-à-vis de possessions lointaines ne se posait pas, firent que le dédoublement pacifique du royaume eut plutôt l'air d'un arrangement familial. Ce partage d'un patrimoine, en somme modeste, n'eut aucun contre-coup sur l'échiquier général de l'ancien continent. Il fut plutôt enregistré comme un intéressant phénomène d'ethnologie et comme une sorte de floraison à part d'un rameau, après tout assez semblable à l'ancien, et gardant encore plus d'une racine commune avec lui.

En vertu d'une loi de statique internationale plus facile à comprendre qu'à définir, il ne saurait en être de même pour l'Angleterre, ni vis-à-vis de l'Europe, ni vis-à-vis de ses possessions exotiques, une fois son divorce avec l'Irlande juridiquement prononcé. Quand le statut de Dominion, avec les franchises qu'il comporte, était donné à l'Afrique du Sud, au Canada, etc., il était bien clair que l'allégeance vis-à-vis de la métropole demeurait intacte dans le cœur de tous les citoyens anglais du nouvel État. Ils restaient dans la plus large mesure les loyaux sujets de la Couronne. En serait-il de même avec les citoyens du Dominion irlandais? Il n'est pas téméraire d'avancer qu'après un passé plusieurs fois séculaire de contrainte, de résistance, de terrorisme et de représailles, tout ce qui ne sera pas la libération

intégrale pourra difficilement satisfaire la majorité du peuple irlandais et lui paraître un prix acceptable pour tant d'épreuves. Il est à prévoir, au contraire, que toute étape intermédiaire franchie dans le sens de cette libération fera de l'indépendance totale un but plus rapproché et d'une attirance plus impérieuse que jamais. Il est à craindre, tout autant, que l'Angleterre, utilisant les liens politiques ou les garanties, si légères qu'elles soient, qu'elle aura conservés, ne cherche à ressaisir ce qu'elle pourra du contrôle et des prérogatives qui lui auront été arrachés. C'est ce que prévoyait M. de Valera dans sa réponse aux premières propositions de Lloyd George visant les conditions du « self-government » irlandais. C'est ce conflit avec ses degrés et ses nuances, ses phases de recrudescence et d'apaisements relatifs, qui semble devoir alimenter l'irrédentisme auquel une bonne partie des sinn-feiners voueront, sans doute, le reste de leur activité. Aussi, du moment où, par la force des choses, l'Angleterre est obligée de renoncer aux voies ruineuses de la coercition, il n'est pas d'observateur raisonnable qui ne voie, dans le prochain statut de l'Irlande quel qu'il puisse être, le préliminaire ou l'équivalent d'une sécession à peu près absolue et qui ne considère comme à moitié réalisé déjà un affaiblissement aussi certain du ressort central par lequel est actionné le *tout* britannique. Si l'île de Cuba n'avait été séparée des côtes d'Espagne que par vingt ou trente lieues de mer, il est probable que son émancipation, en 1898, aurait apporté dans tous les organismes de la péninsule un ébranlement beaucoup plus profond. C'est un ébranlement analogue que l'indépendance, même partielle, de l'Irlande va, selon toute apparence, faire ressentir à tout l'organisme anglais. Ce n'est pas impunément que l'équilibre se trouvera rompu entre les deux maîtres piliers de l'édifice impérial, et que le Royaume *désuni* devra montrer aux yeux de l'univers son contour défiguré, en alignant avec inquiétude les 37 millions d'Écossais, de Gallois et d'Anglais dont se compose la dernière réserve du roi Georges, le seul groupe, dans l'Empire, dont l'allégeance ne soit grevée d'aucune hypothèque, d'aucune réticence, d'aucune condition. Si, pour calculer la richesse dynamique d'un État, on pouvait disposer d'unités aussi commodes que les « calories » ou les « volts », il serait aisé de trouver la formule scientifique de la moins-value en prestige, en influence et

en crédit que les Chancelleries et l'opinion des deux hémisphères vont inscrire dès aujourd'hui au passif du Grand-Livre anglais

*
* *

Mais, dit-on, l'Irlande est-elle à même, par ses ressources territoriales et autres, de vivre sa vie dans la condition de pleine indépendance qui réaliserait seule ses aspirations nationales? Nous n'entendons pas prendre ici parti dans la querelle des deux îles. Mais les statistiques semblent proposer à la question ci-dessus des réponses assez plausibles pour soutenir la thèse qui suppose la viabilité d'une Irlande libre.

La superficie de l'Irlande est deux fois environ celle du Danemark et de la Suisse; près de trois fois celle de la Belgique et de la Hollande. Sa population actuelle, de 4 millions 400 000 âmes, est supérieure à celle de la Suisse, de la Finlande, du Danemark et de la Norvège. Rappelons, d'ailleurs, qu'en 1840 elle dépassait 8 millions.

Les impôts qu'elle acquitte ont été, pour 1919 (au change de 50 francs pour la livre sterling), de 2 100 millions de francs. Pour le même exercice, suivant le même calcul, les impôts de la Norvège n'ont été que de 1 736 millions de francs, ceux de la Hollande de 1 850 millions de francs, ceux de la Belgique de 1 596 millions. La Suisse, dont on connaît l'importance dans la famille des nations, n'a payé au fisc fédéral que 459 millions de francs. Tous ces pays ont leur armée; plusieurs entretiennent une marine, suivant les budgets votés par leurs élus. L'Irlande, sous un régime contre lequel elle ne cesse de protester, a payé, en 1920, 2 530 millions de francs au percepteur britannique.

Si l'on veut maintenant connaître ses facultés de production et d'absorption économiques, on saura que, pour 1919, le chiffre de son commerce avec la Grande-Bretagne atteignait 15 300 millions de francs, c'est-à-dire qu'il dépassait les chiffres *réunis* de la France (9 800 millions), de l'Italie (2 122 millions), du Japon (1 833 millions) et de la Suisse (1 423 millions), pour leur commerce avec les marchés de l'Empire. Par son commerce extérieur global (16 700 millions) en 1919, l'Irlande arrive en tête de la Chine, du Brésil, de la Suisse, de l'Espagne, du Danemark, de la Grèce et du Portugal. Comme on l'a vu, cet énorme volume d'affaires

a constitué à peu près en entier, pour l'Angleterre, une chasse gardée sur laquelle elle se réserve tous les droits du seigneur. Encore, ce considérable va-et-vient d'échanges, cette puissante mise en œuvre de matières sont-ils fournis par une population qui a diminué de moitié en soixante-dix ans, et dont l'effort se marquerait plus vigoureusement dans le trafic international, si rien n'avait tari pour elle les sources normales de la multiplication.

Pour tenir ces évaluations dans des limites raisonnables, il convient de supposer qu'au cas d'une séparation, les chiffres cités fléchiraient, au moins pour une certaine période, au-dessous de leur présent niveau. Mais la marge laissée à ce fléchissement semble assez considérable pour que, même avec une production et des débouchés provisoirement restreints, l'Irlande, avec son gouvernement, ses impôts, sa milice, sa langue propres, puisse prospérer sous le régime à part qu'elle réclame, pourvu cependant qu'elle arrive à s'entendre avec les six comtés de l'Ulster, dont il serait déplorable de faire une Irlande à rebours.

L'Angleterre, nous l'avons dit, sera loin de pouvoir s'accommoder aussi bien du divorce. En premier lieu, largement tributaire pour son ravitaillement du cultivateur irlandais, elle se trouvera réduite, pour la contribution agricole métropolitaine, à la surface presque insignifiante réservée, dans son île, aux travaux des champs. Mais, comme l'ont dit et répété cent fois les porte-parole irlandais, il n'est écrit nulle part que l'Irlande doive se sacrifier pour que l'Empire britannique ait la satisfaction de rester ce qu'il est, c'est-à-dire ce qu'il s'est fait lui-même, par spéculation et de propos délibéré.

Et, en effet, quand on s'est rendu compte de la formation artificielle de l'Angleterre moderne, du caractère paradoxal de sa structure, il faut bien admettre que, si cet immense édifice bâti sur les mers par énormes fragments que relient entre eux des arches invisibles. est bien arrivé, au cours du dix-neuvième siècle, à la perfection éblouissante d'un chef-d'œuvre, il offre depuis longtemps le spectacle inquiétant d'un tour de force dont la réussite ne se maintenait que grâce à un ensemble de consentements, de soumissions et de sacrifices, auquel succède aujourd'hui un ensemble presque égal de chicanes, de protestations et de révoltes.

Par Angleterre *moderne* nous entendons celle qui, dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, mettait la main sur presque toute la péninsule de l'Hindoustan, enlevait le Canada à la France, et se dédommageait de l'émancipation de ses principales colonies américaines en profitant des rapides découvertes du capitaine Cook pour s'adjuger cinq ou six archipels polynésiens et un continent tout entier, l'Australie, — en attendant l'addition ultérieure d'une bonne partie du continent africain.

Le long duel soutenu depuis Louis XIV par les flottes britanniques contre les flottes françaises s'achevait, en 1806, à nos dépens, par le désastre de Trafalgar. L'Angleterre prenait dès lors, sur toutes les mers et sur tous les marchés du globe, une avance et une maîtrise que, pendant près d'un siècle, nulle autre nation ne fut en mesure de lui contester. La France se remettait des terribles commotions de la Révolution et de l'Empire, agitée encore de ci de là par des secousses comme celles de 1830 et de 1848, engagée, d'autre part, dans les embarrassantes opérations des campagnes d'Algérie, de Crimée, d'Italie... L'Allemagne, encore divisée, travaillait à son unification et commençait seulement à parcourir les étapes du *Zollverein*, avant d'inaugurer l'ère de la grande industrialisation qui ne devait prendre tout son essor qu'après le triomphe de Bismarck sur Napoléon III. Les États-Unis, occupés à absorber l'incessant afflux des immigrants, à travers les difficultés de la guerre du Mexique (1845-1847) ou les bouleversements de la guerre de Sécession (1861-1866), employaient le reste de leurs efforts à s'ouvrir les vastes solitudes du Far West, et à pousser leurs grandes voies ferrées vers le Pacifique. Pour l'Angleterre, nulle part de concurrence sérieuse ni de résistance irréductible. Partout des clients, des ennemis résignés, ou des flatteurs. Les grandes inventions de l'époque, vapeur, électricité, appliquées par elle avec hardiesse, accéléraient tous ces progrès que rien ne paraissait devoir limiter. Le présent était garant de l'avenir. A lui seul, le règne interminable et glorieux de la reine Victoria donnait à tout Anglais qui se prenait un instant à réfléchir le sentiment de toute une éternité à couler doucement dans la confortable sécurité de ses îles aux ceintures d'argent, dans la pratique fructueuse du libre-échange, au milieu de toutes les bénédictions promises par l'Ecole de Manchester, et par

une Providence évidemment anglicane, au chœur privilégié du *Rule Britannia* et du *God save the Queen*...

C'est dans cet esprit de confiance épicurienne et de robuste optimisme que les Anglais commencèrent de bonne heure à décider que tout ce qui, chez eux, n'était pas une usine devait être une terre de chasse ou un parc. Le reste de l'univers était assez bon pour leur servir de grenier d'abondance et de potager. Les grands propriétaires éloignaient ou supprimaient la culture pour laisser avancer la forêt. Des villages étaient rasés pour faire place aux bruyères et les paysans, dont l'exode était payé par le landlord, se voyaient remplacés par des perdreaux. C'est ainsi que l'Angleterre vit sa classe rurale réduite à 15 pour 100, ou moins encore, de sa population insulaire, tandis que le surplus se livrait soit à la vie des châteaux, soit à celle des manufactures ou des ports. Elle eut des perdreaux, des chevreuils, des renards et des « grouses »; mais elle eut aussi d'abord les Trade-Unions, fourriers du socialisme, puis le Labour Party qui, à peu près maître aujourd'hui du gouvernement, la mène, et avec elle tout le système impérial, aux écueils sur lesquels elle risque de se briser.

On conçoit la résistance à peu près insurmontable opposée jusqu'ici par la Grande-Bretagne à la séparation de l'Irlande, pierre angulaire de sa construction politique. On conçoit aussi la résolution du *Sinn-Fein* de ne pas s'incliner davantage devant les nécessités inhérentes à la contexture artificielle d'un empire au sein duquel l'île sœur a toujours joué un rôle déshérité et de ne plus s'immoler à un étalage de luxe, à des besoins factices, grandis à la faveur de circonstances qui ne pouvaient être que temporaires, et qu'on voit se transformer ou s'évanouir de tous les côtés.

C'est là précisément que se trouve pour l'Angleterre le nœud même des difficultés concordantes qui donnent à la crise actuelle toute sa gravité. Il serait vain de croire que les peuples de l'immense empire n'ont pas les yeux fixés les uns sur les autres pour le règlement de leur allure, aussi bien ceux qui jugent l'heure venue de secouer la tutelle britannique, que ceux qui désirent simplement évoluer suivant le mouvement général, et tirer leur épingle du jeu. Les troubles qui surgissent de toutes parts dans l'Inde, les graves désordres du Malabar, les grèves immenses et leur forme nouvelle de non-coopération, semblent n'être que le

prélude d'un soulèvement infiniment plus étendu. On a vu récemment des monceaux de marchandises anglaises, des ballots de cotonnades par milliers brûlés à Bombay, devant une multitude enthousiaste, comme furent jetés à la mer en 1775, dans le port de Boston, les ballots de thé des marchands anglais, en signe de rupture avec le gouvernement du roi Georges III. L'extension prise par ces troubles ne revêtirait pas un caractère aussi menaçant, si le conflit anglo-irlandais avait permis à Downing Street de leur consacrer d'emblée tous ses efforts.

A leur tour, à deux pas du canal de Suez, les Égyptiens sont prêts à intervenir. On sait l'effervescence qui anime actuellement les esprits et qui procède de ce fait que le gouvernement anglais, résigné à accorder à l'Égypte une partie des franchises qu'elle réclame violemment depuis la fin de la guerre, ne veut discuter le pacte à intervenir qu'avec des mandataires recrutés par ses soins, dans les milieux dont il est sûr. La nation égyptienne, de son côté, ne veut admettre de pacte qui la lie que moyennant la signature de délégués élus par elle.

L'état de siège, les emprisonnements et les proscriptions ont été, jusqu'ici, les signes les plus apparents de ce conflit. Qu'adviendrait-il, en fait de péripéties nouvelles, qu'adviendrait-il, pour toute la région de Manchester et ses grandes filatures, si les producteurs cotonniers des bords du Nil, s'inspirant de la non-coopération des Hindous, boycottaient résolument les tissages anglais? Inutile de rappeler que le coton d'Égypte a des qualités de finesse refusées aux cotons américains et que de cette supériorité découle toute la richesse de l'industrie du Lancashire. Au surplus, le *Sinn Fein* égyptien ne s'en tiendrait pas là, le cas échéant, et saurait sans doute utiliser les ramifications nombreuses et puissantes qu'il a su projeter au sein d'une population de 13 millions d'âmes. Il faut que la pression de ces circonstances soit bien forte pour qu'on ait pu entendre, tout récemment, Adly Pacha, le chef de la délégation officielle du sultan Fouad Ier à Londres, faire des déclarations nettement nationalistes et annoncer qu'à moins d'une indépendance effective, l'Égypte ne répond plus de rien.

Kemal Pacha, enfin, ne se repose pas sur ses lauriers. Après avoir chassé d'Anatolie et rejeté vers la Méditerranée les Grecs et le roi Constantin, clients de l'Angleterre, il se

retourne vers la Mésopotamie sur laquelle deux mouvements sont amorcés, l'un par le nord, l'autre par le sud. Combien fragile paraît la couronne posée sur le front de Fayçal par les intrigues du colonel Lawrence ! Sunnite aventuré au milieu de tribus chiites, combien de temps sera-t-il soutenu par les cheiks mésopotamiens qui ont été largement payés pour l'élire, mais qui, devant l'irruption des bandes kurdes et de quelques divisions ottomanes, auront fort à faire pour concilier leur loyalisme avec leurs scrupules de vrais croyants?

Ainsi se poursuit, sur tout le front britannique, une série de pressions et d'offensives se répondant l'une à l'autre et visant à reproduire, en quelque sorte, sur une échelle encore plus vaste, le fameux martelage de 1918 sous lequel finit par s'effondrer le front allemand. Sans doute, l'Angleterre pourrait encore tenter un effort de résistance et de contrainte, lever une armée parmi les deux millions de chômeurs qui assiègent les portes fermées de ses manufactures sans commandes et incapables d'employer leurs bras. Quels soldats feraient aujourd'hui ces « sans travail » de la mine ou de l'atelier? C'est là une question technique que nous n'entreprendrons pas de trancher. Mais, ces légions, il faudrait les payer, les équiper, les ravitailler, les transporter, c'est-à-dire qu'il faudrait de l'argent, de l'argent et toujours de l'argent, pour une lutte que la galerie jugerait sans issue, et cela à un moment où le contribuable anglais est à bout de souffle et où la marine britannique doit renoncer, par économie, à être désormais la première sur l'Océan.

*
* *

Dans ces heures de perplexités et d'épreuves, quel secours effectif la métropole peut-elle bien attendre de ses quatre Dominions? Il faut savoir que le Canada, sur ses 8 à 9 millions d'habitants, en compte moins de la moitié d'origine britannique, 3 millions d'origine française et un million d'Irlandais, sans parler des Américains largement établis dans les provinces de l'Ouest. L'Australie, parmi sa population européenne de 5 400 000 âmes, présente un grand nombre d'étrangers, ainsi qu'une foule d'Irlandais fixés dans les grandes villes. Dans l'Union de l'Afrique du Sud (c'est-à-dire l'ancienne colonie du Cap, le Natal, le Trans-

vaal, la République d'Orange), 1300000 Européens, qui ne sont pas tous Anglais, loin de là, sont entourés d'une masse noire de plus de 4 millions d'indigènes. L'archipel de la Nouvelle-Zélande, territorialement plus considérable que l'Angleterre, n'a guère que 1 200 000 habitants, parmi lesquels 50 000 Maoris.

On ne peut s'empêcher d'être frappé, par parenthèse, de l'écart qui est à noter, d'une part, entre l'importance attribuée à ces Dominions par une opinion imaginative, peu curieuse d'exactitude, devant leurs dimensions géographiques presque fabuleuses, et, d'autre part, celle que leur confère, en réalité, le chiffre assez modeste de leur population. Renfermés dans un cadre dont les proportions se régleraient sur les moyennes de peuplement qu'on voit prévaloir au kilomètre carré, dans les pays de l'Europe occidentale, le Canada, avec ses 8 millions d'habitants, ne dépasserait pas de beaucoup la superficie de la Belgique ; l'Afrique du Sud, l'Australie, avec leurs 5 à 6 millions d'habitants, couvriraient une surface inférieure à celle du Portugal ; la Nouvelle-Zélande, avec ses 1 200 000 âmes, dépasserait à peine l'un de nos grands départements. Bien plus : en analysant les chiffres respectifs de certaines de ces populations, par exemple celle de l'Union de l'Afrique du Sud, on constate que le groupement européen ne représente pas 23 pour 100 du chiffre total, et qu'il tiendrait à l'aise dans les limites du grand-duché de Hesse. Encore, beaucoup de ces « blancs », comme les Boërs, tranchent-ils sur l'élément anglais proprement dit, dont le strict effectif ne déborderait pas très sensiblement les pourtours du canton de Berne ou de Zurich.

Devant ces données et les réflexions qu'elles suggèrent, on a quelque peine à s'expliquer, comme nous disions tout à l'heure, l'importance démesurée accordée à tel ou tel de ces Dominions sur le plan international, notamment dans la Société des Nations, où il semble que leur principale raison d'être soit simplement d'assurer à l'Angleterre l'appoint éventuel de leur voix.

Si, en dépit de la bigarrure de leurs occupants, ces vastes pays ont été constitués, cependant, en États autonomes, c'est qu'ils offraient, malgré tout, par rapport aux autres colonies ou protectorats, un ensemble plus substantiel de traits britanniques, ou du moins européens, et que leur

fidélité au trône ne faisait pas doute. Ce sentiment de cohésion, de solidarité impériale, a fait ses preuves en 1914, lorsque, à l'appel de la métropole, les Dominions ont expédié en hâte leurs intrépides contingents contre les armées allemandes. Peut-on affirmer qu'aujourd'hui, si pareil appel leur était adressé pour une action commune contre l'Irlande, contre les Indes ou l'Asie Mineure, il serait suivi d'un pareil élan? Est-il certain que l'Afrique du Sud, par exemple, enverrait sans hésiter l'élite de sa jeunesse dans la fournaise de l'Hindoustan, au risque de voir s'allumer sur son propre sol — où les Hindous fourmillent à côté des noirs — une guerre de race contre les blancs? Que le Canada catholique accourrait en Palestine pour la défense du royaume d'Hérode restauré par le Sionisme? Que l'Australie participerait de bon cœur à la répression de l'agitation libératrice en Irlande, quand un cinquième de sa population est composé d'Irlandais?

Tels sont, cependant, les principaux éléments constitutifs de l'Empire, ceux qui, en dehors du Royaume-Uni, lui donnent sa figure officielle, son aspect politique dans le monde. Il est essentiel, on le voit, pour apprécier à sa juste valeur leur contribution respective à la puissance de la communauté britannique, de connaître leur formation hétérogène, la proportion numérique qu'y présente la famille blanche en face des groupements de couleur, leurs intérêts divergents, leurs chartes qui tendent à refléter ces divergences.

C'est un de ces Dominions, un de ces États dans l'État, le premier, sans doute, comme importance générale, le dernier, peut-être, dans l'histoire, que l'Irlande, malgré toutes les traverses, est en voie de constituer, avec un droit de siège et de suffrage dans la Société des Nations (si nulle objection internationale ne s'élève), avec faculté de consultation populaire sur les questions de politique impériale, sur les traités, etc., avec une diplomatie particulière et une action extérieure franchement réglée désormais sur l'intérêt local. Comment l'ensemble de ces faits extraordinaires, tempérés, sans doute, par quelques garanties d'ordre militaire ou naval, mais amplifiés par l'optique spéciale qui donne leur proportion aux phénomènes de cet ordre suivant les latitudes et l'ambiance, comment cet événement capital échapperait-il aux commentaires inquiets de l'observateur? Si sincères que soient nos vœux pour nos amis anglais, il

serait puéril de nous faire illusion : l'Angleterre de la reine Victoria, l'Angleterre même d'Édouard VII, a vécu. Presque tout ce qui, extérieurement à la métropole, a été pour elle, au cours du siècle dernier, un élément actif de progrès, de magnificence et de grandeur, change aujourd'hui de sens et d'utilité et tend, par une série de stages accélérés, soit à se réduire peu à peu à la condition d'une amitié plus ou moins platonique, soit à prendre la forme d'une hostilité sournoise ou déclarée.

Sous ce dernier rapport, nous assistons à une recrudescence du mouvement de reprise de leur sol par les autochtones. Tandis que s'émoussait la force d'expansion des races colonisatrices, la force de résistance et de réaction des milieux indigènes s'affermissait, stimulée par l'élément métis dont les progrès en tous sens, nombre, influence, ambitions, audace, se prononcent tous les jours. Jusqu'ici, le refoulement du conquérant étranger avait trouvé dans le soulèvement des colonies espagnoles, en 1810, son épisode le plus heureux et le plus éclatant. Le dernier mot est loin d'être dit.

En termes prophétiques, l'amiral Jurien de la Gravière, dans la préface de son étude intitulée : *les Anglais et les Hollandais*, annonçait, il y a trente ans, l'évolution xénophobe dont les lignes principales se découvrent à nos yeux dans la plupart des pays protégés ou soumis. « Le monde n'a pas eu souvent ce spectacle de fondateurs de comptoirs devenant tout à coup des fondateurs d'empires. L'esprit d'association, joint à un très vif sentiment de la légalité, inaugura, au cours du seizième et du dix-septième siècle, un mode de conquête inconnu à l'antiquité. La période coloniale ouvre une nouvelle ère historique. Elle a eu, il n'y a pas longtemps, son apogée ; elle pressent peut-être aujourd'hui son déclin. Les doctrines du libre-échange, un certain penchant philosophique à prendre parti pour les races inférieures, ont soudainement arrêté ses progrès ; la phase rétrograde ne se fera pas beaucoup attendre. »

Comment ne pas admirer la clairvoyance du grand marin français? Mais la xénophobie n'est pas seulement exotique, et la colonisation, sous sa forme égoïste et despotique, semble avoir fait son temps en Europe comme ailleurs. L'époque prévue par l'illustre marin est ouverte, ère de difficultés croissantes et de recul pour les systèmes et les

programmes ayant pour objet la mise en valeur des pays vierges et l'exploitation des masses plus indolentes et moins avancées. Est-ce un bien positif pour ces dernières? Ne faut-il pas regretter, après tout, de voir se désagréger cette force mondiale de coordination civilisatrice qu'était l'Empire Britannique? De plus qualifiés résoudront ce problème. En tout état de cause, rien de surprenant si le pays qui, de génération en génération, s'était le plus intimement ajusté, dans ses fibres et dans ses moelles, à son rôle commode de suzerain fastueux et de tuteur bien renté, soit, après l'Espagne, le premier et le plus gravement atteint par les rapides métamorphoses auxquelles il est obligé de souscrire, sans qu'il se sente capable d'y adapter ses habitudes ni son tempérament. Rien de surprenant, non plus, si, en vertu d'une routine séculaire, qui devient peu à peu un anachronisme, il perpétue les procédés d'une politique en quelque sorte posthume, et qui ne se soutient guère, aux yeux du monde comme auprès des Chancelleries étrangères, qu'à la faveur de complaisances, pour ne pas dire plus, qui ne sont pas toujours gratuites, et qui jouent elles-mêmes très gros jeu.

Ces pratiques seraient trop encouragées par des avantages même temporaires, souvent plus apparents que réels, s'il ne se formait pas, dans l'âme nationale des pays qui en font les frais, des ressentiments qui cuisent et recuisent leur amertume, en attendant leur revanche, et dont on fera bien, à Londres, d'observer les progrès. Ce n'est pas en vain que, chez nous par exemple, les déclarations courroucées de Lloyd George, à propos d'un prétendu impérialisme français, ont choisi pour se faire entendre précisément la semaine où la France célébrait le double centenaire de Jeanne d'Arc et de Napoléon. Cet injuste *Quos ego*..., précédé d'autres froissements de même origine, sonnait mal au milieu des souvenirs ravivés de Sainte-Hélène et du bûcher de Rouen. Il n'y a pas que les Allemands pour commettre des erreurs de psychologie... Patience. D'elles-mêmes, les choses vont se mettre à leur plan.

Quand l'émancipation, limitée ou non, de l'Irlande aura donné à l'Angleterre le sentiment aigu de la perte d'un membre, peut-être le plus important, elle cherchera du côté du continent un appoint qui puisse l'aider à rétablir la balance de ses forces. Nous avons pleine confiance que c'est du côté de la France que cet appoint sera cherché, en har-

monie avec le mouvement dont lord Derby a sagement pris l'initiative et au succès duquel, pour notre part, nous ne cesserons pas de travailler. Il est utile, en ce sens, que les Anglais ne s'abusent pas sur la méconnaissance qu'ils nous supposent de leurs affaires, et qu'ils constatent, au contraire, que nous les suivons avec toute la vigilance et toute la compréhension qu'il faut. C'est ce qu'écrivait, il n'y a pas longtemps, dans le *Manchester Guardian*, l'éminent publiciste anglais, Gilbert Chesterton, à propos de la crise irlandaise : « ...Il ne s'agit pas de ce que nous pensons, mais de ce que les autres pensent. Il ne s'agit point de ce qu'ils ne voient pas, mais de ce qu'ils voient. »

On ne saurait mieux dire et les relations des deux côtés de la Manche auront nettement progressé vers une entente plus chaude, quand nos amis anglais auront renoncé une fois pour toutes à se croire à l'abri des regards indiscrets dans leur île, et qu'ils sauront *que nous savons*.

PAUL LE FAIVRE,
Ministre plénipotentiaire.

La Saison de Paris

Il y a à peine un an je me laissais entraîner ici à des conclusions mélancoliques touchant le sort de la société parisienne. Elle nous offrait un spectacle si lamentable qu'on pouvait se demander si la guerre ne lui avait point porté le coup de grâce et si Paris, devenu le carrefour de l'univers, retrouverait jamais, je ne dis même point ce privilège séculaire qui faisait de lui l'institution la plus aristocratique de la France, mais seulement ce charme assez subtil pour couvrir de couleurs séduisantes tout ce que le monde bigarré qui s'y meut renferme de médiocre et d'impur. Les lumières même de l'*Ile heureuse* semblaient éteintes. Un hiver, un printemps passent, et pour être juste il me faut revenir sur mon jugement pessimiste.

Entendons-nous ! La société française n'a point par un coup de baguette magique recouvré soudain un ordre, une hiérarchie, capables d'en faire quelque chose de fort, d'utile, de solide. Une démocratie, même sous le coup des plus terribles avertissements du destin, n'organise pas spontanément une élite, parce qu'on ne se discipline pas soi-même. « Des enfants mis ensemble, sans maître, ne s'élèvent pas, ils jouent et perdent leur temps », disait Renan. « Une société n'est forte, ajoutait ce philosophe, qu'à la condition de reconnaître le fait des supériorités naturelles, les-

quelles, au fond, se réduisent à une seule, celle de la naissance, puisque la supériorité intellectuelle et morale n'est elle-même que la supériorité d'un germe de vie éclos dans des conditions particulièrement favorisées. » Ces vérités n'ayant point encore pénétré l'opinion publique, ce qu'on appelle le monde continue à se composer de cette « populace de salon », dont parlait Barbey d'Aurevilly, avec son mépris d'aristocrate juché sur ses sentiments monarchiques, comme sur un balcon, d'où il crachait sur la foule. Au vrai, le monde de nos jours ressemble à un tas de sable sans cohésion ni rapport fixe entre les grains qui le composent. On ne construit pas un édifice avec cela.

Le phénomène auquel nous assistons est d'un ordre moins élevé. Il se passe à l'extérieur de la société : c'est le polissage, si l'on peut dire, de ses surfaces, par l'atmosphère parisienne.

Il semble que, de tout temps, une des propriétés de cette terre, de ce ciel privilégiés ait été de produire de l'élégance, de raffiner les usages et les manières, de donner aux imaginations, aux sentiments une grâce unique et singulière. Ainsi le territoire d'Athènes se montrait jadis plus propre à l'épanouissement des arts que celui de Thèbes ou de Lacédémone.

Les mœurs sont un produit du sol et du climat. Les façons, le langage comme les passions, comme les préférences humaines, subissent également leur influence conjuguée. A eux deux ils créent les peuples et leur civilisation comme ils créent les arbres et les forêts. Il y a des sols où la civilisation pousse toute seule, il y en a d'autres où elle restera toujours malingre et chétive. Là où elle a fleuri, elle pourra toujours refleurir, tant que les conditions climatériques n'auront pas varié. Les plus graves événements politiques peuvent agiter Paris, ses rues, ses boulevards continueront à produire des Parisiens tout pareils aux anciens. En quelques mois, Paris vous a dégourdi un rustaud et affiné un provincial.

Rien n'est plus intéressant pour l'historien des mœurs que cette mystérieuse alchimie, qui agit sur les êtres et sur les collectivités même et leur donne des figures nouvelles. Le plomb ne devient pas de l'or pur, mais il en prend les apparences. Il faut des générations et des institutions appropriées pour faire de l'âme d'un rustre une âme d'aristocrate,

mais en un rien de temps, dans le quartier des Champs-Élysées, un petit commis, une jolie fille, vous prennent les allures élégantes d'un dandy ou d'une grande coquette. C'est à cette transmutation que nous assistons aujourd'hui, et elle vaut la peine d'être observée.

*
* *

Au lendemain de l'armistice une foule ardente à jouir de tous les biens, de toutes les douceurs de la vie, qui lui étaient refusés depuis de longs mois, se rua vers le plaisir. Naturellement, elle se saisit des plus faciles et souvent des plus grossiers : bombances, danses et musiques nègres, spectacles pornographiques. Même des gens que leur éducation, le milieu dans lequel ils avaient vécu avant la guerre semblaient devoir protéger contre une telle contagion, ne surent y échapper. Le voisinage encore tout proche de la mort, les dangers bravés, les périls surmontés, les poussaient à savourer avec plus de précipitation et sans choix, la joie brutale d'être au monde. Ce fut dans les *dancings* à la mode, dans certains théâtres, une étrange mêlée sans grâce, ni élégance, où le nouveau riche, le mécanicien grisé de sa haute paye, la dactylographe conquérante coudoyaient l'authentique duchesse, l'opulente bourgeoise, armée encore à la veille de la guerre d'une morgue si hautaine. Débraillé des hommes, modes outrancières des femmes, donnaient à ces réunions l'aspect le plus vulgaire, et la grossièreté du plaisir que l'on y prenait n'était même pas déguisée sous de séduisants dehors. On eût pu croire, dans cette atmosphère saturée de tabac et de parfums épais, en écoutant ces orchestres noirs, que l'élite parisienne ayant, dans sa soif d'amusements, brisé tous ses freins, retombait à la sauvagerie. Le règne du « sans-gêne » semblait s'établir sur le monde et en faisait souhaiter l'anéantissement aux quelques esprits assez arriérés pour sentir encore le besoin de la politesse et de l'urbanité.

Eh bien ! nous voyons sortir aujourd'hui de cette confusion une société ni meilleure, ni pire que celle dont Balzac disait déjà : « Il n'y a pas de Juvénal qui puisse en peindre l'horreur couverte d'or et de pierreries », mais habile à dépenser cet or et à porter ces pierreries, attentive à prendre des façons policées, appliquée à rechercher un ton de bonne

compagnie. Évidemment, l'état actuel de Paris s'accorde mal encore aux habitudes des « vieux Parisiens », mais tandis qu'à Londres la vie mondaine n'arrive point à renaître, tandis qu'à Berlin d'inquiétantes saturnales absorbent les loisirs ou l'activité des hobereaux et des bourgeois, Paris retrouve dans sa vie quotidienne comme dans l'éclat de ses fêtes, dans le tour de ses divertissements, quelques-unes de ses traditions de goût et d'élégance.

Les « vieux Parisiens » sont naturellement portés à dénigrer les spectacles auxquels ils assistent. On se pose en connaisseur en se montrant mal satisfait du plaisir qui vous est offert. Les gens du monde qui ont à juger la vie à toutes les heures du jour et même de la nuit sont des moralistes et des esthéticiens très sévères. Ils recherchent pour eux-mêmes, avec une inquiétude excessive, l'approbation des autres, mais ils distribuent la leur avec une parcimonie plus excessive encore. Cependant les mailles du crible auquel ils ont passé certaines reprises de la vie élégante durant la saison dernière étaient assez larges pour que ces réjouissances y passassent elles-mêmes « non seulement sans acrimonie, mais même, comme il a été dit, sans encombre ». Parmi ces fêtes, je compte quelques expositions de peinture, deux ou trois représentations, un grand bal et quelques parties en plein air que le ciel a favorisées.

* * *

Une thèse, que M. Paul Bourget a mise en honneur, c'est qu'il y a une nature sociale, aussi obstinée à persévérer dans son être que la nature physique, aussi ingénieuse à inspirer aux hommes par de secrets détours des actions et des entreprises qui la servent. Est-ce elle qui, dans un temps où le goût a tellement besoin d'être restauré, où les hommes ont à refaire l'éducation de leurs yeux comme de leur cerveau, inspira, sous couleur de charité, à quelques personnes avisées l'idée de nous montrer des tableaux de maîtres hollandais, des œuvres d'Ingres et puis de Fragonard? Conscient ou non, il faut applaudir ce choix. L'empressement avec lequel le public parisien répondit aux invitations qu'il reçut de se rendre aux Tuileries, rue de la Ville-l'Évêque ou au Pavillon de Marsan, n'est pas moins louable.

Le *snobisme* peut-être, plus que l'amour de l'art, l'y

poussa. Il ne faut pas médire du *snobisme.* C'est, dans une époque comme la nôtre, une force civilisatrice. Le désir d'agir comme les gens élevés dans la meilleure tradition, et chez lesquels le goût est inné, de vivre dans leur familiarité et par conséquent de prendre leurs manières, leur tour d'esprit, d'adopter leur point de vue, est éminemment propre à tirer les parvenus de leur vulgarité et à leur donner tout au moins le masque qui cache sur leurs traits la bassesse de leur condition primitive.

Les moralistes condamnent le *snobisme* parce qu'il est un grand destructeur de la personnalité. Mais quand la personnalité est fâcheuse? Depuis qu'on n'enseigne plus la civilité puérile et honnête, le *snobisme* est à peu près notre seul éducateur, le grand auxiliaire de cette faculté d'assimilation qui caractérise le Parisien.

Dans un temps où les mœurs ne sauraient défendre ce qui plaît, il importe singulièrement que ce soit le beau qui plaise, n'en éprouverait-on le charme que par contre-coup.

La foule des visiteurs admira, aux Tuileries, *le Chardonneret enchaîné* de Karel de Fabricius, ce « minuscule Prométhée emplumé », que le comte Robert de Montesquiou fut jadis à peu près seul à remarquer et à glorifier au musée du Mauristhuis. Que « les ombres et les reflets », dont les Flamands savent envelopper la plus simple intimité, touchent le cœur de ces « évaporés » ou de ces « inattentifs », ne serait-ce que par affectation de bon goût et pour suivre un juge aussi réputé que l'auteur des *Offrandes blessées*, n'est-ce pas un progrès sur la veille? La délicatesse d'un Vermeer de Delft, qui ennoblit les objets les plus usuels et va jusqu'à donner de la grâce au panier et à la cruche de la cuisinière, est contagieuse.

Le même public, qui bâillait devant *la Source* de M. Ingres au Louvre, s'extasia devant l'*Odalisque* du peintre de Montauban, à l'exposition organisée par le comte Étienne de Beaumont et par M. Walter Berry. Voilà donc que la convenance l'emporte sur l'ennui! Que de points gagnés! M. Maurras a écrit : « Aussitôt que le beau lui cause de l'ennui, un honnête homme s'examine et travaille à se corriger. » Quelle heureuse réforme ont pu suggérer à leurs contemplateurs les femmes peintes ou dessinées par M. Ingres, — beautés pour lesquelles il semble difficile de professer un autre amour que platonique!

Chez Fragonard, c'est une autre leçon. Il a peint ce qui amusait une aristocratie expirante, ce qui séduisait dans une époque « où les sens révoltés partageaient fièrement l'empire avec la pensée ». Au Pavillon de Marsan réveillé par tant de couleur et de mouvement, par tant de personnages malicieux et de jeunes dames plaisantes, il n'est plus question de s'ennuyer avec décence, mais de parer le plaisir des nuances les plus délicates, de l'entourer des voiles les plus subtils. Fragonard réalise ce que l'imagination peut concevoir de plus voluptueux, et cependant, comme le remarque très justement Gérard d'Houville, Fragonard est toujours convenable. C'est vrai qu'on ne sait jamais très bien, dans ce « gonflement d'édredons et d'oreillers », dont il anime un lit, si ce ne sont pas là de « plaisants cirrus enflés par le vent d'un jour d'été », et si ce ne seraient pas de « beaux nuages qui, sous les courtines du soleil couché, dessinent des formes étendues ou enlacées? » Cette ambiguïté, cette gracieuse équivoque, cette apparence céleste donnée aux plus terrestres « culbutes », n'est-ce pas l'art même de se tenir en société?

*
* *

Gérard d'Houville confesse cependant que ce qu'elle préfère dans l'exposition de Fragonard, ce sont les jardins et les arbres de ses dessins : les bassins, les terrasses, les cascades, les escaliers, les allées ombreuses... « Fragonard, dit-elle, n'a rien dessiné avec plus d'amour que les arbres ; ils vivent, ils bruissent, ils respirent, ils sont pleins de force et de passion. Voyez donc, s'écrie-t-elle, si celui-ci n'a pas l'air de chérir celui-là. Quelle volupté végétale dans l'entrelacement de ces branches qui se rejoignent. Quelle félicité circule avec le vent dans ces feuillages ! » Et dans les toiles d'Hubert Robert, qui, quelques semaines auparavant ont passé en vente publique chez Georges Petit, c'est encore le parc du couvent qui l'enchante. Toutes les imaginations délicates ont subi la même séduction.

Cette préférence est tenue depuis des siècles pour une marque de raffinement dans les mœurs. Le vieux Bacon note déjà qu'il y a grande politesse et civilité à se plaire aux architectures de feuillage, plus qu'aux constructions de pierre, et au milieu de précieux lambris. C'est donc

un signe heureux des temps que les deux fêtes les plus élégantes de l'année se soient données dans des jardins, et que, favorisés par un soleil constant, les gens de loisir aient adopté pour leurs réunions cette charmante pelouse du Polo, autour de laquelle les collines boisées de Saint-Cloud et les contreforts du Mont-Valérien semblent supporter avec aisance la coupole nacrée d'un ciel d'Ile-de-France.

Le spectacle qu'on y contemplait le jour des *drags* n'avait rien de comparable aux cohues de l'an dernier. Il n'était point déplaisant et eût tenté un peintre, si quelque Stevens se souciait encore de la beauté des femmes, de la nuance de leurs atours ou de la fringante allure de quatre bais bruns bien appareillés.

Autour des tables à thé goûtaient de jolies personnes, fort galamment habillées et très appliquées à ces gymnastiques de la coquetterie si amusantes quand on en contemple les tours d'un esprit « distrait de vivre », mais qui, comme les pires voltiges aériennes, laissent haletants les cœurs en proie à la perpétuelle inquiétude de l'amour !

Un chapeau vert, au-dessus d'une tunique de crêpe blanc, mettait autour de la chevelure fluide d'une brune et sur toute cette draperie à la grecque le rayonnement d'une immense émeraude. Un linon d'un bouton d'or légèrement éteint dessinait la taille souple de sa voisine. Callot avait enveloppé d'une buée impalpable la plus précieuse figurine de Saxe. Une princesse des Indes, descendante du Soleil, dont les yeux ont la beauté des gemmes, poudrait son visage d'un geste félin. Et cependant les joueurs de polo virevoltaient sur leurs poneys agiles.

Aimable tableau fait pour servir de thème aux déclamations d'un censeur austère, mais que le philosophe caresse d'un regard amusé et complaisant, car il sait que tout ce train bruyant du monde, toutes ces vaines besognes ont aussi leur utilité sociale. Le raffinement dans la mode correspond à un raffinement dans l'esprit. Certaine tenue de maison implique des habitudes aristocratiques. Et l'on en revient toujours à la phrase de Renan qui proclamait que les existences en apparence inutiles des riches, des gens à la mode, ont plus de valeur qu'on ne croit. »

*
* *

Pourtant les idées de notre temps sont telles que les gens du monde, mal persuadés de la légitimité de leur position, s'efforcent de mêler la charité, et comme on dit dans le jargon moderne, « l'entr'aide sociale » à leurs plaisirs. C'est pour venir en aide aux orphelins de la guerre que la baronne Ed. Lejeune a organisé dans les jardins de l'*Union interalliée* un des plus beaux divertissements qu'on ait vus depuis longtemps.

Cette *Union interalliée* et ses réceptions offrent un bon exemple du chemin parcouru depuis le jour de l'armistice. Fondée durant la guerre pour offrir un lieu de réunion convenable aux officiers des armées alliées de passage à Paris, ce cercle est un produit des temps et il a subi leur influence. La paix signée, sa raison d'être semble disparue. Réduit au rôle de salle à manger du monde officiel, il végète. Son comité songe un instant à en fermer les portes. Il est sauvé par l'intelligente vision que son vice-président, le comte de Beaumont, a des services qu'il peut rendre dans l'avenir. Cependant le prince Jacques de Broglie a rapporté d'Italie une idée nouvelle. Il a fondé à Rome un Cercle Franco-Italien, où les femmes sont admises comme membres au même titre que les hommes. Le comte de Fels a heureusement négocié l'affiliation de ce club à l'*Union interalliée*. Le prince Jacques de Broglie insiste naturellement pour que les femmes puissent faire partie de l'*Union*. Le comte de Beaumont comprend ce que cette idée peut avoir d'intéressant en un moment où la situation faite à la femme dans notre société subit une telle modification. Il s'en fait l'apôtre. Il obtient de son comité d'abord que les « dames » pourront être admises dans les salons et dans les jardins du cercle à titre d'invitées, et enfin à titre de membres associés. Voilà donc à Paris un cercle mixte. Grande nouveauté ! Les critiques, les sarcasmes, les plaisanteries vont leur train. Des dîners, des bals, des concerts sont organisés périodiquement. Les soirées reflètent exactement l'état de la société parisienne. C'est d'abord un pêle-mêle de casino. Les rieurs ont beau jeu. Puis une certaine police s'opère. Les réunions du samedi ont meilleure tenue de semaine en semaine, et la saison se clôt sur cette fête de la baronne Lejeune qui réunit autour des tables fleuries

du dîner une assemblée vraiment élégante, où l'éclat des bijoux, des toilettes ne cède qu'à l'éclat des noms, ou à celui de la beauté de femmes habituées à donner l'exemple de la perfection en matière d'ajustements.

Le dîner d'ailleurs ne fut que le « hors-d'œuvre » de cette fête. Elle se déroula dans le jardin, sur un théâtre de treillage fleuri d'hortensias dont les plans avaient été arrêtés par M. Maxime Dethomas et par M. Coulomb, l'architecte du cercle. La troupe de l'Opéra, sous la direction de M. Grovlez et de M. Staats, y donna quatre entrées de ballet qui firent comme une anthologie de la danse française, depuis les farandoles de Louis XIII, les voltes et le branle du Poitou, jusqu'aux quadrilles des Clodoches et à la masurka du dernier Empire.

On ne rend pas assez hommage à M. Roucher et à ses collaborateurs, esprits de la qualité de M. Laloy! Le triomphe des prestigieuses féeries venues de Russie sur les ailes de l'incomparable Nijinsky et de la Karsavina nous a trop induits à oublier notre école nationale. Elle a su se faire apprécier ce soir-là à l'ombre des marronniers des Champs-Élysées, quand Mlle Aïda Boni dansa avec tant de grâce imprévue ce passe-pied classique où elle est à elle seule toutes les perles déroulées d'un collier qui s'égrène, quand Mlle Zambelli, qui fait descendre, on ne sait par quel sortilège, l'esprit de finesse jusque dans l'extrême pointe de ses pieds, ailés comme ceux de Mercure, s'envola sur un air de Rameau des bras de M. Aveline, et puis cédant à l'harmonieuse persuasion de la voix de Mlle Jeanne Laval, revint se poser, émouvante de tendresse, entre les mains de ce voltigeant berger. Dans l'intervalle des danses, figurants et figurantes se répandaient, costumés, sous les ombrages à demi éclairés du vieux parc, évoquant les mascarades de Lancret et les fêtes galantes de Watteau. Le public qui goûta ces nuances et se complut aux accords de Lulli, qu'avait-il de commun avec ces poudreux voyageurs que nous avons vus aux fauteuils et dans les loges de l'Opéra dans la saison qui suivit la paix?

Il n'y avait guère, il est vrai, plus de six à sept cents privilégiés à cette fête présidée par le prince héritier du Japon, mais il y eut beaucoup plus de spectateurs à celle que donna, un mois plus tard, dans le parc de Bagatelle, la duchesse d'Uzès.

Bagatelle, qui n'est pas un beau jardin, qui n'a point de dessin, de contour arrêté, de forme intelligible, est cependant un de ces endroits que nos ancêtres qualifiaient volontiers de « lieu de délices », parce qu'ils y trouvaient l'ombre des chênes, le parfum des roses, la fraîcheur des étangs et un horizon formé par les collines de la Seine, aussi gracieusement modelées en ces parages que celles qui bordent l'Arno autour de Florence. La nuit, d'ailleurs, tout ce qui est choquant dans la structure d'un tel jardin disparaît. L'ombre noie les détails. Les masses d'arbres, les terrasses, les pelouses retrouvent des lignes plus sobres et plus nettes. Tout se simplifie et s'ordonne. Pourtant la grande nouveauté du spectacle que régla Mme d'Uzès, assistée d'un homme d'un goût éprouvé, M. Léon Bailby, et d'un artiste ingénieux, M. Domergue, ce fut l'emploi des lumières, le jeu de ces puissants foyers lumineux qui peuvent caresser, avec une délicatesse sans égale, de leurs pinceaux chargés de toutes les nuances du prisme, chaque motif du paysage.

Dans la description qu'il nous a laissée des *Plaisirs de l'île enchantée*, la première des grandes fêtes champêtres que Louis XIV donna à Versailles, Marigny raconte que les bosquets étaient éclairés d'un nombre infini de flambeaux, mais qu'un « certain envieux de la joie publique, pour diminuer le plaisir des yeux, éteignit une partie des lumières : vous comprenez bien, ajoute-t-il, que ce fut le vent ! » Voilà un inconvénient à quoi nous ne sommes plus exposés avec les projecteurs électriques ! Fouillant les feuillages les plus épais, glissant sur le tronc des chênes ou des hêtres, versant une rosée lumineuse sur chaque brin d'herbe, ces véritables lanternes magiques créèrent à ce gala une atmosphère de féerie telle que La Fontaine n'en avait point imaginée de plus poétique quand il écrivit *le Songe de Vaux!*

Nous n'admirions jusqu'ici que dans les tableaux de Fragonard ces coulées de lumière blonde qui viennent tout d'un coup dorer une statue de l'Amour, ou ces nuages argentés flottant autour des visages. On vit, ce soir-là, la Pavlova glisser sur un de ces rayons et s'envelopper de cette poussière lumineuse ; la Pavlova dont un poète put dire qu'elle lui est « aussi chère que la résurrection de la Taglioni », et qui enchante tous les esprits sensibles au rythme et au mouvement. Elle dansa, muse et nymphe tour à tour. Elle mima la mort de ce cygne, lequel est sans doute l'oiseau

divin que La Fontaine, en compagnie de Sylvie, des grâces et d'un très grand nombre d'amours, entendit chanter sur le canal de Vaux-le-Vicomte.

Ce cygne était Amphion
Qui bâtit Thèbe au doux son de sa lyre.
On n'a pas voulu me dire
Ce qu'il était avant ce jour;
C'est un trop grand secret : il te doit donc suffire
Que son âme a depuis animé tour à tour
Les corps mâles et femelles,
Des plus beaux et des plus belles!

La chorégraphie est un art subtil et qui n'a qu'une lointaine parenté avec les exercices désordonnés auxquels s'adonnent tant de nos contemporains. Le secret d'esquiver les lois de la pesanteur, de se détacher de la terre, ne se laisse pas aisément pénétrer et la culture physique et la pratique des sports se montrent impuissantes, à elles seules, à nous le révéler. Extraire d'une mélodie ce qu'elle comporte d'aérien, entrer d'un bond dans le domaine shakespearien de la fantaisie, et l'ouvrir brusquement d'un jeté-battu à nos imaginations, s'insinuer en courant sur la pointe de ses pieds dans la compagnie des Sylphes et des Elfes, cela encore suppose dans la sensibilité de l'acteur et dans celle des spectateurs qui collaborent à l'illusion, un raffinement particulier, un goût étranger aux barbares.

Pas plus que les admirateurs de Mlle Zambelli ou de Mlle Aïda Boni, la foule ravie qui applaudissait les *Sylphides* transportées du décor de M. Benois, sous les chênes de Bagatelle, et se plaisait au jeu

... de ces jupes volantes,
Avec quoi, dans les Bois, sans jamais se lasser,
Parmi la cour de Faune on les voyait danser,

n'est une foule grossière, mais, au contraire, experte en « sociabilité décorative » et en « mondanité ornementale ».

*
* *

Autre exemple de reviviscence ou de constance : le bal de l'Opéra. « Le bal de l'Opéra n'existe plus, écrivait vers

1912 le comte R. de Montesquiou, il a fallu y renoncer devant l'air d'enterrement qu'il avait pris sous le cénotaphe de Garnier! » La princesse Murat l'a ressuscité la veille du Grand Prix. Rastignac et Lucien de Rubempré ne s'y seraient point trouvés désemparés. Même la décoration de Poiret se rapprochait assez de ce qu'on aimait de leur temps et les perroquets qui donnaient à la salle l'aspect un peu triste d'une immense volière, et qui furent achetés au lendemain du festival par un personnage cubain, leur eussent rappelé un caprice de la Fille aux yeux d'or. Les robes à panier, les mantilles andalouses ne leur auraient, il est vrai, point paru un déguisement. Mais Mme d'Espard n'avait-elle pas adopté, durant le carnaval de 1824, cette perruque poudrée, ce loup tout simple, posé « comme une pensée de velours sur son visage blanc »? Même ces masques au mufle de bête, on les portait aux beaux jours de Gavarni et quand Musard conduisait l'orchestre.

« A de rares exceptions près, à Paris, notait l'auteur de *la Comédie humaine*, les hommes ne se masquent point : un homme en domino paraît ridicule. En ceci le génie de la nation éclate. » Balzac veut-il dire que les Gaulois, déjà, aimaient à combattre le visage découvert? La mode n'a point changé. Au milieu des baütas de Longhi, des cagoules transparentes, revêtues par les femmes, les hommes n'ont toujours pour se masquer que ce sourire de commande, ou cette rigidité des traits, derrière lesquels chacun dissimule, dès qu'il est dans le monde, ses sentiments, ses idées, ses plus pressantes préoccupations, grimace qui cache une âme, mais point un nom. Dans ces conditions la partie n'est point égale, comme dit Gérard d'Houville, et comme le notait déjà Balzac dans *Esther heureuse* : « Il faut être un juge vieilli dans la connaissance du monde parisien, être habitué à tout supposer, à tout deviner, pour reconnaître sous le long linceul du domino noir, sous le capuchon, sous le collet tombant qui rendent les femmes méconnaissables, les rondeurs des formes, les particularités du maintien et de la démarche, le mouvement de la taille, le port de la tête, les choses les moins saisissables aux yeux vulgaires, mais que tout de suite saisissent ces lynx de la jungle parisienne ! »

Le mystère est la grande joie des femmes. Elles aiment à intriguer, à organiser des indiscrétions. Beaucoup s'amu-

sèrent assez ce soir-là pour souhaiter que la mascarade recommence. Il y eut aussi des déceptions. Balzac les expliquait déjà en notant que pour se divertir en de tels lieux il faut être un des personnages de la pièce qui s'y joue : « Pour les jeunes femmes qui viennent au bal afin de pouvoir dire : *j'ai vu*, pour les gens de province, pour les jeunes gens inexpérimentés, pour les étrangers, l'Opéra doit être le palais de la fatigue et de l'ennui. Pour eux cette foule lente et pressée, qui va, vient, serpente, tourne, retourne, monte et descend, et qui ne peut être comparée qu'à des fourmis sur leur tas de bois, n'est pas plus compréhensible que la Bourse pour un paysan bas-breton, qui ignore l'existence du Grand Livre ! »

Voilà le point où j'en voulais venir en évoquant ces souvenirs et en mêlant ceux de 1830 à ceux de 1921 ! Puisqu'il y eut des gens pour s'amuser au bal de l'Opéra, à la veille du Grand Prix de cette année, puisqu'il y en eut d'autres pour s'y trouver dépaysés, puisqu'il y eut du mystère et des découvertes, puisqu'il y eut des gens heureux de se retrouver entre soi, c'est donc qu'il existe encore dans Paris, mettez une coterie, dont je ne préjuge ni la valeur morale, ni l'esprit, mais enfin qui forme un monde à part, susceptible de ressusciter au moins des traditions de politesse et de vie élégante.

« Ce qui varie le moins dans l'âme des peuples, disait Barbey, c'est la frivolité, nom haineux donné à tout un ordre de préoccupations très légitimes au fond, puisqu'elles correspondent à des besoins réels. » Les années passent et couvrent de leur poussière les brillants et futiles accessoires de la mode, et puis Pompéi se retrouve sous les cendres avec tous les colliers de la coquetterie.

Il s'agit bien, dira-t-on, aux heures graves que nous traversons, de colliers, fussent-ils exhumés du plus noble sarcophage et faits des plus belles perles. Le grand rôle de la Société n'est pas de dépenser ni de raffiner les pauvres jouissances qu'on peut trouver ici-bas, mais de créer, de diriger ! Sortira-t-il jamais une direction éclairée de cette ploutocratie qui ignore la valeur du travail intellectuel, qui s'enfonce de plus en plus dans cette voie de matérialisme, vers laquelle tout le monde moderne paraît se tourner.

Je l'entends bien ainsi ! L'élite même d'une société démocratique n'arrivera jamais à remplir le rôle des vieilles

dynasties et des vieilles aristocraties. Mais prenez garde que si l'air et le climat de Paris restent générateurs d'une certaine forme de civilisation, s'ils façonnent les nouveaux venus, conservent chez d'autres certains sentiments et certaines façons d'être, il y a entre l'ancienne société dont vous admirez la hiérarchie ou l'organisation et celle de demain l'intervalle d'une restauration.

Quand on s'arrête la nuit sur un point élevé de Paris, où le silence s'est fait et qu'on prête l'oreille à la rumeur qui monte des quartiers du centre, on entend un bruit particulier, un bruit qui roule comme si une vague puissante polissait au loin des galets. Ainsi au moral : une sorte de marée brasse et polit les individus, en fait une matière humaine supérieure en délicatesse et en sociabilité à la population des autres capitales. La nature pétrit là, entre le Panthéon et l'Arc de Triomphe, une race privilégiée qui introduit jusque dans ses plaisirs une puissance d'idéalisme nécessaire à la noblesse de la vie. A cause de cela, elle a sa place à part dans l'ordre providentiel de l'humanité...

Lorsque vous voyez à Londres les grands théâtres fermés ou déserts, les magasins élégants clos ou abandonnés de leur clientèle, les maîtresses de maison obligées de renoncer aux réceptions, lorsque vous voyez où en est la vie de l'Allemagne, à quels bas plaisirs de bouche, ou à quelles excentricités le peuple germanique en est tombé, vous vous prenez d'admiration pour le pouvoir de rebondissement, pour l'élasticité prodigieuse de ce peuple français qui, dans son immense labeur de reconstitution, trouve encore assez de force ou de chaleur pour faire éclore quelques-uns de ces brillants papillons, nés sans autre mission que de venir se brûler à cette lumière dont est fait l'éclat d'une capitale comme la nôtre. Et c'est ce sentiment qui m'a dicté ces pages, écrites à Wiesbade, dans le voisinage de ces Allemands empressés à nous calomnier. Ils ne cessent de ramasser toutes les critiques que nous nous adressons à nous-mêmes pour en dresser leur réquisitoire, tant ils demeurent ignorants de ce sentiment qui faisait dire à un philosophe parisien, P.-J. Toulet : « Les Français parlent de la France comme ce galant homme qui prétendait, par une espèce de pudeur, que ses perles étaient fausses. »

LUCIEN CORPECHOT.

Aimée Collinet

ROMAN)

V. — L'aube.

HORTENSE Debarsy achevait de fignoler sa réponse à une invitation à prendre le thé à Knole Castle. En marge de la ville de Sevenoaks, le domaine des Sachville est une des plus belles choses de l'Angleterre seigneuriale. Le château ressemble lui-même à une cité avec ses cinq cours, l'enceinte de son parc privé et l'étendue majestueuse de ses toits, de ses tours au milieu de la province de son immense parc public. Depuis Henri VIII qui l'aménagea pour Anne Boleyn, il n'a fait que croître et embellir. Les Sachville y ont vécu depuis trois siècles, dépositaires de ses trésors d'art. Aujourd'hui, c'est un musée à la fois et la plus confortable habitation. Hospitalière et exubérante, — un sang espagnol se mêle chez elle au double afflux de la race anglo-saxonne, — l'actuelle lady Sachville n'aime rien tant que jouir de l'émerveillement des visiteurs devant une demeure dont elle excelle à énumérer les beautés. Rencontrée par elle à la Croix-Rouge, Hortense s'était vue invitée par trois mots sur une carte de visite. Elle n'arrivait pas à dissimuler sa fierté et sa joie, bien qu'elle eût essayé à son ordinaire de jouer la comédie de l'indifférence :

— Je suis justement libre, cela se trouve bien.

Antoine n'avait pas été dupe.

— Hortense, ce sera le plus beau jour de ta vie ! Mais tu ferais bien de demander à Aimée quels sont les usages.

(1) Voir la *Revue* du 15 octobre.

— Je ne sais pas si Aimée a déjà été invitée. Les Kippington sont des parvenus !

La jeune femme trouva ce jour-là la vieille cousine si absorbée devant son écritoire, qu'elle ne l'avait pas vue entrer. Quand elle l'eut appelée, elle lui tendit le bristol.

— Bravo ! fit Aimée. Je vous félicite, marraine. C'est un honneur envié. Je suis heureuse que le séjour ici vous offre quelques compensations.

Mlle Debarsy traduisit à son ordinaire l'agrément causé par l'amabilité de sa filleule :

— Je ne me plains pas.

Aimée s'est assise dans le large fauteuil construit pour la commodité des bras et des mains. Elle est désireuse de plaire à Hortense.

— Si cela pouvait vous être agréable, nous irions ensemble à Knole. Lord Kippington me donnera l'auto et je vous prendrai en passant.

La proposition répondait à une secrète inquiétude de Mlle Debarsy. Knole park s'ouvre à deux pas de la grand'rue de Sevenoaks. Mais il y a une demi-heure de marche jusqu'au château. Mars était pluvieux, malgré la précocité du printemps. Elle tempéra naturellement l'empressement de son acceptation d'une réserve :

— Avec plaisir. Et puis comme cela, tu auras un chaperon.

Aimée prit tout à coup son parti. Elle était venue non pour offrir, mais pour demander. Elle sortit de son manchon une photographie, la tendit et interrogea :

— Qui est-ce ça?

La vieille cousine prit le carton, le regarda avec une avide curiosité, mais observa posément, comme une chose insignifiante :

— Elle a bien épaissi ! C'est ta mère.

Aimée non plus n'a pas fait un mouvement. Il a fallu un long silence pour qu'elle formulât l'autre question qu'elle voulait poser :

— Pourquoi ne l'ai-je pas connue et ne m'en a-t-on jamais parlé?

Hortense Debarsy voulut encore triompher :

— J'ai toujours pensé, moi, qu'un jour viendrait où on devrait t'expliquer. Cette pauvre Juliette croyait qu'on peut tout cacher. Moi, j'aurais dit la vérité. Mais tu as dû la deviner ; et puisque tu as cette photographie...

— Je ne sais rien. Il y a deux jours j'ignorais que j'avais une mère en vie. Il a fallu le plus pur hasard...

— C'est le hasard aussi qui a provoqué son départ, il y a quinze ans. Car enfin ton père s'est trop pressé. S'il avait eu de la patience... Ta mère s'ennuyait à Stavelot, voilà la vérité. Dame ! elle venait de Paris. J'avais désapprouvé ce mariage. On ne m'écoutait pas sur ce terrain. J'étais une vieille fille, alors... Cécile m'était sympathique au fond. Elle avait de l'allure et beaucoup de conversation. Ton père, lui, est un silencieux. Je sais bien qu'il y a eu entre eux une autre

personne et qui a mal agi, et qui est le vrai coupable. Tout ça est bien loin. Je vois qu'elle travaille pour les blessés, comme moi aujourd'hui... As-tu vu ma coiffe?...

Et la sèche et bizarre créature se leva pour ouvrir une armoire. Elle ne semblait pas attacher la moindre importance aux révélations que ses paroles entrecoupées et négligentes apportaient à la jeune femme. Elle se coiffa du turban de toile, de rigueur pendant les séances de couture à la *Red Cross* et sous lequel son visage maigri et ridé avait un air plus pincé encore et plus revêche. Aimée reprit l'image abandonnée sur la table. Elle l'approcha de ses lèvres qui l'effleurèrent. Puis, sans dire un mot, elle se dirigea vers la porte.

Hortense lui rappela l'engagement pris :

— C'est donc convenu pour jeudi à 4 heures. Je t'attendrai ici.

Quand Aimée fut sortie, la vieille cousine cessa de parader sous sa coiffe. Elle demeura longtemps debout, en proie à des réflexions profondes. Par quel chemin mystérieux et encombré aboutit-elle à désirer passionnément avoir partagé la destinée de l'épouse infidèle de son cousin Louis Collinet dont elle avait été naguère une des plus acerbes et des plus persévérantes ennemies?

Quand on dévale le versant de Kippington à l'opposé du Weald, on entre au cœur d'un massif de bois qui donne l'illusion d'une forêt. Les fougères et la bruyère, les myrtilliers et le taillis de bouleaux, avec de ci, de là, quelque étendue de sapins, achèvent de faire croire à une jeune femme issue de l'Ardenne qu'elle se promène dans son pays. L'impression est trop conforme aux préoccupations d'Aimée Collinet pour qu'elle ne cherche à la prolonger pendant le cours de ce dernier printemps de la guerre, si angoissant pourtant. Elle s'accorde avec le désir passionné de suivre les péripéties d'une offensive ennemie déjà désespérée sans doute, mais si près de mettre en péril l'unité de front des Alliés de la mer aux Vosges. Car quand on a traversé les bois de taillis, descendu un val, au fond duquel coule une imperceptible rivière, et remonté vers le plateau où une coupe récente découvre tout à coup une lande brûlée, vers le soir on entend distinctement, par delà la plaine, les falaises et la mer, rouler le canon d'Amiens. Le jeu des ondes sonores demeure un mystère. Déjà les blessés avaient prétendu à Aimée qu'ils reconnaissaient la nuit aux vibrations des vitres de Kippington Manor l'action du bombardement anglais. Mais elle avait mis leur affirmation sur le compte de leur obsession coutumière. Le hasard de sa promenade solitaire l'avait convaincue ; et, pendant juin et juillet, sous prétexte d'admirer les couchants prestigieux au creux des collines du Kent, elle allait constamment rêver au canon.

Elle n'était pas seule. D'un réticule, une fois installée sur le tronc d'un arbre abattu ou au sein d'un buisson de myrtilliers, elle retirait des lettres. Il y avait le chiffon qu'elle avait reçu du colonel

Bridlle et la carte montrée à Hortense. Mais il y eut bientôt d'autres missives couvertes d'une écriture féminine élégante et droite.

A quel appel silencieux, à quelle interrogation muette répond celle-ci qu'Aimée commence toujours par relire?

Ma chère petite Aimée,

J'ai reçu une carte postale signée de ton nom et te représentant en infirmière. Un mot de l'amputé que tu soignes m'annonçait sa surprise à rencontrer dans cet hôpital privé anglais une jeune fille s'appelant comme moi. La vie nous met ainsi en présence dans des heures exceptionnelles et tragiques. Je pense que tu désires savoir de moi quelque chose. Je te dirai tout ce que tu veux. Je n'ai peut-être pas beaucoup le droit de te parler comme une mère à sa fille, et pourtant... Mais laisse-moi te dire qu'au milieu de tant d'horreurs et de souffrances, je bénis Dieu de m'avoir envoyé ton visage sur lequel mes lèvres se sont longuement posées.

Cécile.

Dans toutes les autres, — et la correspondance paraît avoir été quotidienne, — Aimée retrouve vite les passages qui lui sont chers et qui, retranscrits, ont l'air de se tenir et de s'enchaîner.

J'espère que tu me jugeras un jour apte à connaître de toi plus que tu ne m'as livré jusqu'ici en cette brève lettre régulière du dimanche. C'est déjà beaucoup pour moi que tu ne protestes pas devant les pages que je t'envoie chaque soir. Elles me sont devenues une nécessité. Cela a l'air absurde après un silence de tant d'années... Il n'y a pas de questions dans tes petites lettres. Cela m'est doux. Tu parles brièvement, posément de ce que tu fais. J'aime que le bien de ta présence auprès des blessés t'enchante. C'est aussi ce qui m'incite à vivre. Mais je veux plus et le travail ardu que nous avons à présent me semble le meilleur réconfort. Tu m'as dit la mort de ta grand'mère, la présence non loin de toi du grand-père Antoine, de la cousine Collinet. Ils ont eu contre moi des griefs certains. Je ne songe pas à me défendre. Quand je pense à eux, à tous ceux que j'ai connus à Stavelot et dont, n'est-ce pas curieux? les noms me reviennent tout à coup, il m'est impossible d'avoir du ressentiment contre personne. Je voudrais arriver à me faire verser dans un service au front belge. Voilà trois ans que je suis dans les ambulances françaises. J'y ai connu des heures profondes. On m'a toujours cru Française. J'ai été élevé à Paris avant d'habiter Stavelot. J'y ai vécu après que j'ai dû quitter Stavelot, contre mon gré, je le jure, et si tu veux savoir pourquoi et comment, je te dirai tout. Je te dois des comptes, mais c'est à toi seule à user du droit que tu as de me les demander. Si jamais la fantaisie te prenait — ce n'est pas le mot, mais un autre serait peut-être injustifié — de songer à me rejoindre, j'ai acquis assez

d'importance ici pour te faire entrer dans mon service... Je ne voudrais pas que tu viennes en ce moment. Il fait trop chaud. Les avions ennemis ne respectent rien... Mais nous savons, nous sentons que la chance va tourner. L'heure de Foch sonnera, et alors... Est-ce que pour toi aussi la perspective d'une avance, de la victoire, n'est pas comme l'entrée d'une nouvelle ère, dans un monde rajeuni, nouveau, vivifié?... Il semble que la vie d'avant aura été abolie. Il y a des gens qui y voient, qui y désirent passionnément retrouver la renaissance du passé. Ce n'est pas mon cas... Ne te scandaliserai-je pas en t'avouant que ceux qui se sont endormis dans une mort héroïque, je n'ai jamais songé à regretter leur mort. Elle est sacrée, elle est belle, elle est définitive. Ils nous ont seulement rendues plus difficiles quant à la qualité de notre destinée... Tu dis que tu entends le canon d'Amiens... C'est bien celui qui tonne nuit et jour à mes oreilles... Le jour où il cessera de parler, dis-toi que c'est le salut, que nous avons fait le bond en avant et que l'aube de la victoire se lève... Ce jour-là, si le cœur t'en dit, écris-moi que tu es décidée à rentrer au pays par le chemin des vainqueurs et je te ferai place à l'ambulance...

Arrivée à ce point de sa lecture qui tantôt débordait sur d'autres passages des lettres, tantôt sautait d'emblée à des phrases plus réduites, Aimée Collinet tendait l'oreille. Elle avait quelquefois de la peine à retrouver dans l'ivresse éperdue de l'été le sourd roulement, entrecoupé de sonorités plus nettes, dont l'atmosphère s'évadait. Elle ne suivait pas les journaux. La conversation la renseignait suffisamment. Antoine, qu'elle trouvait moins attentif à ses questions sur Stavelot, l'avait offusquée par la tranquillité avec laquelle il envisageait la prolongation de son séjour à Sevenoaks.

— Je pense que cet hiver je me ferai membre du « Reform club » de la ville. Quelques membres savent le français et j'ai fait des progrès en anglais. Il convient ici d'être d'un cercle.

Sa petite-fille voulut lui imposer au contraire le souvenir du pays :

— Pourquoi n'essayez-vous pas d'avoir des nouvelles de Stavelot? Il y a des moyens. Savons-nous seulement si mon père est vivant !

Ce rappel du nom de Louis Collinet qui tenait une si pauvre place dans la vie d'Aimée, confiée exclusivement depuis la dislocation du foyer conjugal à ses grands-parents, parut intempestif à Antoine.

— Il s'inquiète bien de nous, allez !... Je n'ai plus voulu lui écrire depuis qu'on m'a dit que sa conduite à l'égard de l'occupant n'était pas ce qu'il convient. Il y a, de l'autre côté, un certain nombre de gens qui ne sont pas des héros.

Cette distinction entre un héroïsme considéré par le paisible bourgeois, exilé volontaire, comme normal et les agissements de son fils prenait dans sa bouche une saveur amère. Des gens, à l'abri, se sont établis ainsi juges sévères du goût trop peu avéré à leurs yeux de leurs compatriotes à risquer la prison.

— Mais vous n'avez pas le droit de croire cela, protesta Aimée.

— Comment se fait-il alors qu'il ait gardé ses cuirs et que sa tannerie marche? Désiré Misonne, son rival et son concurrent, est en prison, lui. Je suis en correspondance avec quelques soldats de notre front. Charles Favresse, entre autres, qui est officier à présent.

Aimée découvrit en son grand-père un homme affranchi de son ancien désarroi. Cette invitation à des permissionnaires, ç'avait été un des rêves de la pauvre Juliette. Antoine et Hortense s'étaient toujours évertués à en empêcher la réalisation. Elle eut envie de questionner plus avant le vieillard sur son père, qui ne lui manquait pas et dont la réserve triste demeurait dans la grisaille de ses souvenirs d'enfance. Le soupçon de sa faiblesse devant l'ennemi la blessait au vif. Cependant, pourquoi y vit-elle tout à coup une raison imprévue pour accentuer, pour faciliter la curiosité tendre qui lui était née à l'égard de sa mère inconnue et expansive? Désormais, la lettre dominicale prit un tour plus aisé auquel répondit une ardeur plus impatiente de la part de Cécile.

Ma petite, il me faut toute ma rage au travail — et il ne manque pas — pour contenir les mouvements de mon cœur. Tu souris? elle a bien pu se passer de sa fille pendant des années! Comment ai-je pu? Il y avait une barrière... Maintenant qu'elle est tombée, pourquoi ne puis-je courir sur le chemin découvert? Ah! je voudrais qu'il nous menât ensemble vers la patrie. Je ne suis plus Française. J'ai obtenu de passer dans le service belge. Du centre de Vinken où je suis en ce moment, on prépare les unités qui suivront le grand mouvement. J'aurais voulu t'embrasser avant le départ, car, dans l'entraînement de la marche en avant, il y a, même pour les services auxiliaires, des dangers. Mais je n'ai aucun droit. Il n'y a pas longtemps que je comprends à quel point nos fautes se paient à des échéances lointaines. Entends-tu encore le son du canon?

Le colonel Briddle qui est revenu en visiteur à Kippington a eu peine à ne pas trahir le secret professionnel devant les questions pressées d'Aimée. Elle lui paraît avoir pris plus d'assurance et de désinvolture depuis que, pour lui plaire, il lui a remis une page déchirée de la note de Franquinet. Son amitié singulière insiste pour ne jamais l'appeler madame. Quand il ne peut lui donner publiquement le nom d'Aimée, dont il lui fait en secret l'hommage, il s'attache à dire : Mademoiselle Collinet.

— Il y a toujours tout dans les communiqués, mais les gens ne savent pas les lire.

Et l'officier supérieur d'appuyer sur la constitution de l' « armée de Flandre » sous le commandement du roi des Belges, armée interalliée dont les divisions de l'Yser seront l'aile marchante. Lui aussi demande comme Cécile : « Entendez-vous encore le canon? »

Ensemble, Aimée et lui ont fait toute la promenade qui domine le

Weald, pour aboutir à la lande brûlée. Nulle part l'oreille la mieux exercée ne distingue la rumeur significative. A l'extrémité de la plaine, où hier encore évoluaient contre l'horizon des avions dont le vol lointain était pour la veuve de Guy Stanhope un rappel à la fois doux et paisible du cher disparu, le ciel était vide. Tous les convalescents de Kippington Manor avaient été rappelés et Emily était venue dire que le recrutement des femmes pour la terre était interrompu au profit des services purement militaires.

— Tout est suspendu dans l'attente du grand effort.

La nouvelle prodigieuse éclata, se renouvela pendant tout le mois de septembre. Le front ennemi craque. L'Yser est franchi, la forêt d'Houthulst enlevée, les premières villes belges délivrées, la route de la patrie ouverte.

Aimée rompt alors le cachet de la lettre remise par le curé de Pinner après la mort de sa grand'mère. Elle ne contient qu'une ligne :

Je demande à Aimée de rentrer sous son nom de jeune fille et de ne révéler à personne dans le pays qu'elle a été unie à celui qui fut son mari pendant un temps si court, qu'il semble que ce temps n'ait jamais existé.

La jeune femme n'a été ni surprise ni offusquée de ce vœu posthume dont l'autorité s'accorde à la complicité des circonstances. Mais elle a prié son ami le colonel Briddle de lui faciliter les démarches pour passer sous son nom de jeune fille dans la zone des armées où l'appelle, a-t-elle dit, un service assuré. Et elle a écrit à Cécile Collinet le mot attendu par elle et qui découvre l'aube de leur nouvelle vie.

DEUXIÈME PARTIE

I. — Au delà des espoirs.

Parmi les souches saignantes des grands épicéas abattus par les réquisitions allemandes, un homme s'avança à l'orée du bois encore inviolé courant le long de la crête. Il tendit l'oreille vers la rumeur indistincte qui semblait s'accumuler derrière l'autre versant du val où descend l'eau rouge. Sans esquisser un mouvement pour s'élancer vers la pente à travers la coupe et dépasser la route qui serpente vers Francorchamps, il s'assit sur le tronc d'un des plus larges sapins, tira de sa poche une tartine enveloppée de papier et mangea posément. Son regard atteignait un horizon vaste dont il avait souvent contemplé les lignes tantôt fuyantes, tantôt immobiles. Les rares maisons du village au premier plan n'étaient plus qu'un amas de ruines et dans les forêts il y avait maintes brèches analogues au vide où il était assis. Mais tout cela ne lui était plus une source d'indigna-

tion ni de surprise. Il se tournait plus volontiers en pensée vers le versant sur lequel il était campé, vers les déclivités de l'horizon à l'est. Tout à coup il tira sa montre. Elle marquait treize heures. Douze coups sonnaient cependant au clocher de Hockai dont le vent apportait le son plus distinctement que celui de la cloche de Francorchamps ou de Stavelot. Au même moment, une étrange musique s'engouffra dans le val, nasillarde, saccadée, incohérente. Un rythme précis, allongé et régulier comme la foulée d'une troupe en marche, la marquait. L'air mouvant la rompait parfois sans réussir à en détruire l'enchaînement rigoureux. Elle suggérait l'idée d'un long ruban sans fin déroulé à travers l'espace.

Intrigué, l'homme interrompit son repas et se dressa dans la coupe. Il vit des cornemusiers précédant les soldats kakis aux jambes nues. Leur allure était nonchalante et rapide. Un cycliste en civil les précédait qui sauta à bas de sa machine quand on atteignit une maison isolée et sans toit au bord de la route. Comme à un signal, les joueurs pressèrent plus vivement l'outre sous leur épaule et soufflèrent éperdument. Puis les soldats s'arrêtèrent et, quand la musique cessa, poussèrent ensemble trois cris brefs et tumultueux. Et comme si de rien n'était, ils reprirent sans rompre les rangs la marche allongée sur la côte. Mais les cornemusiers ne jouaient plus. Un immense charroi suivait la troupe. Tout le val désert en retentissait.

Guillaume Franquinet, debout sur le côté, hier allemand, de l'Ardenne, regardait l'armée britannique franchir la frontière. Il avait commencé de rire pour lui-même, tranquillement, manifestant ainsi l'émotion dont il était plein et qui eût pu se traduire en gestes ou en clameurs. Elle n'était pas exempte de surprise et de déception. Depuis la veille, il attendait des clairons, des tambours, une ruée nerveuse et désordonnée, un flot latin et débordant.

Que ces troupes fussent anglaises ou écossaises dérangeait toutes ses prévisions. Il avait beau se dire que lui aussi, pendant la guerre, avait servi dans les rangs britanniques. C'était pour assurer, pour précipiter l'avènement d'un autre prestige. Il traduisit le vrai sens de sa déception en disant à haute voix :

— La langue française n'entre pas en victorieuse à Malmédy.

Et il devina le sourire gras du préfet de Gymnasium, Teuton à lunettes, grand pourchasseur et contempteur de la parole ailée. Le romantisme du Wallon, baigné malgré tout de la sève de l'ancienne Germanie, pouvait s'émouvoir et se complaire à la poésie des pipeaux d'Écosse. Quelque chose l'empêchait d'y être pleinement sensible et de jouir du départ forcé et houleux de ses anciens oppresseurs. Le joug allemand n'avait empêché ni la prospérité de la vallée de la Warche ni son épanouissement dans l'air ardennais. La population, qu'elle fût d'expression wallonne ou de tradition germanique, ne répugnait point à vivre en marge de l'empire pour autant qu'elle demeurait libre de suivre ses propres affinités. Sans les maîtres

d'école, le jeune clergé, les fonctionnaires des dernières années, Malmédy ne se fût point doutée qu'il y avait en elle un vœu différent, un vœu hostile au nivellement prussien, à l'absorption militariste. C'est pour avoir voulu faire des Wallons de la Warche des Allemands de l'empire qu'on leur avait fait penser qu'ils auraient pu être des Belges indépendants et qu'ils avaient toujours gravité dans l'orbe de la civilisation française. Franquinet et ses amis, le vénérable pasteur de Sourbrodt, le journaliste Bragard n'étaient devenus quelqu'un que lorsqu'on s'avisa de traquer en eux une pensée trop à l'aise dans le parler du terroir ou dans la langue de Napoléon.

— Ils ne comprendront pas d'où vient la victoire, se répétait-il, et je m'étonnerai fort s'ils ne s'accommodent vite de faire des courbettes aux Anglo-Saxons.

La rapide et turbulente bousculade des troupes allemandes depuis l'armistice sur un chemin, qui avait été celui de l'invasion, préparait tout de même les gens de la Warche à connaître ce dont ils commençaient seulement à se douter. Mais les paroles significatives et révélatrices, de quelles bouches sortiraient-elles, si c'était Albion qui venait camper sur le « Châtelet »?

Il ne fallait pas à Malmédy un étalage de drapeaux, un empressement de foule, même une curiosité marquée pour traduire l'émotion secrète, indépendante de la réserve des gens, de l'incertitude, du trouble des cœurs devant la fuite allemande. Et, après tout, il pouvait être indifférent que ce fussent d'autres étrangers, envoyés pour préluder à un affranchissement définitif. Malmédy aurait bien le temps de se chercher elle-même, de se retrouver identique à son passé, amoureuse de gaieté, de musique et de vie libre. Et cela Guillaume Franquinet se sent l'homme du monde le mieux fait pour le dire et pour le prouver.

Quand il sut que le « cercle » dont il était le chef devait être occupé par des troupes britanniques, le landrath von Mueffing décida d'aller lui-même au devant de l'envahisseur et de lui faire le meilleur accueil. La surprise ne fut pas moindre pour Franquinet de voir, du côté anglais, accueillir ses avances avec une cordialité équivalente. Il demeura longtemps stupéfait devant la vaste habitation, à allure de palais, où le drapeau allemand continuait de flotter. Il y avait vu pénétrer de concert celui que, dans son cœur, et s'entraînant à un vocabulaire dont il n'avait pas l'habitude, il nommait le Boche et celui qui, derrière les pipeaux de la victoire, avait franchi la frontière au nom des Alliés victorieux. Des soldats apportaient les bagages. On aperçut un instant à travers les vitres du rez-de-chaussée les deux personnages devisant avec aisance. Quelle plaisanterie de l'Allemand fit éclater de rire l'Anglais à la casquette galonnée? Il prit par l'épaule celui qu'il considérait sans doute comme son hôte et le frappa d'une tape cordiale. La vision atteignit le Wallon comme un outrage. Des sentinelles eurent beau venir occuper les guérites striées noir, blanc,

rouge, c'était pour garder ou faire honneur à qui? Von Mueffing sortit afin de donner aux soldats quelques renseignements. Il le fit avec la morgue et l'accent impérieux d'un officier allemand. Franquinet, les poings serrés, se détourna plein de mélancolie. La ville était bondée de troupes dont il n'entendait pas la langue et que les habitants regardaient avec curiosité. Au cœur de la place, un groupe de fonctionnaires affectait de causer à haute voix dans le plus sonore allemand. Il lui semblait qu'ils le narguaient d'être seul. Aussitôt le désir le mordit de leur montrer que dans cette avant-garde alliée il y avait pour lui déjà les prémisses de la revanche. Une auto venait de s'arrêter devant l'hôtel du Commerce. Une infirmière en descendit pour rejoindre ses compagnons sous le porche. Franquinet la salua.

— Parlez-vous français, madame?

Un accent indubitable répondit :

— Mais oui, je suis du pays, moi.

— Vous êtes Wallonne?

— Je crois bien! de Stavelot même. Nous arrivons; mais trop tard pour l'entrée. C'était beau?

Sans répondre, le Malmédien lâcha la question qui lui brûlait les lèvres.

— Quand verrons-nous d'autres troupes que celles-ci, des Belges, des Français?

— Je ne sais pas, mais vous avez le temps. Il y en a, des soldats qui se dirigent vers l'Allemagne!

— Ici, ce n'est pas l'Allemagne.

La jeune femme s'arrêta dans le mouvement esquissé pour pénétrer dans l'hôtel. Elle dévisagea son interlocuteur, frappée par le ton qu'il avait pris pour lui répliquer. Avait-elle heurté en lui une fêlure secrète? Et tout à coup une inspiration la traversa. Avant de réfléchir elle lança :

— Ne seriez-vous pas Franquinet?

Le Wallon sursauta, dévorant des yeux l'apparition bleue qui venait de prononcer son nom. Jamais, croyait-il, visage plus séduisant n'aurait pu s'encadrer dans une coiffe plus seyante. Ébloui, il demeurait silencieux après avoir dit très vite :

— Oui, Guillaume Franquinet.

— Hourrah! C'était bien vous qu'il fallait rencontrer d'abord. Hé bien! soyez heureux, l'heure a sonné, Malmédy est libre. Je ne suis pas la première à vous féliciter, je pense.

Et elle tendit la main au grand garçon, soudain rougissant et gauche et en proie à une indicible émotion.

— Entrez-donc, continua-t-elle. Il faut que je vous amène au colonel Briddle à qui je dois d'avoir pu être ici.

Mais quand Aimée Collinet reparut sur le seuil en compagnie de l'officier, Guillaume Franquinet n'était plus là. Pris d'une timidité incroyable, il s'était perdu dans la foule et remontait à grandes

enjambées vers son logis solitaire. Comme en l'espace d'une minute son cœur avait passé de l'angoisse à la joie ! N'était-elle pas au delà de toutes espérances cette bienvenue qui lui donnait, à la minute même d'une profonde déception, une incarnation éblouissante de la victoire. Il n'avait jamais pu rêver image plus radieuse et plus vivante. Elle emplissait son cœur et ses yeux. La nuit avait beau s'épaissir sur la route de Bevercée, il semblait à Franquinet qu'elle était toute illuminée d'étoiles.

II. — La rentrée.

Aimée Collinet, pour aboutir à Malmédy, n'avait eu qu'à accepter l'invitation que lui avait adressée plusieurs mois auparavant à Kippington-Manor le colonel Briddle. A vrai dire, cette invitation lui avait été renouvelée à Bruges, peu de jours après la signature de l'armistice, tandis qu'elle s'impatientait de piétiner sur place avec les formations sanitaires de l'armée belge. La marche en avant des troupes victorieuses était réglée par un protocole minutieux, prévoyant des délais pour une retraite ordonnée et que les soldats de l'Entente eussent préféré voir pousser en déroute. La libération de la Belgique, après Ostende, Bruges et Gand qui furent des évacuations forcées, procédait conformément à un rite, la pénétration en Allemagne s'opérerait de même. Mais ce n'était, du côté belge, qu'impatience et récrimination. On regardait d'un œil suspect les privilégiés admis à précéder isolément la venue du gros des armées. Aimée rougit de plaisir quand, d'une auto anglaise d'état-major arrêtée devant les Halles, une voix l'appela :

— Halloh ! sister Collinet, venez-vous avec nous ? Nous sommes en route pour le Rhin et nous passerons par Stavelot. C'est trop de chance de vous trouver là sur la place. Mais j'étais tout de même venu pour vous prendre en passant.

Et le grand Briddle s'extrayait de la voiture grise tandis que l'infirmière lui souriait, plus contente qu'elle ne voulait le laisser voir. L'Anglais était en proie à une animation extraordinaire. Aimée elle-même mit dans son accueil une vivacité participant à l'enthousiasme ambiant. La victoire et l'atmosphère continentale transposaient déjà leur amitié.

— Oui, mais, dit-elle au bout d'un instant de conversation joyeuse, il faut que j'obtienne la permission.

— Voulez-vous que je demande celle du roi? C'est facile. Nous sommes sous ses ordres à présent et nous avons déjeuné à Lophem. Dites au major que j'ai reçu mission de vous rapatrier. D'ailleurs nous vous ramènerons. Les services sanitaires vont s'éterniser ici.

— Oh ! le service ne fera pas de difficulté à me lâcher. Mais je dépends de quelqu'un d'autre. Attendez-moi...

Cécile Collinet fut touchée jusqu'aux larmes de la demande que lui fit sa fille. Elle répondit avec l'indicible appréhension d'une autre requête :

— Va à Stavelot, petite, puisque tu en as l'occasion. Ce n'est pas moi qui te retiendrai.

Pourquoi Aimée n'ajouta-t-elle pas : « Venez avec moi, mère »? Pressentait-elle la répugnance de celle-ci à reparaître soudainement dans la petite ville qu'elle avait fuie? Ou savait-elle qu'il y avait au préalable une entreprise difficile à tenter auprès de Louis Collinet qu'Aimée allait retrouver après ces années de séparation, et dont Cécile allait devoir affronter la présence après combien d'années d'éloignement? La mère fit un mouvement comme pour entamer un sujet demeuré étranger à leurs entretiens depuis le jour de leur rencontre. La fille se déroba et, dans un baiser :

— Je reviendrai vous prendre pour le retour définitif.

Emportée par l'élan de l'automobile et encore dans l'exaltation des « joyeuses rentrées » de Bruxelles et de Liége, l'infirmière assise à côté du colonel qu'accompagnait un officier subalterne déclara qu'on passerait d'abord la frontière avant de revenir vers Stavelot. C'est ainsi qu'elle se trouvait, ce dernier jour de novembre, à l'hôtel de Malmédy, et que sans avoir revu son père ni aucun des gens parmi lesquels son enfance s'était écoulée, elle avait rencontré Guillaume Franquinet dont le nom était mêlé à quelques-unes de ses rêveries d'exil.

— Le singulier garçon, dit Briddle quand Aimée eut réussi à le retrouver le lendemain de leur arrivée et à le lui amener. Il ne répond pas du tout à ce que je m'imaginais de lui et il m'a l'air de détester l'Angleterre.

— Il trouve que vous ne détestez pas assez les Allemands, voilà tout.

— Je les ai haïs autant et plus que lui, mais ce n'est pas une raison de le leur montrer maintenant que nous sommes vainqueurs.

— Oui, mais, pour les gens d'ici, une revanche reste à prendre.

L'officier se mit à rire.

— Vous ne trouvez pas que c'est déjà assez d'être en marche sur le Rhin. L'armistice est signé. Tant qu'ils le respectent et sont fidèles à obéir à nos mesures d'ordre, ce ne sont plus des ennemis. Je puis, je dois leur serrer la main.

— Ah! n'attendez pas alors que nous trouvions le même plaisir à serrer la vôtre.

La phrase s'était échappée, dite sans violence, mais si nette et si prompte que Briddle s'en émut. Il demeura quelques instants silencieux et fit enfin d'une voix toute altérée :

— J'espère que je ne vous ai pas blessée, j'en serais désolé plus que vous ne pourriez le croire...

Aimée arrêta la promenade qu'ils faisaient ensemble sur le che-

min qui longe la Warchenne, au sortir de la ville, après la « landrathure ». Elle regarda avec surprise son grand et élégant compagnon. Briddle lui montra une expression anxieuse à la fois et résolue qu'elle ne lui connaissait pas. D'elle à lui pouvait-il y avoir de l'animosité? Elle dit avec tout son élan :

— Mais, Briddle, ne croyez jamais que vous puissiez me blesser, même quand il nous arrive de ne pas sentir de même.

— Merci, Aimée, parce que j'en aurais vraiment trop de chagrin.

Ils se remirent à marcher. Franquinet était loin de leur pensée. Il avait servi d'aliment à une querelle à peine esquissée, mais où le mystère de leur double sensibilité s'affirmait. Aimée Collinet désira pour la première fois ce retour à Stavelot dont elle s'était peu préoccupée jusque-là et qui lui apparaissait plus décisif qu'elle n'avait cru. Leurs pensées se tournaient ensemble vers la fin du voyage. Ils dirent presque en même temps :

— Pouvez-vous m'emmener à Stavelot ce soir ou demain?

— Pourquoi ne pas entrer avec nous à Cologne?

Et la séparation se dressa aussitôt devant leurs yeux. Pour Aimée c'était, sans doute, le terme d'un cordial compagnonnage et elle y voyait aussi se clore un autre passé déjà lointain où il y avait un bref bonheur provisoire dont Briddle ignorait l'étendue, dont elle aurait pu lui faire la confidence et qu'il faudrait taire à tous les autres. Pour l'Anglais, c'était moins encore. Pourquoi regardait-il la jeune infirmière avec une mélancolie à nouveau inquiète et qu'est-ce qui l'incita à opposer à son mouvement de tête :

— Si vous ne voulez pas, il faudra que j'aille et que je revienne vite. Car vous me permettrez bien de vous retrouver chez vous. Nous sommes des alliés maintenant.

Une coquetterie nouvelle dont elle vit aussitôt l'effet, et dont elle ne se retint pas de goûter le plaisir déjà cruel fit dire à la veuve de Guy Stanhope :

— Pas dans la haine au moins!

L'allusion provoqua cette fois de la part de Briddle un élan plus précis.

— Dites-vous bien, Aimée, que je suis prêt à aimer et à haïr qui vous voudrez pourvu que vous soyez satisfaite de moi.

Ils gagnèrent l'hôtel d'un pas plus vif.

Mlle Collinet insista pour être ramenée à Stavelot le jour même. Il lui semblait qu'ils avaient trop tardé. Mais Briddle n'eut pas besoin d'ajouter beaucoup de paroles pour lui faire passer sa mélancolie. Elle voulut l'adoucir de toute la grâce d'une amitié sincère. Quelqu'un qui connaissait à peine leurs noms, planté devant l'hôtel où il guettait le passage de l'infirmière, en les voyant rentrer côte à côte au crépuscule, si égaux de taille, d'élégance et d'allure, indifférents à tout ce qui n'était pas eux, ne s'y trompa point. Quelques instants plus tard, il les observa plus anxieusement encore quand ils

montèrent dans l'auto militaire et disparurent du côté de la Belgique.

La pensée traversa Franquinet que l'officier étranger pût avoir des droits sur la jeune femme. Il en conçut un déplaisir singulier. Et voici qu'elle était enlevée à ses yeux sans qu'il pût l'aborder à nouveau, l'interroger, apprendre d'elle tant de choses mystérieuses. La reverrait-il jamais? Et tandis que le chant du carillon déroulait majestueusement l'hymne anglais, le Wallon, serrant les poings, réagissait de toutes ses force contre l'ambiance nouvelle où, comme un papillon affolé, son pauvre rêve déçu se heurtait de toutes parts.

L'auto de Briddle s'arrêta à la nuit noire aux premières maisons de Stavelot. On entendit à l'intérieur une conversation animée. La portière s'ouvrit et se referma sur l'infirmière qui demeura quelque temps au bord de la route, son balluchon réglementaire à la main, à suivre dans la nuit les grands gestes de l'officier penché à la fenêtre.

Aimée Collinet se trouvait seule au bas de la cité montante. Sans s'attarder davantage, elle se dirigea vers la maison du grand-père Collinet où on lui avait dit que son père avait élu domicile quand l'occupation ennemie réquisitionna certains logements. Mais elle eut beau sonner, les volets clos, la porte muette, l'incitèrent à croire à l'absence ou à l'abandon. Incertaine, elle demeura pourtant sur le seuil. Une femme, accompagnée de deux fillettes, passa qui vint à elle.

— Il n'y a personne. Les propriétaires ne sont pas encore revenus.

— Mais M. Louis...

— Il n'habite pas là. Il a acheté une belle villa. C'est un riche à présent...

Aimée regarda son interlocutrice, frêle personne aux yeux dévorateurs et brillants. Elle résolut de se nommer.

— Je suis Mademoiselle Collinet.

— La petite Aimée... Est-ce possible ! Je suis la femme de Désiré Misonne qui est en prison en Allemagne et qui va rentrer d'un moment à l'autre, et ce sont mes filles...

Les Misonne, ce nom déclancha des images :

— Oui, oui, je me rappelle, et voilà Guiguite et Françoise...

— Ah ! par exemple, je vous emmène loger chez moi. Mais qui l'aurait cru : la petite Aimée infirmière. Ah ! quelle affaire. Venez donc. Puisque vous voilà, c'est que la guerre est bien finie. Ah ! c'est un bon présage. Votre père ne sait pas que vous êtes arrivée? Eh ! il attendra jusqu'à demain.

Et devant la chaleur de l'accueil, Aimée, enveloppée de paroles, entraînée par la main, pénétra au foyer de la frêle Mme Misonne, mère de nombreux enfants, seule depuis deux ans que son mari avait été déporté pour avoir refusé de livrer ses cuirs.

— Je vais vous raconter comment ils l'ont pris.

A peine installée dans la chambre au premier étage de la maison

des Misonne où la vie de famille palpitait, Aimée vit à l'exaltation de son hôtesse qu'elle lui ferait le plus grand plaisir à l'écouter.

— Nous savions bien que votre mari avait été déporté, madame Misonne, fit Aimée, et on le citait parmi les héros de la résistance. Naturellement, les circonstances de son arrestation nous échappaient.

— Eh bien ! je vais vous les expliquer... Désiré m'avait dit dès le premier jour : « J'arrête le trempage des peaux et au premier signe je fends les cuirs en fosse. Ils n'auront rien. » On le traitait d'exalté, de fou... On croyait que la guerre se poursuivrait au front, que l'occupation se bornerait à des réquisitions de vivres. En prévision de la reprise des affaires après la guerre, les tanneurs faisaient du stock. Désiré demeurait irréductible. Le jour où il fallut subir l'enquête préliminaire à la livraison des marchandises, il fit ce qu'il avait annoncé. On ne trouva rien du tout. Dès ce moment, son sort était fixé. Un matin des Allemands en civil sont venus...

Le récit devenait minutieux. De temps à autre, un des enfants groupés autour de la mère ajoutait un détail. Aimée Collinet renonça à suivre les paroles enchevêtrées. Elle regardait Marie dont le visage s'animait de plus en plus sous la flamme des yeux, incroyablement ardente. Profitant d'une pause, elle demanda à la narratrice :

— Combien avez vous donc d'enfants?

— Sept avec le petit qui est né après le départ de Désiré... car j'étais enceinte quand il a été emmené. Mais j'ai pu lui faire parvenir une photographie et le petit Désiré saura reconnaître le papa dont il porte le nom.

Une des fillettes sortit pour chercher le poupon. Aimée le prit sur les genoux et se mit à l'amuser. Elle se sentait tout à fait à l'aise. Madeleine, elle, tenait à achever son récit...

— Ils ne l'ont pas jugé. Que pouvait-on lui reprocher? Mais on avait peur de son exemple. Il a été déporté comme indésirable, tandis qu'on mettait les autres tanneries sous séquestre. La nôtre aura de la peine à reprendre. Les autres se sont arrangés pour ne rien perdre, et il y en a qui ont fait de gros bénéfices !

Aimée devina l'allusion. Elle ne posa point de questions. Elle regarda à nouveau le visage émacié de Madeleine Misonne. La vie de la pauvre femme paraissait épuisée. L'aînée des fillettes, qui lui ressemblait, avait mis le couvert dans la salle à manger du rez-de-chaussée où flambait un feu de bûches. Une vaste tarte au riz faisait le milieu de la table.

— Oh ! *del doreye!*

— Oui, da ! La guerre est finie? Tout va redevenir comme avant? Nous avions gardé de la farine blanche. C'est bien le moment de faire des tartes.

Au-dessus de la cheminée, une photo agrandie de Désiré Misone présidait au repas. Le nez effilé par-dessus les moustaches courtes

accentuait l'énergie du regard. Comme Marie remarquait l'attention que lui prêtait Aimée, elle fit avec orgueil :

— N'est-ce pas qu'il est beau? Mais dans quel état vont-ils me le renvoyer?

Un garçonnet récita à haute voix le *Benedicite*. Aimée éprouvait au contact de ce foyer familial une chaleur bienfaisante. Sans doute ce n'était pas le sien. Mais quel autre lui aurait communiqué comme celui-ci le sentiment de la grandeur et de la douceur de la patrie?

III. — **Louis Collinet.**

Quand on sort de Stavelot pour gagner Trois-Ponts et Vielsalm, on laisse à gauche une maison neuve qui domine la ville et dont le jardin descend jusqu'à l'Amblève. Construite il y a quelque dix ans, elle a passé de mains en mains à trois reprises. Au moment où la guerre éclata elle était à vendre. Son dernier propriétaire, un marchand de cuirs, ayant fait faillite, le curateur fut fort heureux de la céder contre un paiement en marks à Louis Collinet pour un prix inespéré deux ans plus tôt. L'acquisition demeura secrète jusqu'au jour où l'on vit une voiture de déménagement quitter les bâtiments vétustes de l'ancienne abbaye pour cette villa des Sorbiers.

Un amateur d'art n'eût pas hésité entre les deux résidences. Malgré sa situation en contre-bas de la ville, toute environnée de fosses où le cuir marine, la vieille bâtisse en rectangle, ayant servi pendant trois siècles de résidence aux princes-évêques, garde grande allure. Louis y avait succédé à son oncle. Mais quand la jolie Cécile Mortier de Paris avait été amenée dans l'antique décor, elle l'avait tout de suite pris en grippe. Combinée avec l'espèce d'apathie propre à un mari épousé sans amour, cette impression n'avait certes pas été étrangère au besoin de diversion et de plaisir qui avait fini par la pousser à l'irrémédiable.

Louis Collinet, qui n'avait rien tenté pour la retenir ni pour la reprendre, ne pensa certes pas à elle le jour où il conclut l'achat de la maison neuve. Il avait cédé à l'instinct de faire passer en matière durable, en briques et en moellons, le papier allemand qui s'était mis à affluer chez lui par le seul jeu, pensait-il, des événements dont toute sa vie il avait été le serviteur.

Quand le domestique, engagé récemment et affublé d'un gilet à manches lui tenant lieu de livrée, l'avisa ce matin-là qu'une personne le demandait, il était en train d'accrocher au mur de son fumoir les bois d'un brocart.

— Qui est-ce? demanda-t-il, sans anxiété.

— C'est une dame ou une demoiselle habillée comme une religieuse. Elle a une valise avec elle.

Intrigué, Louis Collinet remit sa veste et sortit dans le vestibule. Au lieu d'avancer vivement, il se recula d'instinct devant l'élan de la visiteuse et l'amena ainsi dans la pièce claire donnant sur l'Amblève où elle s'écria :

— Vous ne me reconnaissez pas, père !

L'apathie de l'homme subit la plus rude secousse. Mais, loin de se traduire en exclamations, en paroles, en gestes, son émotion le réduisait au silence, à une gêne indéfinissable. Il balbutia :

— Bien, bien. C'est Aimée... Ah ! oui... en effet... vous voilà.

Et d'autres sons indistincts suivirent. Il n'avait pas pris les mains qui se tendaient et semblait fuir un visage s'approchant tout près du sien. Il reçut sur son front gris et moite le baiser de deux lèvres fraîches.

Aimée avait décidé, avant de sonner, qu'elle parlerait elle-même beaucoup, noyant l'incertitude de ce revoir dans mille détails ayant trait aux événements. Mais elle n'avait pas prévu si peu d'écho, quand elle s'écria :

— Eh bien ! on les a eus ! Ils vous ont fait bien souffrir, mais ils le paient. Nous n'arrivons pas seuls. Vous allez voir après les Anglais nos Jasses. J'en suis. Voilà six mois que je soigne les braves blessés. J'ai laissé les miens à Bruges où ils m'attendent. Mais j'avais une occasion de revenir au pays. Cela fait du bien. Me voilà...

Louis Collinet continuait de se taire. Il fit trois ou quatre fois encore : « Bien, bien... ah ! oui... » Il semblait ahuri... Machinalement il reprit les bois du brocart et les accrocha au clou qu'il venait d'enfoncer. Aimée, de peur de céder à un désarroi analogue, changea de conversation.

— Vous avez une belle maison... avec de la lumière et tant de meubles neufs !

La phrase eut un effet magique. L'homme prit la jeune femme par la main et, l'amenant vers le fond de la chambre où s'ouvre une baie sur le jardin :

— Mais vous n'avez rien vu encore ! Voyez : d'ici on se rend mieux compte de ce que c'est. Ah ! j'en ai eu de la chance de pouvoir m'installer !

Et d'énumérer les mérites de l'habitation. Aimée fit la visite de fond en comble. Elle se laissait conduire, contente d'abord de cette diversion, mais bientôt inquiète devant un souci si exclusif. Elle finit par demander :

— Depuis quand avez-vous acheté la maison?

— Oh ! dès 1916, en novembre...

— C'est l'époque ou Désiré Misonne a été déporté...

L'observation était venue comme un réflexe et sans aucune intention certes ; mais sa spontanéité accentua aussitôt le contraste entre les deux sorts. Collinet sans aucune gêne l'aggrava :

— Ce pauvre Misonne a été un imprévoyant et un sot. A quoi lui

sert d'avoir été au-devant de ce qui lui est arrivé par sa faute?

— Il était tard quand je suis arrivée à Stavelot hier soir. Comme je ne savais plus où vous habitiez, j'ai rencontré Mme Misonne et elle m'a emmenée chez elle...

Aimée avait-elle dit les deux phrases avec une vibration particulière? Son père revint à la réserve apathique qui lui semblait naturelle. Il recommença de dire des mots sans suite et de s'éponger le front.

— Ah!... Bien... bien... Hier soir...

Alors la jeune femme prononça passionnément :

— J'admire beaucoup Mme Misonne.

La gêne revenue entre le père et la fille commençait à être insoutenable. Aimée décida tout d'un coup de faire ce pourquoi elle était venue, ce qu'elle avait espéré retarder jusqu'à une minute d'expansion qui ne sonnait pas et ce qu'un instinct rigoureux la poussait à brusquer. Elle s'assit dans le fauteuil de cuir, tandis que Louis demeurait debout, rejeta en arrière les plis de son voile et, les yeux fixés sur la perspective ensoleillée du versant ardennais, par-dessus l'invisible rivière, elle commença :

— Il faut que je vous dise pourquoi je ne vous ai pas prévenu de ma visite. Elle n'est qu'une préparation. Si je n'avais pas été à l'armée, j'aurais attendu pour revenir avec grand-père et la tante Debarsy, puisque la chère pauvre bonne maman est morte. Mais il y a quelqu'un d'autre que j'ai pu connaître au chevet de nos blessés et qui, la prochaine fois, devra venir avec moi. Car nous vivons ensemble actuellement. Quelqu'un qui était parti de Stavelot, il y a longtemps, et le regrette...

Un bruit sourd interrompit les paroles commencées. Louis venait de laisser tomber lourdement l'objet qu'il était en train d'accrocher au mur avant l'entrée de sa fille et auquel il était revenu machinalement. Aimée abaissa les regards de ce côté, mais ne les éleva point sur le visage paternel. Elle attendit pour voir si Louis Ciollnet parlerait. Devant son silence, elle reprit :

— Il s'agit, vous le voyez, mon père, de maman... Je ne sais pas s'il sera possible que nous venions très vite. Mais quand l'armée avancera, notre division étant celle de Liége, nous serons tout près de Stavelot et d'ailleurs la démobilisation suivra, je crois, sans grand délai. Alors, n'est-ce pas, maintenant que le grand bonheur de la libération se lève sur une si longue épreuve, nous ne devons réveiller aucun passé et songer seulement à toute la tâche de réparation et de justice qui nous attend...

Elle s'écartait décidément de tout ce qu'elle avait pensé dire. Elle sentait bien ce que ses paroles avaient d'artificiel, de convenu... Comme il lui eût été plus facile de se jeter au cou de ce père dont elle ne gardait qu'une image confuse, d'unir le frémissement de sa sensibilité, éveillée par le court drame de son existence qu'elle eût livré peut-être,

et de prononcer dans les larmes le nom de Cécile Collinet. Jamais, comme à ce moment elle n'avait éprouvé le malaise de son état de fille de parents séparés, de veuve inavouée. Pourrait-elle jamais reprendre racine dans ce pays dont elle goûtait pourtant la grandeur et la paix? Il lui vint tout à coup un désir intense de retrouver l'affection, le cadre du milieu dont elle venait et que Briddle excellait à lui restituer. Elle regretta de l'avoir laissé repartir la veille. Quand le reverrait-elle? Ne devait-il pas quitter Malmédy demain?... Comme son père ne l'aidait pas à achever le petit discours commencé, elle le regarda en face. Il était assis devant la table qui lui servait de bureau et songeait profondément. Son visage ne respirait aucune colère, nulle hostilité. Il semblait se livrer à une méditation laborieuse, exempte de passion. Il finit par prononcer comme pour lui-même :

— La maison est grande... Des gens me critiquent... On me jalouse... Il vaudrait mieux que Cécile revînt...

Aimée se leva. Devant une si brusque victoire, elle se trouvait plus désemparée que par une résistance prévue... Elle s'interdit de suivre son père dans ses arguments et tandis qu'il ajoutait de ce même ton confidentiel : « Cela en imposera mieux que tout... », elle fit, regardant la montre à son poignet :

— Il faut que je retourne chez les Misonne où j'ai dû promettre de dîner et puis je chercherai un moyen de regagner mon poste.

Mais au même moment le domestique entra :

— Il y a un homme de Malmédy dans une automobile militaire qui demande mademoiselle Collinet.

— Faites-le entrer.

C'était Aimée qui avait donné l'ordre et déjà Guillaume Franquinet était devant elle tenant à la main un pli qu'elle ouvrit sans entendre ce qu'il disait. Le mot était de Briddle. Il avisait son amie que, parti le matin pour Cologne, il était heureux de mettre à sa disposition l'auto britannique qui les avaient amenés, si elle voulait en profiter pour regagner l'armée belge. Il ajoutait :

...Ainsi je serai plus certain de pouvoir vous retrouver. Tant que nous serons vous et moi chez les militaires, il y a des chances que nous ne soyons jamais trop éloignés. J'ai peur au contraire que ce pays vous absorbe trop et vous accapare. Est-ce que, hier soir, déjà, il ne vous a pas dérobée à mon regard, me laissant tout seul dans la nuit?...

— Pauvre Briddle! songea-t-elle. Mais comment Franquinet avait-il reçu ce message pour Aimée? Le colonel s'était souvenu de lui en se demandant par quel moyen il parviendrait à toucher Aimée. Mais où le lui envoyer? Von Mueffing, interpellé, n'eut pas de peine à indiquer la demeure de Franquinet et celui-ci tout ébaubi reçut la mission de retrouver Mlle Collinet chez son père, à Stavelot, et de lui remettre le message.

— Monsieur Franquinet, c'est bien aimable à vous. Je vais profiter de l'auto de mon ami Briddle. Mais puisqu'elle est à moi, maintenant,

je vais vous emmener aussi et nous vous déposerons où il vous plaira. Seulement je dois repasser par chez les Misonne... Allons, père, au revoir, à bientôt...

Ils étaient tous les trois sur le seuil. Louis Collinet regardait sa fille avec une admiration croissante. La belle limousine, avec les deux chauffeurs en kaki qui saluèrent Aimée, acheva de lui en imposer. Il ne connaissait pas l'homme qui avait apporté le message et demanda :

— Qui est ce Franquinet?

— C'est un Malmédien, un de nos nouveaux Belges.

Mais Collinet prit à part sa fille et avec une autorité comique :

— Défiez-vous, ce sont des Boches, et j'espère bien qu'on ne va pas nous adjoindre cette engeance-là.

Aimée prit le parti d'éclater de rire et, appelant Franquinet :

— Monsieur Franquinet, voilà mon père qui vous traite de Boche... Dites-lui un peu ce qu'on pense à Malmédy.

L'homme rougit sous l'interpellation. Ses yeux s'allumèrent. Il s'approcha du Stavelotain et, avec une violence contenue :

— Certains de ces Boches de Malmédy ne changeraient pas leur peau pour celle de certains Belges de Stavelot.

Collinet plia sous l'allusion. Il se reprit à répéter des : « Bien, bien... Ah ! ah !... » et à s'éponger le front. Le malaise initial avait reparu entre le père et la fille. Aimée brusqua le départ.

Quand l'auto s'arrêta devant la maison des Misonne, tous les enfants se précipitèrent. Mme Misonne n'eut de paix que lorsque Franquinet fut descendu à la suite d'Aimée et eut accepté de partager le repas dont la bonne odeur emplissait l'escalier.

— Vous allez dîner avec nous, monsieur. Si, si, quand il y en a pour six, il y en a pour dix. Car ces messieurs les soldats dîneront aussi avec les servantes. Et savez-vous quoi? Nous boirons deux bouteilles de champagne. Car j'ai des nouvelles de Désiré. Il est en route. Il pourrait être ici avant trois jours. C'est un évadé de Celle Schloss qui me l'a fait savoir, un qui n'a pas attendu la libération officielle. Voyez sa carte, mise à la poste à Verviers. La poste aussi remarche. Ah ! ah ! c'est vraiment la victoire... Entrez donc, monsieur... comment?

— Guillaume Franquinet pour vous servir, madame. Mais je craindrais d'abuser. J'étais seulement venu de Malmédy amener l'auto à Mlle Collinet.

— Ah ! ah ! alors vous êtes un nouveau frère... Raison de plus pour entrer. Nous boirons à votre délivrance. Aimée, dites donc à M. Franquinet d'entrer.

— Mais oui, Franquinet, vous nous ferez plaisir. C'est bien le moins qu'on vous fasse de l'accueil.

Et le Wallon de Prusse se trouva placé à la droite de la frémissante Mme Misonne, en face de la jolie infirmière et parmi la ribambelle

d'enfants babillards qui tout de suite le prirent en amitié. Il dut répondre à leurs questions. Son succès était vif. Il dépassa tout, quand, se levant, il imita le pas de l'oie.

— C'est la vraie manière, assura-t-il. Je l'ai pratiquée, car j'ai été soldat allemand. On peut me le rappeler sans honte. C'est même ce qui m'a rendu conscient de mes vraies origines...

La frêle, nerveuse, pâle et diaphane Mme Misonne s'était levée. Plus vive encore était la flamme de ses yeux. La servante avait réussi à déboucher le vin de France dont la mousse emplissait les verres. On a toujours professé à Stavelot une prédilection pour le champagne et Désiré, en même temps qu'il fendait ses cuirs, avait eu soin d'en cacher le plus qu'il avait pu. C'était à sa libération que l'épouse allait boire. Le regard fixé sur la grande photographie suspendue au mur de la salle, elle fit avec exaltation :

— C'est à toi, Désiré, que je lève mon verre, à toi qui as tout sacrifié à la patrie, alors que tant d'autres laissaient faire, à toi dont je suis fière et que je bénis avec les enfants que tu m'as donnés.

— A la santé de papa ! clama le chœur des voix fraîches.

— A son prochain retour ! dit l'aînée, une fillette pâle, toute semblable déjà à sa mère.

— A la mort des Boches ! hurla un garçonnet à la tignasse en désordre.

— A la Belgique ! ajouta courtoisement Franquinet.

Mais une voix musicale, grave et un peu tremblante, prononça lentement :

— A la mémoire de ceux qui sont tombés.

Et comme elle l'avait vu faire en Angleterre, mais pour obéir à un élan spontané, Aimée Collinet qui venait de parler demeura quelques secondes le front baissé, les yeux clos, l'âme pleine du souvenir de Guy Stanhope.

Quand elle se rassit et reparla, autour de la table, les yeux rouverts au présent, une émotion infiniment tendre l'emplissait. Le repas étant fini, les enfants assaillaient le nouveau venu. Les deux femmes se rapprochèrent et il sembla tout à coup à Madeleine Misonne que les mains qui serraient les siennes, les lèvres qui lui touchaient le front, la parole dont elle se sentait l'âme effleurée, trahissaient une personnalité nouvelle insoupçonnée. Ce n'était pas, ce ne pouvait plus être la petite Aimée Collinet, partie fillette de Stavelot, avec ses grands-parents et la cousine Debarsy, mais une singulière et imposante jeune femme d'où émanaient une pitié, une tendresse, une force comme en donnent seuls un grand amour et une profonde douleur.

— Où puis-je vous mettre, Franquinet, pour qu'il vous soit le plus commode de rentrer chez vous sans me détourner de ma route, car je n'ai que cinq heures pour regagner Bruges ! Hein !... Vous ne voulez pas que je vous prenne avec moi... Mais, moi, j'y tiens... De

Francorchamps vous gagnerez facilement Malmédy? C'est entendu... Nous montons là-haut ensemble... J'en suis ravie... Tenez, voici le soleil... La route est si belle.

Si l'on avait dit à Guillaume Franquinet, il y a un an, quand il ravitaillait secrètement en un lieu perdu entre Mont et Hockai les six Russes et les deux Anglais qui attendaient, au cœur des impénétrables sapinières, le moment ou l'occasion de passer la frontière hollandaise, que, deux mois plus tard, il serait ramené vers ces solitudes de la Fagne dans une auto, conduite par deux chauffeurs militaires, et à côté d'une femme dont la séduction le conquérait à présent tout entier, on eût bien dépassé ses rêves les plus fous.

Etait-ce pour cela qu'il demeurait silencieux, assis près d'Aimée Collinet, tandis que la course rapide de l'auto anglaise faisait défiler devant la fenêtre ouverte les visions ensoleillées de l'Ardenne hivernale? La jeune femme, au contraire, animée par la succession des heures vécues depuis le retour, le traitait déjà avec une sorte de familiarité dont l'appellation de Franquinet tout court était le signe. Pour elle, il rejoignait tous les braves garçons qu'elle coudoyait depuis son entrée à l'armée. Elle ne mettait, certes, aucune coquetterie à lui plaire, à être elle-même, beaucoup moins d'attention à l'écouter qu'il ne lui en fallait pour ménager l'ombrageuse amitié d'un Briddle. Mais était-il possible qu'elle ne s'aperçût point de l'admiration et du trouble où le Malmédien achevait de perdre le peu d'aisance sociale qu'il possédait?

L'arrêt de l'auto au croisement d'une route tout en haut du vallon de l'Eau rouge marqua chez Franquinet la fin d'une extase qui ressemblait à un supplice. Quand Aimée descendit de l'auto, après lui, pour respirer l'air du plateau, elle demanda :

— Où est exactement l'ancienne frontière?

D'un geste brusque, il la prit par le bras et la fit descendre sans mot dire jusqu'au ruisseau grossi par les pluies d'automne et qui franchit la route.

Aimée Collinet se pencha jusqu'à l'Eau rouge, cassa une tige de myrtillier au feuillage grillé par le gel et la gardant entre ses mains :

— Pays, on te salue. Tu n'avais pas besoin qu'on t'affranchît pour offrir l'image de la liberté et de la grandeur. Tout de même cette ligne artificielle t'outrageait. Franquinet, serrons-nous la main. Je vous félicite et vous remercie...

La solitude, l'âpreté et la vertu du site enlevaient toute affectation aux phrases de la jeune femme. Elle ne les eût point dites ailleurs ni devant quelqu'un de moins fruste et de moins grave que ce compagnon d'occasion. Pour lui, il les écoutait avec un recueillement passionné. C'était tellement à ses oreilles la voix de la terre, des eaux, du ciel qu'il aimait par-dessus tout. Avait-il jamais songé qu'elle prendrait cet accent harmonieux et humain, qu'elle rythmerait le mouvement de ces lèvres, de cette respiration, l'élan de tout ce corps

désirable et frémissant qu'une âme généreuse animait à la bonté et à la tendresse?...

Quand Aimée regarda Franquinet pour lui offrir sa main dégantée, elle lui vit les yeux pleins de larmes. Cela mit-il dans son étreinte une vibration plus affectueuse? L'homme tomba à genoux sur la route et ses lèvres tremblantes couvrirent de baisers passionnés la peau tiède et fine.

A présent, l'infirmière, émue plus qu'elle n'a voulu le laisser paraître, roule à toute vitesse dans la large limousine militaire. Elle a atteint Malchamps d'où l'on domine le plus vaste horizon, plongé dans la cuve de Spa, remonté par Theux et Louveigné jusqu'aux forts de Chaufontaine et d'Embourg, où l'Ardenne la quitte et la livre à la haute plaine hesbignonne d'où elle gagnera la Flandre basse et ravagée. Une vision lui demeure infiniment émouvante et forte, associée au souvenir d'un étrange garçon sur lequel elle a reconnu mieux que sur quiconque son empire. Malgré les cahots de la route, Aimée que la vie presse depuis sa précoce jeunesse entre tant d'images tendres, douloureuses et exaltantes, Aimée Collinet s'abandonne à une torpeur plus voisine du rêve que du sommeil...

Sur le versant occidental du plateau de la Fagne, comme il arrive souvent, alors que l'autre côté sombre dans la bruine ou la pluie, une neige nonchalante commence de tomber. Elle mouchette le manteau de Guillaume Franquinet qui n'en a cure et a repris vers Malmédy un chemin qu'elle déroberait à quelqu'un de moins habitué au pays. La chute lente peut devenir tourmente, charger les épicéas comme en plein hiver, peu lui chaut ! Que murmurent ses lèvres sous la gerçure de la bise humide? Quelque poème familier? Eh ! non... Un chant lent, très doux, au rythme imperceptible et prolongé, assouplit la voix violente... Des mots du terroir s'y accrochent, tout en syllabes labiales ou en voyelles... On y distingue l'évocation d'arbres et d'oiseaux, d'amour ingénu et de fidélité... A intervalle régulier, la voix se fait plus souple et le rythme plus allongé. Sous la neige qui consacre la venue de l'hiver, Guillaume Franquinet entonne à pleine gorge le refrain de *Lu Nutte du Maye*, la chanson malmédienne du printemps et de l'amour...

IV. — **Le retour de Désiré Misonne.**

Cette neige précoce bouleversa tous les projets de Madeleine. Elle avait pensé aller attendre son mari à la frontière d'Herbesthal ou tout au moins à Verviers, dès qu'elle le saurait en route. De longue date elle avait fait accord avec le voiturier Baibay qui devait la mener jusqu'à Heusy où elle rejoindrait le tram. C'était une course de plusieurs heures à travers un pays difficile. Les routes, usées par le trafic allemand, recélaient, sous la boue, de profondes ornières.

Baibay se refusa énergiquement à tenir son engagement... Madeleine s'emporta :

— Vous êtes un couard, Baibay. Et quand bien même votre cheval en devrait crever...

Mais le voiturier ne se laissa pas prendre en reste de violence :

— Il vaut aujourd'hui six mille francs, tout vieux et cornard qu'il est. Me le paierez-vous? Pour courir un risque pareil, allez demander leurs services aux fraudeurs de chevaux qui se sont emplis les poches en trafiquant avec les Allemands. Mais j'ai idée que M. Désiré préférerait plutôt revenir à pied...

C'est ce que le déporté dut faire. Rien ne se passa comme Madeleine l'avait désiré, rêvé, vu et revu dans le plus grand détail au cours des incessantes songeries dont elle nourrissait son exaltation. Misonne arriva à l'improviste au soir d'un jour de dégel. Il n'était pas aussi décharné que sa femme l'avait vu en rêve. Il ne montra pas non plus l'effervescente allégresse à laquelle elle s'était attendue. Appelée par l'aînée de ses filles chez Hortense Debarsy qui venait de revenir d'Angleterre avec Antoine Collinet, — encore des gens, avait-elle dit, pour qui l'on a fait des passe-droits, — Madeleine accourut haletante, le cœur serré comme dans un étau. Le déporté achevait d'allumer lui-même le feu dans la salle à manger. Ce premier geste machinal trahissait, mieux peut-être que toute expansion, l'instinct du maître de maison et la permanence de sa vitalité. Il venait de fournir une très longue marche pendant laquelle il n'avait pas hésité sur le chemin. Il avait rencontré tous ses enfants au logis, sages et dociles sous l'autorité de sa fille aînée. Après les avoir serrés entre ses bras, que pouvait-il faire de mieux, en attendant sa femme, que de faire jaillir la flamme au foyer retrouvé? Au cri de Madeleine, il se releva. Il était plus grand qu'elle, mais il faillit fléchir quand elle se jeta sur lui, plus pâle qu'une morte, avec une violence tout de suite fondue en une défaillance si pitoyable. Ce fut lui qui la plaignit :

— Ma pauvre Madeleine. Comment vas-tu? Après tant de mois!

Il ne parlait que de mois alors qu'il y avait plus de deux ans qu'on l'avait emmené. Elle ne répondait pas. Elle demeurait comme abîmée entre ses bras, si petite, si frêle à présent, ayant dépensé toute sa force dans l'élan qui l'y avait jetée. Avait-elle seulement l'énergie d'ouvrir les yeux? Elle était là, les paupières closes et sans une goutte de sang sous l'épiderme. Il la contemplait; une pitié infinie lui venait qui dominait la tendresse et la joie du retour et l'emplissait d'un regret aussi lancinant qu'un remords.

— La pauvre petite... C'était trop... je n'aurais pas dû...

Une voix déjà raffermie partit du creux de son épaule.

— C'est bon... cela paie de tout. Tu as bien fait. J'ai tout le temps été si fière de toi... Tant d'autres à cause de ton exemple ont été des héros. Plusieurs sont morts. Moi je t'ai... Le bon Dieu est bon... Je

voudrais que tout le monde soit heureux. Même les Boches, je ne les hais plus...

Il révéla alors sa grande inquiétude, ce qui l'avait torturé le plus dans sa prison, plus que les privations les plus dures...

— Mais comment avez-vous vécu?

L'épouse se redressa, svelte et vive à nouveau, une flamme orgueilleuse dans les yeux :

— Je n'ai pas un sou de dettes et regarde s'ils sont mal tenus !

Les sept enfants s'alignaient, souriants, un peu ahuris encore et désireux de parler. Mal convaincu, Désiré soupesa l'effort et le sacrifice. Et voyant bien qui les avait fournis, il répéta :

— Comment as-tu vécu, toi?

— En t'attendant, fut la réponse.

Mais la servante paraissait avec la nappe et un plateau. L'ordre fixé, répété combien de fois à l'avance, s'exécutait. Désiré Misonne allait voir ce que c'était qu'un retour de captivité !

— J'avais préparé un beau programme. On t'allait chercher à l'entrée de la ville avec l'Harmonie dont tu es membre. L'instituteur, qui est toujours prêt à organiser une fête patriotique, amenait les petites classes et tu aurais vu la belle foule des gens qui t'admirent. Mais tu ne m'as rien fait savoir et je commençais à désespérer.

— Si j'avais dû attendre le rapatriement officiel, je ne serais pas ici. J'ai brûlé la politesse aux Allemands et je suis arrivé par des moyens de fortune jusqu'en Belgique. Ah ! c'est une belle salade de l'autre côté du Rhin ! J'en suis revenu... me revoilà !... tout de même... N'estce pas, les mioches?

Comme s'ils avaient attendu cet appel, les sept enfants s'élancèrent vers leur père. Il dut s'asseoir, prendre le dernier né sur ses genoux. C'était celui qu'il ne connaissait pas encore. Madeleine avait compté le lui présenter avec cérémonie et émotion...

— Hé ! Désiré, mon fils... tâche de ne pas aller en prison, toi...

Et le marmot, loin d'être effrayé par la voix sonore et le geste prompt, de se mettre à rire sous le chatouillement de ce père inconnu dont, depuis qu'il pouvait comprendre, on lui avait parlé sans cesse.

Une petite qui le précédait immédiatement dans la hiérarchie familiale cria :

— Papa a de la barbe !... Ce n'est pas comme sur le portrait.

Madeleine s'aperçut alors pour la première fois du changement survenu. Le visage de son mari apparaissait plus régulier et plein sous les poils châtains taillés en pointe achevant l'ovale de sa physionomie. Peut-être que sans eux se trahirait davantage la maigreur du profil.

— Et moi qui me demandais pourquoi tu ne me paraissais pas trop changé ! Ah ! nous allons te soigner. A table... Les enfants, laissez papa se réconforter.

La servante avait ponctuellement rempli son office... Sur la nappe fraîche un étalage appétissant réjouissait le regard. Il allait du classique jambon d'Ardenne au fromage de Herve, en passant par le pâté de grives et la tarte aux myrtilles. Un potage fumant épais, rempli de légumes entiers et de morceaux de viande bouillie, emplissait l'assiette devant l'unique chaise. Sur le dressoir, une bouteille poussiéreuse reposait dans un berceau, le tire-bouchon à côté d'elle.

— On a oublié le drapeau !

Le fils aîné se précipita sur un tiroir pour en retirer l'emblème tricolore et le planta au milieu de la tarte. A un signal de la mère, tous les enfants crièrent d'une seule voix :

— Vive le roi !... Vive la Belgique !... Vive Désiré Misonne !....

Alors le déporté connut une joie imprévue, fugitive et profonde. Il ne l'avait pas escomptée. La perspective n'en avait pas soutenu sa constance à garder une vitalité invincible pendant la longue captivité. Elle venait comme une récompense, comme une consécration.

Devant sa femme vibrante à se briser, ses enfants enfiévrés d'exaltation, dans la douce chaleur épandue de l'âtre où c'était lui qui avait mis la flamme, invité à s'asseoir à la table copieuse chargée pour lui de mets du terroir, surmontée du drapelet tricolore, il eut un sentiment de fierté sans mélange et dit en prenant place :

— Vous allez me faire croire que je suis un héros.

Madeleine le servit. Les enfants le regardaient manger. Le potage absorbé, sa faim se trouva assouvie... Pour leur plaire, cédant à leurs affectueuses excitations, il fit honneur à tout ce qu'on lui offrait. Personne ne voulut toucher à rien avant qu'il n'eût terminé. Tandis qu'à leur tour les enfants se partageaient les reliefs du festin, Madeleine ne consentit à accepter qu'un verre de bourgogne. Et comme, derechef, son mari s'inquiétait :

— Laisse donc, Désiré, ce n'est pas d'aliments que j'ai faim...

Elle l'étreignit passionnément. A nouveau il la trouva sans forces entre ses bras, les yeux clos, comme anéantie dans son émotion. Une inquiétude le prit. Lui à qui une volonté disciplinée avait gardé la santé, s'effrayait de constater à quel point la mère apparaissait usée, flétrie, à l'extrême limite de son effort...

Il connut aussitôt la longueur du temps qu'ils avaient vécu séparés et tout ce que cet espace apportait d'irrémédiable. Mais comme en captivité et par un entraînement méthodique, il secoua l'impression débilitante qui le menaçait, pour proclamer :

— Tout est bien.

Il éprouva plus de peine pourtant à réagir. Maintenant que l'effort vers la délivrance était achevé, une étrange sensation de vide et de désarroi l'environnait. Il se réfugia dans la béatitude physique du retour. Allongé dans le fauteuil devant la flamme du foyer, tandis que sur l'ordre de sa femme les enfants le déchaussaient, lui apportaient des pantoufles, il suivait leurs mouvements alertes et gracieux. La

chambre, à part cette photographie agrandie de lui-même et qu'il ne reconnaissait plus, n'avait pas changé. Il remarqua sur la cheminée un portrait nouveau, une carte postale encadrée et signée.

— Tu regardes la photo d'Aimée Collinet, fit Madeleine. Je l'ai reçue il y a quelques jours. N'est-ce pas que c'est une belle jeune fille? Elle est arrivée ici avant tout le monde. C'est moi qui l'ai logée...

Les yeux du prisonnier se complaisaient à la silhouette gracieuse, d'où tant de jeunesse et de vie émanait... Il dit avec sincérité :

— Elle est belle et je vois qu'elle est à l'armée... Son père, à propos, qu'est-ce qu'il est devenu?

— Oh ! celui-là, il s'est laissé faire. Et il ne faut pas demander où il a trouvé l'argent pour acheter la plus belle maison de la ville.

Désiré Misonne se mit à rire...

— C'est un malin !

Il n'avait pas d'acrimonie. On sentait bien le dédain sous l'ironie. Mais sincèrement il n'éprouvait aucun grief personnel contre l'homme qui n'avait pas choisi le sacrifice. Il demanda encore :

— Et sa femme, qu'est-elle devenue?

Personne ne parlait à Stavelot de Cécile Collinet, dont le séjour avait été si bref et avait laissé peu de trace. Il fallait avoir perdu le contact de la ville pour se souvenir d'elle. Mais Madeleine Misonne devait en savoir plus long, car elle répondit :

— Tu te souviens d'elle, Désiré? Comme c'est extraordinaire ! Eh bien ! je crois qu'on verra du nouveau de ce côté avant peu.

Ils continuèrent de deviser des gens et des choses... Les enfants s'étaient assis par terre en rond devant la flamme. L'électricité communale mal alimentée de combustible éclairait faiblement. Elle manqua tout à coup et le feu de bois fut la seule clarté dont la chambre s'emplit, laissant de grands coins d'ombre que les caprices de la bûche trouaient par intermittence. A mesure que l'heure s'avançait, le cercle lumineux se rétrécissait. Il ne fut bientôt plus qu'un halo rougeoyant autour de l'âtre dont la chaleur accumulée était toujours vive. A la faveur de ce crépuscule, Désiré et Madeleine rapprochés se tenaient étroitement enlacés. Les enfants parlaient à voix basse comme s'ils eussent compris que le bonheur si chèrement acquis était une chose fragile, mystérieuse et confidentielle.

HENRI DAVIGNON.

(*A suivre.*)

les idées & les faits

LA VIE A L'ETRANGER

REGARDS SUR L'ITALIE CATHOLIQUE

Les deux pays sur lesquels nous avons actuellement le plus grand besoin d'être renseignés sont peut-être l'Allemagne et l'Italie. La Russie lointaine, simpliste et contradictoire, l'Angleterre déformée par le chômage et le mercantilisme, les États-Unis orientés de jour en jour davantage vers le Pacifique ne nous offrent plus guère d'énigmes à résoudre, du moins d'énigmes pratiques. Mais l'Allemagne, mais l'Italie pèsent sur notre sort d'un poids actif et prochain, dont la direction reste encore à définir sur bien des points.

Des deux, et en dépit des apparences, c'est probablement l'Italie qui nous reste la plus fermée. A défaut d'information, l'Allemagne nous est connue par de très anciennes douleurs et par une méfiance éternelle. L'Italie s'applique, devant nous, à nous déconcerter tantôt du bon côté, tantôt du côté fâcheux. Cela dure depuis Solférino. Ce peuple en mouvement perpétuel nous semble un gyroscope mystérieux, dont les places de rotation esquivent toute prévision humaine.

A vrai dire ce sentiment, qui est le sentiment public, correspond trop à une thèse favorable aux erreurs officielles, pour que nous l'acceptions sans sourire et sans vérifier. Sans aller jusqu'aux affirmations de Georges Sorel qui, dans les incompréhensions franco-italiennes, accumulent toutes les ténèbres et toutes les mauvaises volontés sur la tête de la France, il est prudent de ranger à notre

passif une ignorance considérable des hommes, des mouvements, des choses d'Italie, et une méconnaissance, parfois exorbitante, des intérêts italiens. Aussi devons-nous rechercher toutes les occasions de nous informer sur ce qui se passe de notable au pays des Sforza et des Sonnino, qui est aussi le pays des Giolitti et des Nitti, des Meda et des Sturzo.

Un jeune écrivain français vient précisément de publier sur *l'Intelligence catholique dans l'Italie du vingtième siècle* un ouvrage qui n'est pas seulement le fruit de patientes lectures, mais d'observations topiques et de réflexions judicieuses. Dans une langue juste et claire, avec un souci toujours heureux de construire le logique avec le réel, un don d'explication remarquable, un sens exact de l'accessoire et du principal, Maurice Vaussard nous présente les aspects les plus curieux de cette Italie catholique, si desservie, depuis 1849, par les événements, mais qui, depuis 1919, semble vouloir rattraper à grande allure le temps qu'elle a perdu.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'évolution du catholicisme intellectuel et politique en France et en Italie. La mode n'est plus aux parallèles, et c'est grand dommage. Un parallèle soutenu des catholiques italiens et français nous révélerait bien des traits instructifs. Georges Goyau, qui a préfacé le livre de Maurice Vaussard de quelques pages fines et denses, signale ainsi tout d'abord une similitude frappante entre l'Italie de 1921 et la France de 1835. Dans l'une comme dans l'autre, « le catholicisme devient, dans l'arène des idées, une puissance d'opinion, et, dans l'arène des partis, une puissance politique ».

En 1921, une seule grande ressemblance rapproche les deux nations au point de vue religieux : des deux côtés des Alpes, on assiste à un renouveau catholique, mais là se borne le rapprochement. Par ailleurs, en effet, tout s'oppose.

La force ou plutôt la pointe agissante du catholicisme en France réside surtout dans ses intellectuels, car le troupeau des fidèles n'est point parqué dans une enceinte politique où sa puissance soit reconnaissable. En Italie, au contraire, une très haute culture n'est pas le fait des catholiques. Depuis la mort de Fogazzaro, « aucun écrivain catholique italien n'a obtenu la grande notoriété ». Cette infériorité va-t-elle disparaître? La conversion de Papini dote en effet les lettres italiennes d'un écrivain de race — et à fort tirage. Sa *Storia di Cristo*, que j'ai sous les yeux, est un gros livre de 628 pages,

assez cher, puisqu'il coûte 17 lires. Néanmoins, mon exemplaire fait partie du quarantième mille. C'est un signe que celui-là. Je ne dis rien de l'originalité de l'œuvre, qui est hors de pair.

Mais c'est une exception. Fogazzaro est mort — quelque peu discrédité par son modernisme. Toniolo est mort. Contardo Ferrini, figure de saint attachante par-dessus tout, est mort, après un labeur formidable. Borsi fut tué avant d'avoir pu produire. En dehors du cardinal Maffi et du père Gemelli, deux savants authentiques, dont la carrière mérite une attention toute spéciale, le catholicisme italien ne peut revendiquer de nos jours aucun grand nom d'intellectuel, le cas de Papini mis à part bien entendu. La fondation de l'Université catholique de Milan, que l'on célèbre ces temps-ci, est un gage plus sérieux de réforme et de progrès. Cette entreprise du père Gemelli n'est encore qu'à ses débuts. Dans trente ans, elle égalera peut-être Louvain, si elle rencontre son cardinal Mercier. Déjà elle se trouve mieux partagée, du point de vue de l'indépendance, que nos Instituts catholiques.

Pour le moment, sa destination est surtout, semble-t-il, de fabriquer des techniciens pour un parti entreprenant qui se voue d'abord au pratique et qui, sur ce terrain, ne compte guère que des réussites depuis plusieurs longues années. Si l'on se rappelle qu'avant la guerre les catholiques italiens n'occupaient tout au plus qu'une trentaine de sièges au Parlement, et que depuis 1919 les élections leur ont attribué, coup sur coup, cent puis cent sept sièges, en dépit d'une opposition forcenée de la sagesse et de la folie, des énergumènes et de certains modérés, du pouvoir et de la révolution, il est difficile de ne pas miser beaucoup sur l'avenir d'un pareil présent.

En c'est bien là le second trait par où le catholicisme politique des Italiens se distingue du nôtre, si faible, si débile en matière électorale. Les raisons de ce contraste abondent. Lisez plutôt dans l'ouvrage de Vaussard le chapitre consacré à don Sturzo et à la fondation du *Parti populaire*. C'est une de ses meilleures études. On y entrevoit une masse et des chefs, avec une physionomie sociale bien à eux, vigoureusement orientés vers un programme de changements économiques souvent considérables.

On a critiqué, souvent à bon droit, les positions occupées par les *Populaires* sur le damier social. On a dénoncé leurs outrances. Dans un pays comme l'Italie, sans bourgeoisie qui compte numériquement, on avouera très vite, si l'on veut être sincère, qu'ils pouvaient à

peine agir autrement sans risquer l'existence même de leur personnalité, en face de socialistes particulièrement audacieux. Que les prétentions rénovatrices des *populaires* fussent exagérées, nuisibles à l'équilibre de la société, l'événement n'a pas tardé à le mettre en lumière et, d'ailleurs, les avant-gardes trop téméraires ont dû se replier vers le gros de la troupe, au moment des consultations de mai. Il n'en reste pas moins que ce contact presque exclusif avec une classe sociale, plus avide d'acquérir que de conserver, donne au catholicisme italien une individualité puissante.

Cette spécialisation, ce nerf permettent au P. P., comme on dit, de développer dans toutes les directions des initiatives excessivement personnelles. En ce moment, par exemple, il n'est pas douteux que, sous l'influence de don Sturzo, secrétaire et, en fait, directeur presque absolu de la pensée politique des *Populaires*, une attitude nettement germanophile ne tende à prévaloir au sein du parti.

Au moment où j'écris cet article, on est en train, à Venise, de préparer les salles où, dans une atmosphère ultra-discrète, les principaux chefs catholiques, rassemblés pour la troisième fois en congrès, élaboreront les grandes lignes de leur politique. On s'accorde à penser qu'il sortira de ces réunions une opinion nettement germanophile et c'est là un fait singulièrement gros de conséquences, très capable à la longue d'harmoniser les éléments d'un néo-giolittisme moins simpliste que l'ancien, et qui prendrait en écharpe tous les partis depuis le fascisme jusqu'au réformisme.

Ne suffit-il pas de parcourir la presse italienne pour avoir le pressentiment du tour que prendront les discussions de Venise? Et d'abord, aucun lieu ne pouvait être plus mal choisi, cette année, que celui-là. C'est à l'ombre du Campanile que les incidents les plus douloureux pour la collaboration franco-italienne — indispensable à la santé de l'Europe — se sont produits dernièrement. A quoi bon le rappeler? Mais à quoi bon nier que les journaux français ne les ont résumés qu'avec une sorte de pudeur, bien compréhensible assurément, mais qui ne doit sous aucun prétexte nous tromper sur le sens profond de la manifestation et sa portée?

Tous les témoins oculaires ont noté que les huées — et peut-être pis que les huées — dont notre drapeau fut accueilli par des fascistes exaltés, si elles ne trouvèrent pas dans le peuple une collaboration spontanée, ne suscitèrent pas non plus ses réprobations. La foule garda une neutralité gouailleuse.

Elle traduisait ainsi fidèlement l'attitude observée par la presse. De tous les journaux italiens, un seul, il est vrai considérable, le *Corriere della Sera*, osa blâmer sans réserve les scandales de Milan et de Venise. Tous les autres invitèrent la France, non point à excuser des grossièretés irresponsables, mais à faire son *mea culpa* définitif et à changer son fusil d'épaule. Chose bizarre ! Dans les griefs relevés depuis un mois par la presse italienne, tant catholique que libérale ou socialiste, au passif de la France, on lui reproche du même train les actes les plus contradictoires, tels que le dessein d'écraser l'Allemagne et la volonté d'exercer sur l'Europe, par le moyen des accords Loucheur-Rathenau, une hégémonie économique franco-allemande !

Une fois de plus, nous saisissons là l'identité de deux mécanismes, dont l'un, l'italien, ne pourrait bien être que la copie subreptice de l'autre, qui est l'anglais.

A cet endroit de notre examen, il faut bien avouer qu'il nous conduit dans une région où l'absurde fait loi. Nous n'avons jamais dissimulé ici les erreurs de la politique française vis-à-vis de l'Italie. Mais prétendre, comme Georges Sorel dans le *Carlino*, que l'animosité italienne ne fait pas fausse route en reportant sur la France tout son dépit, c'est une gageure insoutenable. Dans le cas italien, ce qui nous embarrasse le plus, c'est ce parti pris d'exonérer de toute rancune l'auteur principal et effectif des illusions italiennes en Dalmatie et en Méditerranée, qui est la Grande-Bretagne, ou, si l'on aime mieux, M. Lloyd George et lord Curzon.

Or, non seulement la presse italienne — à la suite de quelles manœuvres, de quelles intrigues, de quel mot d'ordre? — non seulement se spécialise de plus en plus, à propos de tout et de rien, à propos même d'amitié, dans une contenance gallophobe au premier chef, mais encore elle incline l'opinion publique et le gouvernement à une politique d'association au moins momentanée avec l'Angleterre. Je reconnais volontiers ne rien comprendre à cet illogisme, même dans l'hypothèse, que j'admets, de torts français vis-à-vis de l'Italie, — mais à la suite des anglo-saxons ! L'Angleterre serait-elle considérée comme trop forte et trop orgueilleuse pour tolérer, sans riposte, les criailleries dont on nous accable?

Au lieu de s'atténuer, cet état d'esprit s'organise. Après les socialistes, après les nationalistes, après les libéraux, voici les *Populaires* qui s'y adaptent. Sans doute, peu d'entre eux connaissent ou pra-

tiquent la France. Comme tous les mouvements propagés de nos jours par la démocratie, le *partito Popolare* n'est pas un groupe où la culture française, avec ce qu'elle implique d'avantageux pour la France, fasse partie du bagage indispensable à quiconque désire diriger ses semblables. Ce fait d'ordre général s'explique en Italie par les mêmes raisons qui en rendent compte en Amérique, en Russie ou en Angleterre. Quoi qu'il en soit, il y a là pour nous une infériorité de principe qui se joint au reste pour nous sommer de prêter aux événements dont la péninsule voisine est le théâtre une attention des plus sérieuses.

Don Sturzo n'est pas allé pour rien en Allemagne ; il n'y a pas prononcé pour rien des toasts germanophiles ; ce n'est pas pour rien qu'il est l'instigateur de cette *Internationale politique* où, sous couleur de s'entendre entre démocrates, on établit le courant entre Rome et Berlin, entre Milan, Munich et Cologne. En vérité nous assistons, sans mot dire, à la genèse du seul phénomène capable de neutraliser l'aversion de Nitti et de Mussolini, en leur fournissant une espèce de palier compensateur.

Sans doute, l'hégémonie de don Sturzo commence à être mise en question, et l'on tente çà et là de contrôler, de restreindre son initiative toute-puissante. Il n'en reste pas moins le maître pour de longues années, semble-t-il. Pendant ce temps-là, les développements nécessaires s'accomplissent. Sous l'influence de manœuvriers subtils comme M. Meda, l'Italie s'achemine de plus en plus vers un ordre de désordres, si l'on peut dire, où rien ne pourra être maintenu sans la collaboration des catholiques, soit qu'ils s'allient aux libéraux, soit qu'ils se joignent aux socialistes.

N'en doutons pas, ils donneront le ton aux voix principales du chœur, quel qu'il soit. C'est pourquoi, de toutes les Italies qui se meuvent péniblement, fièrement ou sauvagement, de Trente à Palerme, l'Italie catholique est peut-être la plus intéressante et la plus digne d'être comprise par la France.

On n'y a guère essayé jusqu'à présent. Pourtant la besogne serait tentante. Dans un chapitre final, Maurice Vaussard fait là-dessus d'excellentes réflexions, dont certains termes appelleraient sans doute des réserves de forme, mais qui, dans l'ensemble, sont exacts :

« Le grand problème d'une entente internationale qui permette un développement pacifique de la civilisation, dit-il notamment, dépend pour une large part de l'accord profond qui pourra s'établir

entre catholiques français et italiens. Tenus longtemps à l'écart des affaires publiques et en suspicion dans les milieux intellectuels comme parmi les masses, nous voyons aujourd'hui des deux côtés des Alpes des catholiques militants apparaître nombreux au Parlement, inspirer les principaux courants de pensées, occuper dans la nation une place d'autant plus importante qu'autour d'eux se concentre nettement la résistance aux forces de désagrégation sociale que la guerre a exaspérées. Avec une intensité et sous des formes diverses, le même phénomène se reproduit, d'ailleurs, dans d'autres États européens et justifie l'effort d'organisation et de coordination qui préoccupe actuellement tant de catholiques de tous pays. Mais l'on peut affirmer que le succès de ces tentatives dépendra essentiellement de la liaison plus ou moins étroite qui s'établira entre les aspirations catholiques françaises et italiennes. *L'Italie*, en effet, par sa position privilégiée vis-à-vis de la papauté, parce qu'elle est avec la France la nation qui compte le plus grand nombre de catholiques, et parce que son orientation politique en fait l'intermédiaire naturel entre les catholiques alliés et les catholiques de l'Europe centrale, *aura dans la paix à remplir un rôle plus important encore que dans la guerre.* »

Voilà bien défini un des axes principaux de l'Europe politique. Nous devrons veiller jalousement à ne pas le laisser fausser.

René Johannet.

Le partage de la Haute-Silésie.

En acceptant le rôle d'arbitre dans le procès de la Haute-Silésie, la Société des Nations devait prévoir qu'elle ne réussirait point à contenter tout le monde, et même, pour être tout à fait sage, il lui fallait s'attendre à ne contenter personne.

C'est bien ce qui est arrivé. Les Polonais feront sans doute un effort de résignation. Ils savent trop de quelles préventions sont affectés contre eux la plupart des hommes d'État européens pour ne pas s'interdire sévèrement tout recours à la violence. Il est trop évident d'ailleurs que le jugement intervenu est sans appel et qu'il n'y a plus rien à gagner à un coup de force. Une nouvelle insurrection Korfanty ne semble pas probable. Il s'en faut cependant de beaucoup que le sentiment public polonais soit satisfait d'une solution qui le blesse, au contraire, en des points très sensibles.

Et, d'abord, la Pologne n'abandonnera pas sans douleur au joug

allemand des territoires de peu de valeur mais presque uniquement peuplés de paysans polonais, comme ceux de Tost et de Gross-Strehlitz. Ces paysans ne peuvent songer à émigrer. Ils sont liés au sol. Ce n'est pas sans raison qu'ils tremblent à la pensée d'être soumis à l'Allemagne et que leurs frères de race tremblent pour eux. On a pu voir, par les excès commis à Kreuzburg ou à Rosemberg, quelle âpreté prennent ces menues tragédies rurales où les représailles de l'élément germain vont couramment jusqu'à l'assassinat. Les dispositions juridiques prises pour protéger les minorités demeureront toujours vaines au village, où la persécution prend aisément mille formes et se renouvelle quotidiennement. La voix des victimes se perdra dans le vide des campagnes. On se gardera naturellement des massacres en masse et des exactions trop publiques. Les paysans fidèles à la Pologne subiront au jour le jour un martyre discret que les grandes puissances ne pourront pas empêcher, qu'elles ne connaîtront même pas.

Mais ce douloureux résultat du partage de la Silésie était parfaitement prévu et reconnu inévitable. Dès le lendemain du plébiscite, les Polonais les plus exaltés se rendaient compte qu'il faudrait bien laisser à l'Allemagne une grosse portion du territoire plébiscitaire et, par conséquent, d'importantes agglomérations polonaises. La ligne Korfanty elle-même accordait aux Allemands des régions où l'élément polonais est fortement représenté, comme, par exemple, la campagne d'Oppeln. Or, cette ligne Korfanty, réclamée par la propagande de Beuthen et de Varsovie comme un minimum irréductible, personne ne se flattait vraiment de l'obtenir. Connaissant les dispositions de l'Angleterre et de l'Italie, soit de deux arbitres sur trois, Korfanty lui-même savait bien que ses exigences, pratiquement, n'étaient point réalisables. Dans le fond de son cœur, il avait fait son deuil, tout comme le gouvernement de Varsovie, non seulement de Tost et de Gross-Strehlitz, mais encore de Gleiwitz, si important par la concentration de ses voies ferrées, de ses docks et de ses quais d'embarquement, Gleiwitz, véritable capitale du bassin industriel et dont il était trop clair, dès le début, qu'elle n'échapperait pas à l'Allemagne.

Oui, la Pologne était préparée à de gros sacrifices, mais il est cependant deux points au moins, sur lesquels la « recommandation » de Genève lui apporte une déception qu'elle avait, jusqu'à la fin et malgré tous les indices défavorables, espéré se voir épargner.

La Pologne tenait passionnément à la possession du district de Zabrze (Hindenburg). L'industrie polonaise souffre cruellement du

manque de coke. Seul Zabrze pouvait lui fournir de quoi assurer son indépendance. Il n'y a pas d'autre réserve de coke appréciable dans toute la Haute-Silésie ni nulle part ailleurs en Pologne. En outre, Zabrze est un pays foncièrement polonais et le sentiment de race y est singulièrement vif. La majorité allemande acquise grâce au vote des émigrés, des fonctionnaires, des commerçants, tous Haut-Silésiens d'occasion, n'y a pas atteint 2 pour 100. La perte définitive de Zabrze est pour la Pologne un coup extrêmement dur.

L'attribution de Beuthen entrait aussi dans le strict minimum de ses exigences. On y a décompté une majorité allemande, mais les faubourgs immédiats, qui ne font qu'un avec la ville, comme Rosberg (22 000 habitants) qui ne diffère pas plus de Beuthen que Belleville de Ménilmontant, ont voté nettement polonais. Sans doute peut-on comprendre que la Société des Nations ait voulu, en mettant dans un lot Beuthen et dans l'autre Kattowitz, donner aux deux parties une importante cité-frontière, un bastion ; mais, placés en face d'un choix, les Polonais eussent sans doute préféré Beuthen et, contraints à un sacrifice, lâché Kattowitz avec moins de rancœur.

On voit combien le partage proposé déçoit les espérances polonaises. Et nous ne parlerons pas, puisque la solution demeure pendante, de la servitude économique que l'on prétend imposer aux régions détachées de l'Allemagne.

Malgré toutes ces graves réserves, la décision de la Société des Nations apparaît à tous les yeux comme un gros succès polonais. Les Allemands n'en reviennent pas. Ils vivaient depuis deux mois en pleine quiétude là-dessus. Ils comptaient fermement sur l'engagement formel qu'avait pris lord d'Abernon de leur faire attribuer en totalité le bassin industriel. La perte de Königshutte, centre de la production métallurgique, plus propre que tout autre district silésien à une intense fabrication de guerre, leur est par-dessus tout cruelle. Ils observent en outre que la nouvelle frontière, en cas d'hostilités, placerait leurs mines et leurs hauts fourneaux dans une situation stratégique singulièrement précaire et, pour tout dire, radicalement intenable. Ils s'estiment volés.

On sait comment la promesse de l'Angleterre leur fut faite au mois de mai dernier. Elle fut la riposte de la finance britannique à la politique de Wiesbade, engagée dès le mois d'avril, si elle ne devint publique qu'en juillet.

Quand les puissants groupes français qui disposaient pratiquement chez nous du pouvoir politique, et même militaire, voulurent imposer de gré ou de force au monde des affaires allemand leur colla-

boration en évinçant leurs concurrents anglais des positions prises, ceux-ci se débattirent énergiquement. C'est à cette époque qu'ils assurèrent à l'Allemagne, ou plus exactement à Hugo Stinnes, le maintien dans le Reich de tout le bassin haut-silésien.

Aux yeux des Allemands, la promesse anglaise suffisait, car ils ne doutaient pas que l'Angleterre ne fût effectivement la maîtresse du monde. La « recommandation » de Genève, malgré tous les correctifs qu'elle comporte, s'est abattue sur leurs illusions comme un coup de massue. Elle doit avoir des conséquences d'ordre politique considérables.

Avouons-le, de la façon dont les choses étaient engagées elle représente pour nous quelque chose d'inespéré. Si injuste soit-elle encore, si dangereuse peut-être pour notre sécurité, elle est meilleure que ne l'attendaient les gens initiés aux dessous de la situation.

Nous avions, en effet, accumulé les fautes. La première, et la plus grave, fut d'accepter le principe même du plébiscite. Et nous trouvâmes encore moyen d'aggraver cette erreur initiale en cédant point par point quand il fallut régler les modalités du scrutin.

Les conditions adoptées favorisaient uniquement l'Allemagne qui bénéficiait d'avance, dans cette lutte, d'avantages énormes. Le résultat montra combien nous nous étions laissé jouer. Sept cent mille voix allaient à l'Allemagne, contre 475 000 à la Pologne, dans un pays où les statistiques allemandes elles-mêmes font apparaître un élément polonais de plus de 66 pour 100 de la population.

Mais ces conditions insensées, nous y avions donné notre signature. Il n'y avait plus à les remettre en question. Nos hommes d'affaires, ayant contrecarré leurs rivaux anglais et hérissé contre nous toute la Grande-Bretagne, il était puéril d'espérer que celle-ci se rendrait à des considérations d'équité, qu'elle accepterait de quitter le terrain du droit strict et de tenir compte de l'injustice inhérente aux conditions du plébiscite, conditions qu'il n'était plus temps de contester après coup.

Lorsqu'il s'agit d'interpréter les chiffres sortis de ce plébiscite et de les mettre en application, un malheureux flottement se produisit dans le camp français. Le général Le Rond, homme très remarquable, mais trop confiant en son pouvoir de persuasion, proposa une frontière qui ressemblait étrangement à la ligne Korfanty. Répétons qu'en équité il avait raison. Mais devant la mauvaise volonté de l'Angleterre (liée par des engagements précis), devant l'hésitation de l'Italie, cette ligne de justice supérieure, défendable uniquement par des raisons de sentiment et de haute moralité, ne

pouvait être maintenue, car nos alliés ne voulaient entendre parler que de chiffres et s'accrochaient inébranlablement aux données sorties des urnes. Nous essayâmes alors de défendre en droit strict une solution qui, juridiquement, n'était pas soutenable.

Il y avait bien un second représentant de la France, en Haute-Silésie, un diplomate intelligent, M. Ponsot, qui comprit tout de suite combien notre situation était fausse et qui préconisait une méthode toute différente. Il conseillait de réserver nos arguments de droit pour la défense d'une ligne minima, rigoureusement inattaquable, que nous ne pouvions abandonner sous aucun prétexte. Cette ligne de repli, si l'on peut dire, parfaitement solide et bien établie, défendue par une argumentation prête à jouer contre toute attaque, il nous devenait loisible, avant de la démasquer, d'essayer d'obtenir mieux par des raisonnements d'un autre ordre et en faisant appel aux sentiments de loyauté de nos partenaires.

Malheureusement, M. Ponsot ne fut pas écouté. On s'obstina sans profit, et même à grand dommage, sur des positions impossibles à tenir. Cette maladresse permit à nos calomniateurs de nous accuser de prestidigitation. Repoussés de la ligne Le Rond, après nous être donné dans la discussion des torts apparents, nous ne pouvions plus nous accrocher à la ligne Ponsot.

Ainsi nous risquions de tout perdre. La Pologne, notre amie et notre protégée, allait se voir priver de ce que la plus sévère arithmétique commandait de lui attribuer. Outre le dommage intrinsèque que signifiait pour nous une pareille solution, nous avions encore à subir une ruineuse diminution de prestige. Nous offrions au monde non seulement le spectacle de notre impuissance à faire triompher notre point de vue, mais encore nous lui laissions l'impression que nous avions sophistiqué les faits et les chiffres et c'était l'Angleterre qui, en offrant à la Pologne un territoire de 185 000 électeurs à peine pour 475 000 voix polonaises, contre un territoire de 980 000 électeurs à l'Allemagne pour 700 000 voix allemandes (dont 200 000 voix d'émigrés), c'était l'Angleterre qui se donnait des airs de juge honnête et faisait une mine scandalisée.

Ce n'est pas la première fois que, depuis l'armistice, le dossier français est plaidé tout de travers. Il ne faut pas imputer la longue suite de nos déboires à la seule astuce de nos partenaires, mais bien souvent à la désastreuse insuffisance de nos avocats. On devra trouver le courage, quelque jour, de donner certaines précisions sur des défaites françaises comme celle du 13 août, pour ne point chercher d'autres exemples. Ainsi en sommes-nous réduits à regarder comme une bonne fortune le fait que la Société des Nations se soit inclinée

devant la force des chiffres et qu'elle ait réparé dans une certaine mesure notre échec au Conseil suprême.

La « recommandation » à laquelle elle s'est arrêtée n'a point le caractère d'une mesure de conciliation entre deux rivaux, obtenue par concession mutuelle. Elle ne coupe pas la poire en deux. Elle a jugé selon le droit, condamnant l'inadmissible thèse anglaise. Elle n'a pas accepté d'interpréter les chiffres selon des données morales, comme la vraie justice l'eût exigé — et comme nous eussions peut-être amené les Anglais à le faire, sans la politique de Wiesbade. Mais elle a consacré la légitimité de cette ligne Ponsot qui représentait l'irréductible minimum de la thèse française et en même temps, hélas ! notre seul espoir raisonnable, le traité étant fait comme il l'a été.

Cette décision sera pour nous bonne ou mauvaise selon le parti que nous saurons en tirer. L'Allemagne crie qu'on l'écorche. Tant mieux ! Ses gémissements devraient être doux à nos oreilles, car il est permis d'y voir un gage de paix.

La solution adoptée à Genève arrive fort à propos pour lui démontrer qu'elle n'en est pas encore où elle pensait, qu'il ne lui suffit pas d'acheter la complicité de la haute banque anglaise pour manœuvrer librement dans le monde, que nous ne sommes pas encore asservis tout à fait, que la vérité et le bon droit gardent une force considérable et qu'elle ferait bien, tout pesé, de se tenir plus sage. L'Allemagne s'aperçoit, et elle enrage, que (pour ne point parler de notre amie la Belgique) l'Espagne, la Chine et le Brésil, peu suspects de vouloir nous favoriser ou de marcher à notre remorque, nous ont donné raison quand nous avions raison, malgré tous les marchandages savamment conduits par Stinnes. L'Allemagne comprend malgré ses cris que le traité de Versailles, jusqu'à remaniement accepté par toutes les parties contractantes, garde force de loi aux yeux de l'univers civilisé.

Si pourtant elle ne digérait point l'enseignement qui se présente à elle, si sa colère demeurait la plus forte, nous aurions tout à y gagner. C'est de l'intempérance de langage et de la témérité de ses revanchards avoués que nous devons tout attendre. En réagissant brutalement, l'Allemagne rajeunirait elle-même son discrédit, et ceux de nos alliés qui sont le plus enclins à la favoriser et à traiter de chimères nos appréhensions, connaîtraient à leur tour que nous avons raison.

Mais il faut que nous soyons fermes, car la décision de Genève va servir de prétexte à de nouveaux assauts allemands contre notre créance. L'Allemagne, qui n'a jamais accepté l'idée de payer et dont

tous les engagements, pris sous la menace de nos baïonnettes, n'ont jamais tendu qu'à gagner du temps, ne peut manquer de saisir l'occasion. Elle va, pour le moins, exploiter sa déconvenue et réclamer en compensation certains allégements. Déjà cette thèse inadmissible rencontre des adhésions en Angleterre, en Italie et même en France. Nous devons nous raidir contre cette politique d'abandon.

L'affaire de Haute-Silésie nous a prouvé, mieux que toute autre, combien la plus minime concession est désastreuse. Chaque pas en arrière est définitif et en entraîne d'autres. Dans les discussions internationales où s'élabore peu à peu le nouvel équilibre de l'Europe, nous n'obtiendrons jamais plus que notre dû, tel que l'enregistrent des accords écrits. On ne nous fera jamais grâce des réductions que l'on nous aura une fois arrachées. Mais aussi, la preuve vient d'en être faite à Genève, nous serons toujours très forts quand nous nous « cramponnerons » aux textes. Le traité de Versailles n'est pas bon, mais c'est une raison de plus pour ne point le laisser mutiler. Il garde sa force. Sur bien des points il nous donne des droits qui doivent jouer, qu'il ne dépend que de notre énergie de faire jouer. Il n'est au pouvoir d'aucun d'Abernon de faire de cette charte un chiffon de papier.

Tant que, de bonne grâce ou à leur corps défendant, nos associés seront contraints de reconnaître la légitimité de notre point de vue, l'Allemagne, sans courir au suicide, sera hors d'état de s'insurger.

Seulement, il y a une condition première, c'est que notre gouvernement soit aussi résolu que toute la nation à exiger tout notre dû, toujours et partout, et rien que notre dû, c'est qu'il ne flotte pas au gré des événements, cédant un jour avec l'espoir de reprendre le lendemain ce qu'il a lâché la veille, mol ou ferme alternativement au gré des intermittences de notre politique intérieure, c'est que, sur chaque point, il se fixe des positions solides, après étude réfléchie, et qu'il n'en bouge plus, c'est qu'il sache ce qu'il veut et qu'il sache vouloir, c'est qu'il sache ce qu'il peut et qu'il sache pouvoir.

La Société des Nations est toute jeune encore, elle garde une charmante candeur ; elle a des scrupules, mais il y a trop de raisons de craindre que cette pudeur ne dure pas. Elle perdra vite son duvet. Dans l'affaire de Haute-Silésie, elle n'a pas osé violer le droit. L'aplomb et le cynisme lui viendront et nous verrons bien vite cette jouvencelle muée en audacieuse matrone. Les choses ont relativement bien fini ce coup-ci, ne nous y fions pas trop pour l'avenir, même prochain.

On ne doit jamais compter que sur soi... que telle soit notre devise.

ÉDOUARD HELSEY.

L'Angleterre, Héligoland et le Hanovre.

La presse allemande suit avec une attention chaque jour grandissante deux problèmes de politique intérieure qui lui paraissent d'autant plus graves qu'elle croit discerner dans leur développement l'intervention ou tout au moins l'influence de l'étranger. Elle accuse l'Angleterre de favoriser à Héligoland et au Hanovre une campagne d'opinion dirigée contre la domination prussienne.

On sait que, moyennant certaines compensations coloniales, l'Angleterre a cédé Héligoland à l'Allemagne en 1890. Le traité de cession garantissait à la population le maintien de ses anciens droits. Cette clause a toujours donné lieu à des conflits assez vifs ; incorporés à la Prusse, administrés sans douceur, les Héligolandais ne cessèrent de protester contre l'application qu'on leur fit des lois générales allemandes. Une prospérité économique soudaine, les profits que leur procurait la station balnéaire établie après l'annexion empêchaient cependant que leur opposition prît une allure agressive. Mais la guerre a ruiné l'île ; la station balnéaire est détruite ; les habitants, évacués en 1914 sur le continent où ils ont trouvé péniblement à vivre, réclament en vain les indemnités qu'on leur avait promises ; rien ne vient plus atténuer un mécontentement que les socialistes, maîtres du gouvernement prussien en 1919 et 1920, ont d'ailleurs attisé comme à plaisir en pratiquant une politique de centralisation brutale. Aussi, depuis deux ans, les incidents se sont succédé. Deux surtout sont dignes de remarque. Ce fut d'abord le refus d'accepter le régime nouveau (suffrage universel sans conditions de résidence) introduit en Prusse pour les élections communales : la démolition des fortifications, prescrite par le traité de Versailles, a rassemblé dans l'île un nombre important d'ouvriers qui, s'ils avaient eu droit de vote, auraient imposé leur volonté aux indigènes ; après de longues discussions, un compromis fut adopté qui laisse aux Héligolandais authentiques une prépondérance atténuée. Ce fut ensuite la proclamation de la grève fiscale : sous l'administration britannique, Héligoland, considéré comme colonie, ne versait à la métropole aucune redevance. Arguant de cet « ancien droit », la population s'abstient d'acquitter les impôts sur les revenus créés depuis l'armistice soit par la Prusse, soit par le Reich ; ici pas de compromis, à l'heure actuelle la lutte se poursuit sans que se manifeste d'un côté ni de l'autre le moindre désir de conciliation.

On n'aurait vu là qu'un témoignage de plus du malaise qui règne

en Allemagne, si la *Gazette de Voss* n'avait consacré à ces difficultés quelques articles sensationnels. Elle affirme qu'en 1919 les Héligolandais ont adressé à la Société des Nations, qui n'a pas répondu, une pétition pour réclamer leur indépendance ; qu'ils ont sollicité et obtenu l'intervention de l'ambassadeur d'Angleterre dans l'affaire du statut électoral ; que le Comité dit des 62, qui dirige la résistance fiscale, est en relations étroites avec la commission militaire anglaise chargée de surveiller le démantèlement ; que l'ingénieur en chef de l'Amirauté britannique, visitant l'île au mois de juillet, accompagné d'une suite nombreuse d'officiers et de journalistes, et plusieurs membres du Parlement qui vinrent après lui ont encouragé la population à tenter une seconde démarche auprès de la Société des Nations. La *Gazette de Voss* s'est fait une spécialité des attaques contre l'Angleterre et ses révélations sont par conséquent suspectes. On doit remarquer cependant qu'elles n'ont reçu aucun démenti et qu'elles semblent même confirmées par les commentaires d'une partie de la presse anglaise. En tout cas, elles ont trouvé un écho puissant dans l'opinion allemande. Et d'autant plus que des événements parallèles au Hanovre suggèrent eux aussi de curieuses réflexions.

Le Hanovre, vaincu par la Prusse, annexé par elle en 1866, a conservé vivant le souvenir du temps où il était un État souverain. Depuis la défaite et la chute des Hohenzollern, ces sentiments ont pris une vigueur nouvelle ; le parti guelfe, fidèle à l'ancienne maison régnante, mène une propagande active ; son chef, le député Hagemann, inscrit dans son programme le morcellement de la Prusse et la création, dans le cadre du Reich, d'un État de Basse-Saxe qui, s'étendant de l'Elbe à la Weser, engloberait Hambourg et Brême. Dès 1919, pendant les négociations de paix, le premier bourgmestre de Hanovre, Leinert, social-démocrate, maintenant président du Landtag de Prusse, qui se trouvait à Versailles, reçut des groupements guelfes mission de soutenir auprès des Alliés l'idée de cette création. En 1920, lors du coup de force de Kapp, le même Leinert fut sollicité d'accepter le gouvernement d'une république hanovrienne qui fut tout près d'être proclamée. Aujourd'hui, s'étant aperçus que les socialistes trompaient leur confiance, les guelfes s'unissent aux catholiques pour demander l'application des articles 18 et 167 de la constitution de Weimar ; ces articles prévoient « la répartition du Reich en différents pays » si les populations intéressées en expriment le désir par un plébiscite, ils fixent au 14 août 1921 le jour à partir duquel ce droit pourra s'exercer. Le danger pour la Prusse n'est pas grand : il faut en effet, pour que le plébiscite ait

lieu, qu'un tiers des électeurs signent la pétition préalable; or, aux élections d'avril 1921 dans la province du Hanovre, les guelfes ont obtenu 405 000 voix contre 246 000 aux populaires, 119 000 aux nationaux, 78 000 aux démocrates, 570 000 aux socialistes; même avec l'appoint des démocrates et d'une fraction des socialistes, il leur sera difficile de remplir les conditions imposées par la loi, en tout cas de rassembler une majorité. Mais, comme le fait observer la *Gazette de Francfort*, la tentative et ses résultats probables sont inquiétants non pas tant par eux-mêmes que par l'exemple qu'ils donneraient à d'autres régions, Rhénanie, Palatinat, Schleswig. Aussi le ministre de l'Intérieur d'empire, Gradnauer, a-t-il essayé de détourner le coup en convoquant les chefs de parti de l'Allemagne entière pour les prier de renoncer d'un commun accord, au moins provisoirement, à se prévaloir de l'article 18; appuyés par les autonomistes rhénans et par le parti catholique bavarois, les Hanovriens ont refusé; ils annoncent leur intention de se mettre en campagne aussitôt que sera réglée l'affaire de Haute-Silésie.

La presse accueille cette nouvelle par une explosion de colère; pour une fois *Vorwärts* et *Tägliche Rundschau* expriment un avis semblable, ils n'hésitent pas à parler de haute trahison. Les guelfes ne rappellent-ils pas volontiers que la famille royale d'Angleterre est originaire du Hanovre? N'ont-ils pas envoyé des députations à Londres et à Coblence? Au mois de mai, tandis qu'ils tenaient à Harburg leur assemblée générale, n'ont-ils pas déployé le drapeau britannique? D'où provient leur audace, qui leur inspire l'idée de s'annexer Hambourg, quelle est la source des sommes évidemment considérables qu'ils dépensent pour leur propagande? Les accusations contre l'Angleterre sont à peine dissimulées. Exactes ou non, elles révèlent en Allemagne un état d'esprit assez neuf. Jusqu'à présent, la France seule était soupçonnée de conspirer contre l'unité du Reich. Il était vraiment temps que ce privilège fût partagé.

PIERRE BRAUN.

LES LETTRES

L' « EXPATRIÉ » DE M. ANDRÉ THÉRIVE

L'*Expatrié* de M. André Thérive, *l'Entrepreneur d'illuminations* de M. André Salmon, *les Abeilles mortes* de M. Léon Lafage, voilà trois romans parus ces derniers mois, qui nous paraissent indiquer assez exactement trois tendances différentes de nos jeunes romanciers.

Le genre de *l'Expatrié* n'est pas, en réalité, très nouveau. Ce roman nous fait penser à *Adolphe* de Benjamin Constant. Mais ce qui fait son originalité, c'est que tandis qu'*Adolphe* est l'histoire intime d'un amour, dans *l'Expatrié*, au contraire, l'amour ne joue, pour ainsi dire, aucun rôle ; c'est tout au plus si nous assistons au couchant d'un lamentable amour qui s'éteint, et ce n'est pas le vrai sujet.

Considérez l'accent de ces quelques lignes d'introduction du roman de M. André Thérive ; elles vous donnent assez celui de son petit livre, guère plus pesant qu'*Adolphe*, et sur lequel je ne serais pas surpris que l'on revînt aussi quelque jour :

Cette histoire est déjà d'hier, mais d'un passé si proche qu'il pourrait offenser et les amis de notre héros et ses ennemis, qui sont la foule. Est-il nécessaire de révéler de telles défaillances? Cet homme fut châtié justement d'avoir manqué à son devoir dans le temps qu'il s'agissait du sort des nations. Subit-il au contraire la peine de n'avoir pas eu jusqu'au bout le courage utile aux révoltés?

Cela importe peu. Il n'y eut pas chez lui, j'imagine, de vices du cœur, et ce sont les seuls qui répugnent. Pour le reste, ce n'est pas à nous de juger s'il fut responsable de mal penser, ou de penser seul. Beaucoup seront d'accord pour le plaindre. Les adversités, le mal physique, en voilà assez pour faire considérer sans haine celui que la raison désavoue, fût-ce même la raison civique.

Lisez maintenant ce fragment de la « Lettre à l'éditeur » qui termine *Adolphe :*

Le malheur d'Ellénore prouve que le sentiment le plus passionné ne saurait lutter contre l'ordre des choses. La société est trop puissante, elle se reproduit sous trop de formes, elle mêle trop d'amertumes à l'amour qu'elle n'a pas sanctionné ; elle favorise ce penchant à l'inconstance, et cette fatigue impatiente, maladie de l'âme, qui la saisissent quelquefois subitement au sein de l'intimité. Les indifférents ont un empressement merveilleux à être tracassiers au nom de la morale, et nuisibles par zèle pour la vertu ; on dirait que la vue de l'affection les importune, parce qu'ils en sont incapables ; et quand ils peuvent se prévaloir d'un prétexte, ils jouissent de l'attaquer et de la détruire. Malheur donc à la femme qui se repose sur un sentiment que tout se réunit pour empoisonner, et contre lequel la société, lorsqu'elle n'est pas forcée à le respecter comme légitime, s'arme de tout ce qu'il y a de mauvais dans le cœur de l'homme pour décourager tout ce qu'il y a de bon !

L'accent est le même. C'est que les deux sujets sont dans le fond identiques. Dans *l'Expatrié* comme dans *Adolphe* il s'agit bien d'êtres en lutte avec la société, mais les circonstances de leur drame intérieur sont différentes. Dans *Adolphe*, Benjamin Constant a entendu exprimer tout ce que certaines liaisons de hasard peuvent avoir de douloureux pour deux êtres dont la raison n'approuve pas le cœur. Ceux-ci ne connaissent jamais la pleine satisfaction. Asservis à une situation que sa fausseté rend pénible, ils subissent l'affreux tourment de s'acharner l'un à l'autre, en demeurant enchaînés. Dans *l'Expatrié*, M. André Thérive nous montre tout ce qu'a pu entraîner de douloureux, de faux et de pénible pour l'écrivain français Taillandier qui s'est réfugié en Suisse pendant la guerre, d'être entré en lutte avec la société, pour n'avoir pas consenti à demeurer avec sa nation dans le moment où il aurait dû en être plus que jamais solidaire. Comme Ellénore d'*Adolphe* souffre d'autant plus d'être déclassée qu'elle se sent la plus noble des déclassées, et a, à cause de cela même, d'autant plus conscience de son déclassement, Taillandier souffre d'autant plus d'être dénationalisé et en a d'autant plus conscience, qu'il se trouve être un dénationalisé

à l'esprit aussi noble que possible. A la fin de l'ouvrage, nous le voyons, comme l'Ellénore d'*Adolphe*, sur le point de mourir. Lui aussi est atteint d'une maladie de l'âme. Il mourra dans l'atmosphère méphitique d'un amour indigne de lui qui jette de dernières lueurs. Il connut autrefois l'amour et toutes ses ardeurs, en la compagnie d'une femme qui se disait, elle aussi, sans nation, et qu'il a retrouvée en Suisse, épouse d'un officier autrichien. Il apprendra sur son lit d'agonie que le fils de cette femme, Michel, est son enfant ; plus d'une fois, il a surpris, en lui, un ennemi de sa patrie dont il avait entrepris de se détacher et à laquelle il se sent de plus en plus lié, à mesure qu'il est trop tard. N'a-t-il pas appris aussi que ses théories ont fait le malheur d'Albert, son neveu, qui, étant officier, n'a pas su arrêter une rébellion de ses hommes en présence de l'ennemi. Cassé de son grade, replacé comme simple soldat dans un régiment de coloniaux, il a été tué quelques mois plus tard ; il a laissé une femme qu'il n'avait pas voulu épouser pour éviter le lien social ; ainsi Taillandier se dit qu'un être de plus va se trouver malheureux, et ce sera indirectement par lui. Peu à peu, il se rend compte que ses idées, qu'il croyait si favorables à l'ennoblissement de l'humanité, ne sont qu'inhumaines.

Ce drame tout intérieur se déroule à Berne et dans un sanatorium, au milieu de dénationalisés comme lui, auxquels se mêlent des espions et des traîtres, ce qui fait de ce monde une sorte d'enfer. Comme ce Taillandier a plus d'un point commun par le caractère avec le héros de Benjamin Constant ! Mais l'action plus vaste à laquelle il est, malgré lui, mêlé, permet mieux de discerner les ardeurs dévastatrices de son intelligence qui avaient cru qu'elles pourraient purifier, ses doctrines qui voulaient être généreuses et qui empoisonnent, tandis que ses poussées d'enthousiasme n'aboutissent qu'à répandre autour de lui l'atonie et le découragement. Il est comme Adophe un esprit blasé dont les sentiments autant que les affections ont été desséchés par un souffle aride venu on ne sait d'où, et de plus, il souffre d'une déchéance corporelle. Mais alors que Benjamin Constant avait pu se contenter, dans *Adolphe*, de nous montrer, d'une plume habile à fixer les impressions intérieures les plus fugitives et les plus contradictoires, deux êtres aux prises à leurs déchirements, dans *l'Expatrié*, nous sommes déçus de ne point trouver une peinture plus complète de l'enfer des sans-nation et des traîtres où se plonge Taillandier. Nous souhaiterions alors plus de couleur et moins de dessèchement,

une peinture plus vivante, une psychologie moins abstraite, des personnages plus éclairés, plus dessinés, qui grouilleraient pour former un monde moins uniformément grisâtre.

Mais cela dit, ce qui ne fait pas moins le grand mérite de ce petit roman, c'est qu'une vie supérieure l'anime ; comme dans les meilleurs livres, il faut en aller chercher dans l'arrière-fond le vrai sujet ; et, si différents que puissent paraître les sujets apparents *Adolphe* et *l'Expatrié* répandent la même lumière.

L'Expatrié mérite de prendre rang à la suite de ces romans intimes parmi lesquels il faut compter *René*, *Volupté*, *Adolphe*, *Lélia*, *Fanny*, *Dominique*, plus récemment *la Maîtresse servante* des frères Tharaud, *Laure* du si regretté Clermont dont une dernière œuvre posthume vient de paraître, *Passage de l'Aisne*, qui serait bien faite pour aviver encore nos regrets s'il en était besoin ; plus récemment encore, *Valentin* de M. Émile Henriot. Ce genre de romans aura occupé une place importante au cours du dix-neuvième siècle et au commencement du nôtre. Mais toutes ces œuvres ne font jamais que tourner autour de l'unique amour, tandis que c'est dans l'intimité intellectuelle d'un personnage particulier à un des moments les plus tragiques du monde que nous fait pénétrer le roman de M. André Thérive ; c'est là son originalité. Je disais, tout à l'heure, que *l'Expatrié* et *Adolphe* se rapprochaient par leur fond véritable au delà des apparences, mais nous trouvons aussi dans *l'Expatrié* un cachet analogue d'élégance, le même souci de distinction achevée. Il arrive qu'un souffle de poésie passe sur son desséchement voulu ; c'est le cas de nous souvenir que M. André Thérive s'est révélé poète, avant de se montrer romancier, dans le même moment qu'il s'affirmait un critique dont l'intelligence excelle à l'analyse, qui a le souci du goût, l'amour de la sobriété, le culte de la belle langue. C'est un écrivain, jeune par l'âge puisqu'il a à peine dépassé la trentaine, qui n'aura connu ni l'enfance balbutiante, ni l'adolescence souvent trouble de trop nombreux hommes de lettres d'aujourd'hui ; il a atteint tout de suite, dans les domaines les plus divers, à une sorte de maîtrise. Je ne serais pas surpris que ce jeune universitaire nous annonçât un nouveau Jules Lemaître qui aurait eu, dès ses débuts, l'avantage d'être mêlé au mouvement des jeunes générations.

Georges Le Cardonnel.

L'HISTOIRE

LE PROCÈS DE JEANNE D'ARC

Le procès de condamnation de Jeanne d'Arc est, à juste titre, un des documents les plus célèbres de notre histoire. Il nous fait connaître une cause qui a gravement scandalisé la conscience humaine, en même temps qu'il nous révèle la vie de Jeanne par ses traits les plus véritables et les plus touchants. Les chroniqueurs contemporains ont peu connu notre héroïne nationale : les clercs dévots n'ont vu en elle qu'un exemple édifiant ; les écrivains bourguignons, qu'une ribaude et une ennemie ; les Anglais, qu'une sorcière et une magicienne ; les écuyers, ses compagnons, qu'un bon et dur soldat. C'est seulement par les comptes rendus du procès que nous pouvons nous faire d'elle une idée à peu près exacte. Ces différentes pièces — acte d'accusation, lettres, interrogatoires, réponses, sentences — ontété publiées vers 1840 par Jules Quicherat, mais son admirable recueil est aujourd'hui fort rare et fort peu accessible au public. Tous les textes qu'il contient sont rédigés en latin, langue jadis commune à tous ceux qui pensaient, mais qui, il faut bien le dire, est de moins en moins familière à la généralité des hommes.

Avec beaucoup de raison et d'à-propos, M. Pierre Champion a jugé qu'il y avait là une lacune à combler. Il a préparé une nouvelle édition du Procès, avec une traduction française, une notice critique, une introduction explicative et des notes. M. Pierre Champion est un des hommes de France qui connaissent le mieux l'histoire et la littérature du quinzième siècle. C'est dire que nous trouvons dans son

travail, sous la forme la plus accueillante et la plus simple, toutes les qualités possibles de science et d'érudition, tout le luxe de commentaires que peut désirer un lecteur attentif ou curieux.

*
* *

Jeanne fut faite prisonnière devant Compiègne le 23 mai 1430, à 6 heures du soir. Elle était arrivée dans la place le matin même pour secourir le vaillant capitaine Guillaume de Flavy assiégé depuis quelques jours par les Bourguignons. Six mois après, Jean de Luxembourg et le bâtard de Vandamme la livraient aux Anglais, qui, tout aussitôt, cherchèrent un biais pour la faire périr légalement. Ce fut l'Université de Paris qui trouva le procédé d'un tribunal d'Église. C'était en vérité une idée merveilleuse : une condamnation prononcée par des juges ecclésiastiques aurait un immense retentissement sur le clergé, même sur celui qui demeurait fidèle au roi de Bourges ; Charles VII serait atteint comme complice d'une hérétique. Enfin les Anglais pourraient se donner les airs apparents du désintéressement et de l'impartialité.

On s'étonnera peut-être que l'Université soit intervenue en pareille matière. Depuis le moyen âge, l'institution a beaucoup changé. On appelait alors Université la corporation des professeurs qui enseignaient dans les Facultés de théologie, de décret (droit canon), de médecine et des arts (lettres). La Faculté de théologie était de beaucoup la plus importante et la plus illustre. Chargés d'expliquer la parole de Dieu, ses maîtres devaient défendre l'orthodoxie catholique et confondre l'hérésie. Ils avaient le pouvoir de décider souverainement de la vérité ou de la fausseté d'une doctrine, et leur prestige était tel que personne au monde n'aurait osé discuter leurs avis. Leurs consultations avaient force de lois et quand ils avaient parlé, l'évêque et même le pape ne pouvaient plus exercer qu'une puissance judiciaire ou coercitive ; ils ne faisaient en quelque sorte qu'appliquer la peine. Pendant le règne du malheureux Charles VI, l'Université avait pris une part active aux luttes politiques. En haine du parti armagnac, elle était entièrement dévouée au duc de Bourgogne, Philippe le Bon, et, du même coup, à ses alliés, les Anglais. Toute son autorité morale et religieuse va être employée à perdre Jeanne et, à plusieurs reprises, ses docteurs interviendront pour préciser, renforcer et justifier les reproches d'idolâtrie, de mensonge ou de schisme portées contre elle. Le 29 avril, ils prendront une

délibération solennelle pour appuyer l'ensemble de l'accusation.

Le duc de Bedford, régent au nom du petit roi Henri IV, ne voulut point que le procès eût lieu à Paris, l'ennemi étant trop proche de la ville. Il choisit Rouen, dont il avait fait une citadelle anglaise et le siège de son gouvernement. Sans paraître personnellement aux audiences, il conduisit de loin toute l'affaire, s'impatientant parfois de sa lenteur, tremblant, lorsque Jeanne était malade, de la voir mourir avant le jugement.

Elle avait été prise sur le territoire de Beauvais, dont Pierre Cauchon était alors évêque. C'était un homme considérable, fort zélé bourguignon et très ami des Anglais, auprès de qui il s'était réfugié après l'occupation de son diocèse par les Français. Il était protecteur de l'Université et conservateur de ses privilèges. Pair ecclésiastique du royaume, exécuteur testamentaire de Charles VI, plusieurs fois chargé de missions importantes auprès de la cour de Rome, il désirait âprement l'archevêché de Rouen et ne reculait devant rien pour l'obtenir. Tout cela le désignait pour instruire le procès. Au reste, dès le premier moment, l'Université l'avait proposé au choix de Bedford.

Ambitieux, clairvoyant, rompu à toutes les diplomaties, violent et souple à la fois, Pierre Cauchon était un individu supérieur, partial et dangereux. Jeanne eut certainement conscience de son rôle occulte et de sa grande intelligence. Elle le redoutait : « Moi, je vous le dis ; avisez bien de ce que vous dites être mon juge, car vous prenez une grande charge et trop vous me chargez » (troisième séance). « Vous dites que vous êtes mon juge. Avisez-vous bien de ce que vous faites : car, en vérité, je suis envoyée par Dieu, et vous vous mettez en grand danger » (quatrième séance). « Évêque, je meurs par vous », criera-t-elle sur le bûcher.

Chargé de constituer un tribunal, il le composa avec art. L'inquisiteur de la province, Jean Lemaistre, n'y eut qu'un rôle assez terne. Encore était-il poussé par le grand inquisiteur de France, Jean Graverent. C'est parmi les universitaires parisiens que Cauchon trouva ses collaborateurs les plus zélés et les plus habiles. Dix docteurs furent appelés en Normandie, et parmi eux les plus intolérants et les plus remarquables des docteurs bourguignons : Jean Beaupère, Guillaume Érart, Nicolas Midi et surtout Thomas de Courcelles qui sera au concile de Bâle une des lumières de l'Église. Pour une bonne part, les autres juges furent choisis dans le chapitre de Rouen. Ces

chanoines, eux, n'étaient pas des fanatiques. Riches, lettrés, amateurs de beaux livres, ils ne demandaient qu'à vivre en paix dans leurs luxueux hôtels, entourés de leur famille. Beaucoup étaient fonctionnaires du gouvernement anglais, appointés par lui pour siéger dans ses conseils, administrer ses finances ou le représenter à l'étranger. Quelques-uns étaient des familiers de Cauchon. Somme toute, des gens fort maniables, très soucieux de ne pas déplaire au maître. Au cours des séances, ils eurent toutes les lâchetés qui caractérisent les délibérations en commun : les violents menèrent les trembleurs ; les assesseurs suivirent les chefs de file ; les uns et les autres s'abritèrent derrière l'opinion de la sacro-sainte Université. « En cela ils furent des hommes, des hommes très ordinaires, comme tous les tribunaux et les assemblées en connaissent ; des hommes disciplinés comme toutes les juridictions d'exception, tous les corps en ont vu ; des terroristes vulgaires comme toutes les époques de troubles en ont produit. »

* * *

Pierre Cauchon eut l'extrême adresse d'empêcher que ce procès en matière de foi ne tournât visiblement à la politique ; il eut la force d'en éloigner les Anglais ; il ne se laissa pas entraîner par les universitaires impatients qui se plaignaient de sa lenteur ; il conserva à l'enquête l'apparence de la régularité la plus stricte ; il fit respecter les formes et les formalités.

Rarement l'injustice a pris à ce point figure de justice ; rarement une assemblée a paru possédée d'un zèle aussi feint pour le salut de l'âme et du corps d'une pauvre et sainte fille ; rarement elle a invoqué avec autant d'hypocrisie sa propre impartialité et montré une aussi fausse bienveillance à secourir dans sa défense une femme illettrée... Ce fut un bon procès, une machine de procédure superbement agencée, mise en mouvement sous l'autorité de la plus haute, de la plus redoutable des autorités d'alors, de la justice d'Église. Jamais tant de témoignages et de preuves formelles n'ont été recueillis avec un tel soin ; nul procès de ce temps, sauf celui de Jean duc d'Alençon, jugé par ses pairs, n'a été conduit de façon aussi solennelle. Aucun procès enfin n'a reçu une telle publicité : cinq copies authentiques furent tirées de ce grand monument ; des circulaires en firent connaître immédiatement la conclusion aux princes de l'Europe, aux ecclésiastiques, aux cités ; et il ne faisait pas bon mal parler des juges de la Pucelle !

Entre Jeanne et les clercs scientifiques qui épiaient ses réponses et cherchaient à la prendre en défaut, il y avait un abîme : sa divine can-

deur. Tous ces universitaires sont empoisonnés par la littérature d'école, asservis à l'esprit de la maison, liés par un véritable compagnonnage. Ils conduisirent leur interrogatoire comme des sceptiques, des psychiatres ou des sectaires. Alors que la bonne foi de la jeune fille demeurait évidente, même dans ce qui était erroné à leurs yeux, ils ne virent en elle que simulation et fausseté.

Cette dureté serait incompréhensible si nous ne connaissions par des témoignages nombreux et concordants le triste état du clergé français à cette époque. Mauvaises mœurs, âmes avides d'argent, voilà ce que décrit le successeur même de Pierre Cauchon au siège de Beauvais, le saint évêque Jean Jouvenel des Ursins, dans une épître adressée par lui aux États de Blois en 1433. Mais si fanatiques que soient les hommes, ils le sont toujours moins que leurs idées.

Au temps de Jeanne d'Arc, l'idée de l'unité catholique, de l'Église universelle demeure infiniment chère aux ecclésiastiques ; elle leur est beaucoup plus accessible que l'idée de patrie qui répugne secrètement à ces logiciens, à ces latinistes, à ces théologiens qui ont même méthode, même langue, même domaine spirituel et infini. Plus la personnalité du pontife de Rome s'efface, plus les théologiens universitaires le répètent ; il y a une Église, une, sainte, catholique, qui est conduite par l'Esprit-Saint, qui jamais n'erre et ne peut être en défaut. Cette idée unitaire était très menacée par les illuminés qui se levaient de toutes parts, avaient la prétention de ne croire qu'à leurs propres lumières et refusaient de s'en remettre à la science des spécialistes et au jugement des doctes. Jeanne disait et répétait qu'elle était en communication avec les voix du ciel, qu'elle agissait du commandement de Dieu, qu'elle entendait relever directement de l'Église triomphante et ne pouvait soumettre ses faits et dits à l'Église militante. Voilà le principal chef d'accusation. Quand les juges auront à apprécier la réalité de ses apparitions, ils n'y verront pas la marque d'humilité qui caractérise les vraies révélations et diront que celles-là ne provenaient que de son orgueil. Jeanne est inspirée par les mauvais anges. Elle est elle-même comme un mauvais ange révolté.

Dans une admonestation qui eut lieu au château de Rouen le 23 mai, le chanoine Pierre Maurice lui expliqua ainsi sa prétendue faute :

Vous avez cru légèrement à ces apparitions au lieu de recourir à Dieu par oraison dévote, afin qu'il vous rendît certaine ; vous n'avez pas eu recours à quelque prélat ou personne ecclésiastique ou instruite, qui aurait

pu vous en assurer. Cependant vous auriez dû le faire, attendu votre état et la simplicité de vos connaissances.

Prenez cet exemple : je suppose que votre roi, de son autorité, vous ait baillé la garde de quelque place, en vous défendant d'y laisser entrer aucun survenant. Voici quelqu'un qui dit venir par autorité du roi, sans apporter lettres ni signe certain : eh bien ! le devez-vous croire et recevoir? De même lorsque Notre-Seigneur Jésus-Christ monta au ciel, il bailla le gouvernement de son église à saint Pierre l'apôtre et à ses successeurs, et il leur défendit à l'avenir d'accepter qui que ce soit se présentant en son nom, si cela n'était pas établi suffisamment, autrement que par ses propres dires...

Premièrement, Jeanne, vous devez considérer ceci : en la seigneurie de votre roi, quand vous y étiez, si quelque chevalier ou autre, né dans son domaine ou obéissance, s'était levé disant : « Je n'obéirai point au roi et ne me soumettrai à aucun de ses officiers », n'auriez-vous point dit qu'il fallait le condamner? Que direz-vous donc de vous-même, qui fûtes engendrée de la foi du Christ, par le sacrement du baptême, vous qui êtes devenue la fille de l'Église et l'épouse du Christ, si vous n'obéissez pas aux officiers du Christ, c'est assavoir aux prélats de l'Église?

Jeanne refusa de renier sa mission. Le lendemain, elle fut conduite au cimetière de Saint-Ouen, pour y écouter la lecture de la sentence. Prise de peur, sachant qu'elle allait être livrée aux Anglais et brûlée vive, elle interrompit Cauchon, confessa et rétracta tout ce qu'on voulut. La peine qui devait être appliquée en cas d'abjuration était la prison perpétuelle ; Jeanne fut ramenée au Vieux-Château. Les Anglais crièrent à la trahison, mais quatre jours plus tard, les docteurs allèrent visiter la Pucelle et la trouvèrent revêtue d'habits masculins. On avait eu soin d'en laisser à sa portée et elle les avait pris. Elle déclara que son abjuration était un mensonge. Dès lors, elle était relapse et définitivement perdue. Après consultation des juges, elle fut livrée au bras séculier et mourut sur le bûcher le 30 mai, entre 9 et 10 heures du matin.

*
* *

Les Anglais triomphaient ; ils pouvaient proclamer partout que Charles VII avait été conduit au sacre de Reims par une sorcière. Bien mieux, la solennité et la régularité formelle du procès, le nombre et la réputation des docteurs consultés, le prestige de l'Université de Paris firent que personne en pays de France n'osa plus prononcer le nom de la Pucelle. Sauf à Orléans, où persista le culte de Jeanne, on se hâta d'oublier la jeune fille que l'on avait presque adorée de son vivant. Les mieux informés doutent. Il faut attendre presque dix ans pour trouver une opinion favorable à Jeanne d'Arc dans un

ouvrage de controverse : *le Champion des Dames* de Martin le Franc, en 1440. Encore y lit-on le pour et le contre.

Nous aimerions savoir d'une manière précise quels étaient les sentiments de Charles VII et de ses conseillers. Les historiens ont très souvent accusé le roi d'ingratitude et lui ont reproché de n'avoir rien fait pour tirer la prisonnière des mains de ses ennemis. Ce grave reproche est peut-être injuste.

La véritable faute de Charles VII fut une faute politique ; il eut tort, après le sacre de Reims, de ne pas poursuivre avec la plus grande énergie la conquête de son royaume et de ne pas utiliser sans tarder le grand mouvement national qu'avait suscité la venue de Jeanne. Dans l'entourage du roi, Jeanne représentait, en quelque sorte, le parti de la guerre, le parti de ceux qui mettaient tout leur espoir dans la victoire militaire sur les Anglais. Elle était combattue par un parti de la paix, un parti de diplomates que dirigeait l'archevêque de Reims, Regnault de Chartres. Très prudent, très timoré, mais ayant toute confiance dans sa propre habileté, Regnault estimait que le seul moyen de rétablir la situation était d'engager de nouveaux pourparlers avec la Bourgogne pour la détacher de l'alliance anglaise. Charles VII, qui par ailleurs manquait d'argent, se laissa convaincre. On se remit à négocier avec Philippe le Bon et une série de trêves contraria et arrêta l'élan de l'armée. Pour être équitable, disons que la grande pensée de l'archevêque se réalisa cinq ans plus tard par la paix d'Arras qui, effectivement, précipita la défaite anglaise. Mais comment Charles VII ne sentait-il pas qu'un grand succès militaire, la prise de Paris par exemple, eût été un argument diplomatique bien meilleur que tous les discours de son conseiller?

Au témoignage du pape Pie II, Charles « supporta très acerbement la mort de la Pucelle ». Il s'estima atteint dans son honneur et, dès qu'il le put, il ordonna des démarches pour la revision de la sentence. Procès de condamnation et procès de réhabilitation, interrogatoires de Jeanne et dépositions des témoins, les deux documents se complètent et s'éclairent. Ils sont inséparables. M. Pierre Champion vient de nous donner le premier. Le second, il nous le promet. Souhaitons qu'il ne nous le fasse pas attendre trop longtemps.

PIERRE GAXOTTE.

LA PHILOSOPHIE

ARISTOTE ET LA CRITIQUE MODERNE

Parmi les ouvrages publiés ces dernières années sur la philosophie ancienne, deux études consacrées à Aristote méritent, à des titres divers, de retenir particulièrement l'attention : l'une, intitulée *le Système d'Aristote*, est la série de leçons professées sur le Stagirite par le regretté M. Hamelin, et éditées, comme *le Système de Descartes*, par quelques disciples fidèles ; l'autre est la thèse rédigée par M. Jacques Chevalier sur *la Notion du Nécessaire chez Aristote*. Je n'ai pas l'intention de suivre ici ces deux études dans le détail de leur exposé, je voudrais seulement, tout en signalant leur intérêt, présenter à leur sujet quelques réflexions d'ordre général.

Le livre de M. Hamelin se recommande par sa haute probité scientifique, c'est un bel exemple de reconstitution historique prudente, patiente, appuyée sur une documentation excellente et bien critiquée, et servie par une large intelligence. Il marque un très notable progrès sur l'érudition massivement incompréhensive de Zeller, déjà fortement critiquée en Allemagne par Brentano, et rectifiée ici sur bien des points importants ; et il élucide d'une manière pleinement satisfaisante pour l'esprit un grand nombre de questions de détail ; en particulier les cinq premiers chapitres, consacrés à la vie et aux écrits du philosophe, ou encore celui qui traite des syllogismes modaux, m'apparaissent comme de petits chefs-d'œuvre.

Peut-on dire cependant que cet ouvrage répond pleinement à son

titre et qu'il fait vraiment revivre devant nos yeux *le système d'Aristote?* Je ne le crois pas. Par un défaut que M. Hamelin, s'il avait vécu assez longtemps pour donner la dernière main à son travail, aurait sans doute corrigé, les parties en sont disproportionnées : l'importance de la logique et des problèmes logiques est assurément considérable dans l'œuvre d'Aristote, et M. Hamelin a eu raison de leur accorder une place de choix dans ses leçons ; mais la part faite aux problèmes de la philosophie naturelle semble en comparaison bien restreinte, l'éthique est entièrement sacrifiée, et surtout la métaphysique est réduite et schématisée à l'excès. L'image qui nous est donnée du système est ainsi très incomplète et très déficiente, elle laisse dans l'ombre ce qui pourrait le mieux nous faire apprécier à la fois le réalisme vigoureusement expérimental et la profonde unité métaphysique de la doctrine d'Aristote. De là vient sans doute que ce travail si consciencieux, et si intéressant pour le spécialiste, produit souvent une pénible impression de reconstitution archéologique.

Mais il y a plus grave, et il arrive à M. Hamelin, malgré tous les soins qu'il met à être exact, d'apporter en des points importants certaines déformations à la pensée du philosophe.

Celui-ci enseignant d'un côté que l'objet de la science est l'élément conceptuel, donc universel, des choses, et d'un autre côté que l'individuel seul existe dans la réalité, M. Hamelin remarque bien qu'il serait « trop injuste et trop inintelligent » de l'accuser ici, brutalement, de contradiction et de prétendre que, chez lui, comme chez Kant, « ce qui est connu n'est pas réel et ce qui est réel n'est pas connu ». Lui-même, toutefois, il ne voit qu'héritage platonicien mal digéré là où il s'agit d'une constatation foncière de la nature de notre science et de notre esprit (l'objet direct de notre science est universel), il ne découvre qu'un effort puissant pour ajuster des éléments disparates grâce à un compromis laborieux — provisoire comme tout compromis, et finalement vain — là où Aristote, ayant assuré ses prises sur les choses et sur l'esprit, s'élève de la façon la plus consciente et la plus logique à l'unité d'un point de vue supérieur ; bref, il admet dans la pensée du philosophe un irréductible conflit entre deux tendances incompatibles, une tendance « conceptuelle » ou « universaliste » qui irait à expliquer les choses par les universels logiques les plus généraux et les plus vides, et qui se manifesterait surtout dans la théorie de la connaissance, et une tendance

« réaliste » ou expérimentale, beaucoup plus foncièrement aristotélicienne, mais insuffisamment poussée par Aristote, qui irait à placer dans l'individu, avec la souveraine réalité, la souveraine valeur d'intelligibilité, et qui se manifesterait surtout dans la théorie de l'être. A notre sens, M. Hamelin laisse échapper ainsi l'intuition centrale qui constitue précisément ce qu'il y a de tout à fait propre et original dans la doctrine qu'il expose.

Ce qu'on pourrait appeler le *système du conflit interne* est un procédé général de la « méthode historique » et une infaillible recette à l'usage des fabricants de thèses en Sorbonne : procédé d'une application universelle, breveté depuis longtemps au bénéfice des historiens-critiques des origines chrétiennes. En philosophie, il conduit à juger de l'intérêt d'une doctrine aux contradictions originelles qu'elle est censée envelopper, — « l'intérêt de l'aristotélisme comme doctrine, écrit gravement M. Jacques Chevalier, est dans ce conflit dramatique de deux tendances également fortes et également fondées, bien qu'à des points de vue différents », — et à montrer le penseur sur lequel on s'exerce occupé à raccorder comme il peut des principes ou des données incompatibles, et vaincu en définitive, malgré son ingéniosité. Ce procédé, qui ne connaît que des tendances se combattant dans le sujet, et s'accommodant de façon contingente, a d'autant plus de chances de réussir qu'on l'applique à un penseur moins vigoureusement pris par l'objet. Il a d'ailleurs l'avantage de procurer à l'historien une appréciable économie d'effort intellectuel et, en même temps, de mettre en valeur sa pénétration, car il est beau de n'être pas dupe des grands hommes et de savoir déceler les « soudures » de leur pensée (comme faisait récemment M. l'abbé Durantel à propos de saint Thomas). Mais M. Hamelin était certainement insensible à de tels avantages. D'où vient donc qu'un esprit de sa valeur ait pu se laisser prendre au système du conflit interne, encore que dans l'emploi qu'il en fait il montre beaucoup plus de mesure et de réserve que M. Chevalier? Je suppose qu'il a été victime ici de sa marotte idéaliste, et, plus généralement, de cette insuffisante élaboration de la théorie de la connaissance dont souffre, il faut bien l'avouer, en dépit des arrogantes prétentions kantiennes, toute la philosophie moderne.

Il semble, et nous touchons là le fond du débat, que la philosophie moderne ait toujours été et reste encore travaillée en secret par un préjugé à double face, dont on pourrait chercher la lointaine

origine dans les deux erreurs capitales de la scolastique décadente : théorie scotiste de l'individuation, et nominalisme occamiste.

Dans les notions universelles dont la science humaine est faite, elle ne voit que des schémas appauvris encadrant un certain nombre de cas individuels ; d'autre part, elle est plus ou moins consciemment persuadée que les essences ou natures ne sont complètes comme telles que dans l'individu, en sorte que toute connaissance par l'universel est foncièrement inadéquate, et que, pour connaître l'essence d'une chose en son intégrité, il serait nécessaire de connaître cette chose dans son fond individuel lui-même, dans cette singularité que les thomistes, après Aristote, déclaraient « ineffable ». Il faudrait toute une étude technique pour suivre le long de l'histoire de la pensée moderne les effets de ce double préjugé, qui s'affirme chez Spinoza avec un radicalisme magnifique. Il est clair en tout cas qu'un critique, convaincu, comme M. Hamelin, 1° que l'universel est un « résidu inerte », un « résidu mort », 2° qu'il faudrait chercher dans ce qu'Aristote appelle la forme la racine de l'individualité, et « traiter l'individu comme une espèce dernière », n'est pas en état de saisir l'esprit essentiel d'Aristote. Il se trouve condamné dès le principe, malgré l'effort de compréhension le plus loyal, à tirer les notions aristotéliciennes dans le sens d'un monisme idéaliste tout à fait étranger à leur vraie signification, à blâmer Aristote de n'avoir pas admis, comme les platoniciens de l'école d'Alexandrie, — et comme plus tard Leibniz, — une idée pour chaque individu, bref à taxer d'incohérence une doctrine qui fait de Dieu, individu suprême, une forme pure, et qui explique au contraire par la matière les individus corporels ; comme si une absence de symétrie extérieure — de cette symétrie extérieure qui a joué tant de mauvais tours à un Kant — avait la valeur d'une faute de logique interne et ne pouvait en aucun cas être exigée par le réel. « Le point faible, nullement exigé par la logique de la doctrine, est la théorie de l'individualité », écrit M. Hamelin. Autant déclarer que la clé de voûte d'un édifice n'est nullement exigée par la logique de celui-ci.

A vrai dire, nous sommes ici devant un des problèmes les plus délicats de la métaphysique et de la logique, devant ce vieux problème de l'universel et de l'individuation qui a tant occupé les anciens, et dont la philosophie moderne est moins que jamais près d'être délivrée. (Puisse-t-elle seulement se décider à le regarder en face !) Développant les principes fonciers de la philosophie aristoté-

lique, saint Thomas et ses grands disciples enseignaient que l'essence — objet de pure intelligence — se trouve complète comme telle non pas dans l'individu mais dans la nature spécifique, encore qu'elle ne puisse exister hors de l'esprit que dans les individus, qu'il est réservé aux sens de percevoir directement dans leur existence singulière. Ainsi ils affirmaient l'existence et la valeur de l'individuel sensible (d'où nous tirons nos idées par l'abstraction, et en qui toute science physique doit se vérifier, et sur lequel travaillent art et prudence), mais ils affirmaient aussi que notre science, loin d'être tenue de pénétrer l'individualité des choses, ne se construit qu'avec l'universel, seul objet direct de notre intelligence. Sans doute une science qui connaissant l'universel descendrait en même temps jusqu'à l'individuel serait — science angélique ou divine — plus parfaite que la nôtre ; toutefois notre science humaine, qui fait abstraction de l'individuel, est une vraie science, tandis qu'une perception bornée exclusivement à l'individuel n'est que le degré le plus imparfait de connaissance, la connaissance purement sensitive de la vie animale.

D'autre part, les anciens enseignaient que d'être universel, c'est-à-dire communicable à plusieurs (comme « philosophe » à Aristote et à MM. Hamelin et Chevalier), et par conséquent d'avoir ce que les logiciens appellent une « extension » embrassant une pluralité d'individus, c'est pour l'objet de nos idées une propriété logique qui suppose avant elle une propriété plus profonde, à savoir d'être une certaine « quiddité », un certain type d'être intelligible exprimable par une définition et riche d'une multitude de notes enchaînées nécessairement les unes aux autres, et par conséquent d'avoir ce que les logiciens appellent une certaine « compréhension » (comme « philosophe » comporte l'amour de la sagesse, la science des premiers principes, l'art d'ordonner les concepts, etc.). Dès lors, s'ils tenaient compte de l'extension des concepts (et il le fallait bien puisque c'est une propriété de ceux-ci), c'est toujours en la référant à ce contenu essentiel, à ce type intelligible, dense et plein, dont elle ne fait qu'indiquer la communicabilité, jamais ils ne l'auraient prise pour la capacité d'une simple « classe » où les individus seraient rangés comme des allumettes dans une boîte (conception de l'extension que leur imputent pourtant certains théoriciens modernes, et M. Hamelin lui-même dans ses singulières critiques du syllogisme aristotélicien, et qui provient en réalité de Leibniz, d'Euler, et, plus profondément, de la logique nominaliste).

Toute cette doctrine parfaitement cohérente du concept, élaborée par les anciens scolastiques, est déjà dans Aristote, mais, il faut le croire, d'une manière encore insuffisamment explicite, puisque M. Hamelin, qui l'entrevoit cependant chez lui, et qui cite avec une parfaite conscience plusieurs textes très clairs du philosophe en signalant leur importance, n'a pas su la dégager dans son unité. Les amateurs d'élucidations subtiles et précieuses peuvent consulter ici le préambule du commentaire de Cajetan au *de Ente et Essentia*, où sont distinguées l'*abstractio totalis*, qui dégage l'universel sous le simple aspect de généralité, et l'*abstractio formalis*, qui le dégage sous l'aspect, beaucoup plus essentiel à la science, de formalité typique et déterminante. Ils verront alors que les anciens ont approfondi avec une sagacité dont nous ne doutons guère les questions qui concernent le concept, et auxquelles les logiciens de nos jours sont forcés de revenir plus ou moins heureusement, comme en témoigne par exemple cette distinction du concept et de l'idée que M. Goblot a mise à la mode, et qui, telle quelle, doit bien être regardée comme vicieuse, quoique M. Chevalier n'hésite pas à faire fond sur elle. Ils comprendront aussi que les principes d'Aristote ne comportent aucune virtualité de *logicisme*, aucune tendance à prendre le simple rangement logique des concepts dans leur ordre de généralité croissante pour l'explication philosophique ou scientifique des choses, qui est une explication par les causes et par l'essence ; ce n'est pas dans les catégories du logicien, c'est dans la nature spécifique (*species specialissima*) que les sciences trouvent à se parfaire ; et si la métaphysique travaille avec l'intelligible le plus universel, — l'être en tant qu'être, — ce n'est pas parce qu'il serait un genre suprême (l'être précisément n'est pas un genre), c'est parce que, étant un intelligible « analogue » et transcendantal, il imbibe toute réalité, et parce qu'il répond à un degré d'abstraction si élevé qu'il peut se trouver réalisé à part, hors de toute matière, comme il arrive en la souveraine individualité de Dieu.

Tout le réseau doctrinal que je n'ai pu qu'indiquer ici très imparfaitement permet à l'esprit de saisir, grâce au vaste labeur de la tradition scolastique, la pensée d'Aristote dans sa vivante unité. Si on le méconnaît, non seulement on brisera cette unité, mais on méconnaîtra aussi certains des aspects les plus caractéristiques de l'aristotélisme, théorie de la puissance et de la matière, de la forme substantielle de l'âme (que M. Hamelin confond avec l'habitude, ou

l'aptitude à fonctionner), théorie de la sensation, de l'abstraction, de l'intellect... De telles méprises ne manquent pas dans l'ouvrage de M. Hamelin, elles restent cependant chez lui sporadiques et isolées.

Chez M. Chevalier, au contraire, elles se généralisent et s'aggravent, sans doute parce que M. Chevalier ne se contente pas, comme M. Hamelin, de viser à la simple description historique, mais nourrit la noble et méritoire ambition, périlleuse toutefois, de proposer une interprétation systématique de la philosophie d'Aristote, et même de tout le mouvement de la pensée hellénique.

Pour une telle entreprise, il importe grandement de bien choisir son point de vue ; et l'on peut appréhender que celui auquel s'est placé M. Chevalier ne soit commandé par des préoccupations et des influences un peu trop contemporaines. Quoi qu'il en soit, il faut bien supposer chez lui le préjugé à double face que je signalais plus haut, — et d'autres encore peut-être, — pour expliquer qu'un esprit aussi distingué, aussi riche en érudition moderne, anglaise, allemande, et dont certaines pages (en particulier dans l'appendice de la thèse que nous étudions) montrent les remarquables qualités de pondération et de clarté, puisse se trouver soudain, — lorsqu'il arrive au centre de son sujet, à Platon d'abord, dont il présente une interprétation très *à la page* mais très arbitraire, et déjà battue en brèche par quelques travaux récents, ceux de M. Soulhié par exemple, et sur tout lorsqu'il arrive à Aristote, — empêché de tirer parti d'un *status quæstionis* historique par endroits excellent, et de comprendre la vraie signification et la vraie portée de cette doctrine de la science qui, ainsi qu'il le note fort bien après M. Hamelin, est avant tout une doctrine de la nécessité intelligible.

Il semble que fasciné par le conflit dramatique qui met aux prises l'Aristote logicien et « analyste » et l'Aristote observateur et « finaliste », et qui lui montre le philosophe, victime d'un sort déplorable, contraint à sacrifier tour à tour et sans se lasser le réel au logique, le logique au réel (après tant de sacrifices alternés il ne doit plus rester, hélas, ni logique ni réel), M. Jacques Chevalier ne puisse pas se rendre compte que pour le véritable Aristote, la nécessité intelligible étant celle de formes ou de quiddités (universelles) dégagées par l'abstraction de la réalité empirique, et par conséquent réglant bien d'une manière absolue tout ce qui dans les choses ressortit à leur essence, mais non pas le détail de leurs actions et réactions individuelles, la nécessité dans la science et la contingence dans le monde

sont également sauvées, sans que ni le réel ni la logique aient à souffrir de dommage. C'est ainsi que les *lois de la nature* sont nécessaires (« hypothétiquement nécessaires » comme disent les scolastiques), mais que le *cours des événements terrestres* ne l'est pas. En d'autres termes, il semble que M. Chevalier raisonne comme si tout ce qui est devait, selon les tendances foncières d'Aristote et de « tous les Grecs », tomber sous les certitudes de *la science*, comme si dès lors cette proposition « *il n'y a de science* que du nécessaire » était équivalente à celle-ci : « *il n'existe* que du nécessaire », ce qui fait du monde aristotélicien — si Aristote était logique jusqu'au bout — un monde de la pure nécessité.

En réalité, la notion d'une science qui se tiendrait toute seule dans l'absolu, sans être la science de quelqu'un de déterminé, de Dieu ou de l'homme, et qui serait exhaustive de tout l'être, est une invention moderne absolument opposée à l'esprit d'Aristote. Aristote a voulu faire la théorie de *notre science* (comme le dit fort bien M. Hamelin, dont M. Chevalier a dû suivre les leçons, « Aritote estime que la connaissance est l'œuvre de l'individu, ou du moins qu'elle se fait dans l'individu et ne se laisse pas détacher de lui, sinon par abstraction ; c'est donc le savoir humain, ct en tant qu'humain, que sa logique a pour objet »), et selon lui la science humaine est très loin d'épuiser tout le réel ; il y a tout un domaine réservé aux simples constatations de fait, à l'opinion, au probable, et particulièrement, dans l'ordre pratique, à l'art et à la prudence, — qui échappe par nature aux certitudes infaillibles de la démonstration et de la prévision scientifiques : c'est l'immense domaine du singulier, du contingent, du fortuit, qui est précisément caractéristique à ses yeux du monde sublunaire, et qui se fonde sur la puissance et la matière dont les êtres corruptibles sont mélangés, c'est aussi le domaine de notre libre arbitre, qui se fonde également, en définitive, sur le fait que tous les biens particuliers que nous pouvons vouloir sont mêlés de potentialité. Les Docteurs chrétiens rattacheront explicitement ce double domaine à la souveraine liberté de la volonté créatrice, et enseigneront que la science de Dieu, elle, est exhaustive de tout l'être et s'étend jusqu'à l'individuel et jusqu'au contingent, parce qu'elle est cause des choses. Ils mèneront ainsi la pensée d'Aristote à un point de perfection que lui-même n'avait su atteindre, mais ils n'auront pour cela qu'à actualiser ses virtualités dans sa propre ligne, sans la déformer ni l'altérer.

La profonde harmonie de tout cet ensemble, M. Jacques Chevalier l'apercevra peut-être plus tard, — je l'espère du moins, — quand le progrès de la réflexion l'aura débarrassé de certaines idées préconçues. Pour le moment, il la méconnaît entièrement, et se voit contraint de donner pour pièces surajoutées, étrangères à l'esprit essentiel du système, et imposées de force par ce démon du concret qui tourmente malgré tout Aristote, et lui fait sacrifier à temps la logique, toutes les affirmations si nombreuses et si claires où le philosophe enseigne la réalité de l'individuel et celle de la contingence. Parfois même il va jusqu'à déclarer avec sérénité, — non sans se réserver la possibilité de dire ailleurs le contraire, en vertu du système du conflit interne, qui permet d'imputer à l'auteur étudié tous les flottements et toutes les contradictions, — que d'après Aristote, ou du moins d'après ses tendances de fond, « il ne peut y avoir de science, *ni de réalité*, en dehors de l'essence générale », que « Dieu est peut-être le seul individu qui existe », « qu'il n'y a qu'une véritable individualité, qui est Dieu » ; qu'Aristote, à peine il a, par une « concession au réel », introduit la matière « dans le cercle étroit de la nécessité analytique », « s'efforce aussitôt de réduire le contingent au nécessaire, et l'individu à l'espèce », enfin que pour lui « l'individu n'est réel que par l'espèce », de même que pour « les Grecs » « l'individuel... *n'est* que dans la mesure où il est général et immuable », l'individu étant « absorbé dans le *cosmos* » comme il est « noyé dans la cité ». (« Dans l'ordre de l'être, dit M. Hamelin, Aristote pense dès l'abord, et très décidément, avec les anciens, que l'être c'est l'individu. ») M. Chevalier déclare encore qu'Aristote « voit dans les conditions de la science les conditions du réel », et qu'il part « du même postulat initial » que Platon, « de la même identification de l'être et du concept ». De telles assertions laisseront rêveurs les esprit formés à la discipline d'Aristote. Se méprenant ainsi sur le fond même de la doctrine, il n'est pas étonnant que M. Chevalier déroule sur un grand nombre de points particuliers une série de témérités qu'il serait trop long d'énumérer ici : (la matière est une forme incomplète, elle est aussi. comme dit M. Rodier, interprète fameux en Sorbonne et pieusement cité par notre auteur, « une sorte de volonté et de tendance douée d'une activité propre » ! Le point de vue d'Aristote ne laisse pas de place à la liberté, etc., etc.)

A la fin, ôtant au Stagirite tout ce qui constitue sa personnalité philosophique, et négligeant tout ce qu'implique cette affirmation

de l'être en puissance dont le philosophe lui-même se faisait gloire, parce qu'elle affranchissait définitivement la pensée de l'intellectualisme absolu d'un Parménide, il s'avise de faire d'Aristote une sorte de Hegel malgré lui, et de le montrer prisonnier du *panlogisme* et du *panthéisme* de par ses principes les plus fonciers, — sans s'étonner, semble-t-il, qu'une telle doctrine ait pu être adoptée sans réserves par celui que l'Église regarde comme son Docteur par excellence, car enfin, à supposer que Thomas d'Aquin ait corrigé tant qu'on voudra Aristote, on a beau corriger une doctrine, on ne lui retire pas ses principes fonciers.

Mais quoi, M. Chevalier estime qu'Aristote s'est fait une fausse idée de l'intelligibilité, et qu'il aurait dû « reconnaître dans la contingence, effet de la détermination finale [relative à une fin], le caractère propre de la nécessité rationnelle ou de l'intelligible », bref, assimiler la réalité intelligible « au pouvoir d'une volonté s'insérant dans la production temporelle des effets ».

Tout s'éclaire ainsi. Il est à craindre cependant que ceux que ces dernières clartés n'auront pas satisfaits ne reprochent à M. Chevalier de leur présenter un Aristote entièrement défiguré, beaucoup moins proche de la réalité que des fantaisies brillantes développées par M. Bergson à la fin de *l'Évolution créatrice.*

Mais j'entends le lecteur courageux qui m'aura suivi jusqu'ici se demander dans sa candeur : comment admettre qu'un auteur rempli de science, de documents, d'intelligence et de bonne volonté puisse se tromper sur un philosophe tel qu'Aristote, dont nous avons presque tous les ouvrages scientifiques, et dont les commentateurs ne se comptent pas? Ah ! voilà la question que j'aurais voulu traiter aujourd'hui, et que, réflexion faite, je me garderai d'aborder, car elle risquerait de m'entraîner plus loin que je n'ai dessein de m'aventurer. Qu'il me suffise de noter que la plus consciencieuse lecture ne suffit pas, qu'il s'agit de dégager des textes un quelque chose de spirituel qui y est contenu sans doute mais d'une manière aussi peu matérielle que l'art du peintre dans le pinceau qu'il dirige ou la pensée dans les ondes sonores de la voix ; et que pour cela le secours d'une tradition, qui d'une part nous forme et nous discipline nous-mêmes, d'autre part nous fait voir le développement organique et les fruits vivants des principes d'une doctrine, n'est peut-être pas inutile.

JACQUES MARITAIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. DENYS COCHIN

M. Denys Cochin est venu au monde, il y a soixante-dix ans, quelques semaines avant le coup d'État du Deux Décembre. Son grand-père, Jacques-Denys, était né le 14 *Juillet* 1789. *Deux dates singulières, dont l'une évoque le couchant de la Monarchie et l'autre le crépuscule d'une République : le sort voulait-il faire de M. Denys Cochin un républicain de la veille ou un bonapartiste du lendemain?*

Consultons ses ascendances. Dès 1268, *sous saint Louis, nous trouvons un Cochin échevin de Paris. On traverse plusieurs siècles et l'on trouve encore, en* 1560, *un Charles Cochin dans l'administration municipale. Plus tard, voici un Claude-Denys Cochin, qui meurt à quatre-vingt-huit ans, doyen des anciens juges consuls, doyen des anciens échevins de Paris, doyen des grands messagers jurés de l'Université, doyen des quarante porteurs de la châsse de sainte Geneviève, doyen des commissaires des pauvres, doyen des marguilliers de la paroisse Saint-Benoît. Au dix-huitième siècle, deux noms célèbres : Henry Cochin, l'avocat, le plus grand homme qu'ait produit le Barreau, dit un contemporain, et l'abbé Jean-Denys, curé de Saint-Jacques du Haut-Pas, le fondateur de l'hôpital Cochin. Jacques-Denys, celui du* 14 *Juillet* 1789, *fut maire du douzième arrondissement, conseiller municipal et député de Paris. Son fils, Augustin, était adjoint à la mairie du dixième, quand le Prince-Président fit son opération de police un peu rude : c'est là que se réunit pour la dernière fois, à l'invitation*

d'Augustin Cochin, l'Assemblée dissoute, présidée par Benoist d'Azy, son beau-frère, et par Louis Vitet.

Ce que nous avons sous les yeux, c'est donc une vieille bourgeoisie parisienne, attachée à sa ville, à ses libertés, à ses traditions, qui sont à la fois catholiques et monarchiques. M. Denys Cochin sera un conservateur libéral. Démocrate? non. Montalembert écrivait à Lacordaire, le 23 novembre 1848 : « Tu me parais toujours confondre la démocratie avec la liberté; rien à mon avis n'est plus distinct que ces deux choses. » M. Denys Cochin sera de l'école des Montalembert et des Falloux. Le nom de son père figure sur la fameuse inscription latine, gravée en marbre dans la chapelle du château de la Roche-en-Breuil : « Dans ce modeste sanctuaire, Félix [Dupanloup], évêque d'Orléans, a donné la paix de la parole et de la vie chrétienne à une petite réunion d'amis, lesquels, compagnons d'armes depuis longtemps déjà dans les combats pour l'Église libre dans la patrie libre, ont renouvelé leur commune résolution de consacrer le reste de leurs années à Dieu et à la liberté. — 13 octobre 1862. — Étaient présents : Alfred, comte de Falloux, Théophile Foisset, Augustin Cochin, Charles, comte de Montalembert; était absent de corps, mais présent d'esprit : Albert prince de Broglie. »

Tels sont les maîtres de M. Denys Cochin. Il a grandi au milieu d'eux; jeune enfant, il a entendu leurs plaintes et connu leurs souffrances. Car ces hommes ont véritablement souffert du second Empire et de la tribune abattue. La correspondance de Montalembert nous en apporte l'écho. Dans une lettre au prince de Broglie (12 janvier 1858), il gémit d'avoir été « culbuté à quarante et un ans », et, le 8 mars 1865, il mande à la comtesse Apponyi : « Je ne me console pas d'avoir été enterré tout vivant dans la force de l'âge. » Rien ne les console, ni les lauriers de l'Institut, ni leurs occupations quotidiennes. Il y a là-dessus un mot bien douloureux d'Augustin Cochin. Comme il avait été appelé au conseil d'administration des compagnies d'Orléans et de Saint-Gobain, on lui disait : « N'est-il pas étrange que des hommes évidemment faits pour la vie politique soient réduits à se réfugier dans l'industrie? — Que voulez-vous, répliqua-t-il, cela trompe la faim! »

Sainte-Beuve, dans son célèbre article des Regrets, *a raillé cruellement les opposants à l'Empire. Il y en eut d'insupportables, et nous savons quelqu'un qui disait : « Je ne relis jamais les* Châtiments ; *ils me rendraient bonapartiste! » Mais les maîtres de M. Denys Cochin n'étaient pas poussés par de basses rancunes ou des ambitions mes-*

quines. Ils croyaient de toute leur âme à la vertu des institutions libres et tempérées. Ils voyaient dans le Parlement l'arène nécessaire où devaient se résoudre les grands problèmes religieux, politiques et sociaux. Ils aimaient la parole, non pour des satisfactions de vanité, mais parce qu'elle leur apparaissait comme l'unique moyen de faire triompher le vrai et le bien.

Il fallut de longues années avant que le nom de Cochin reprît place dans les Assemblées. En 1869, *Augustin se présente : il échoue au second tour, avec* 13 944 *voix contre* 15 930 *à Jules Ferry. Ses adversaires lui reprochaient surtout le* Syllabus, *qui n'avait pas dû le ravir, et n'est-ce pas un trait bien curieux — bien décevant aussi — qu'on fasse porter à un libéral le poids du* Syllabus? *Hélas! la discussion ne fait pas toujours jaillir la lumière et il arrive que la déloyauté d'un concurrent ou les passions de la foule remplissent le même rôle que les tambours de Brumaire ou de Décembre. Augustin Cochin ne pénétra donc jamais dans la Terre promise : M. Denys Cochin devait être plus heureux. Dès la trentaine, il entre à l'Hôtel de Ville : c'est en quelque sorte pour les Parisiens le stage obligatoire, qu'ont subi tour à tour Clemenceau, Floquet, Henry Maret, Stephen Pichon, Alexandre Millerand et tant d'autres. En* 1885, *les élections législatives se font au scrutin de liste, et M. Denys Cochin est candidat sur cette liste de droite, très brillante, qui ne pouvait réussir, mais qui recueille, Edouard Hervé en tête,* 100 000 *suffrages. En* 1889, *on revient au scrutin d'arrondissement : M. Denys Cochin se présente dans le septième, où il réside, et dont un quartier, celui des Invalides, l'a envoyé au Conseil municipal. Lutte épique où il fait front à un vieux radical, député sortant, et à M. Terrail-Mermeix, champion du « brave général ». Tout ce que nous savons de M. Denys Cochin témoigne qu'il n'était pas, qu'il ne pouvait pas être boulangiste. Où beaucoup de ses amis ne voyaient que le patriote, il ne voyait que l'aspirant-dictateur, une contrefaçon de Louis-Napoléon Bonaparte. Aussi, quoique distancé de quelques voix par M. Mermeix, il poursuit la campagne au second tour, et nous retrouvons dans notre mémoire, après plus de trente ans, ces affiches jaunes qui jetèrent la consternation parmi les partisans de l'accord conservateur-boulangiste : « Denys Cochin maintient sa candidature. » Ce fut un duel entre le faubourg Saint-Germain et le Gros-Caillou. Le Gros-Caillou, quartier populaire et plus nombreux, assura la victoire de M. Mermeix. Temps lointain où le prolétariat faisait passer le « conspirateur militaire » à Clignancourt, et ses lieutenants,*

comme Georges Laguerre à Javel, comme Eugène Farcy à Grenelle, Ernest Roche aux Batignolles, Francis Laur et le vicomte de Belleval dans la banlieue! Pour avoir sa revanche, M. Denys Cochin, en 1893, franchit la Seine, et planta son drapeau sur la rive droite. Cette fois, les électeurs firent bonne mesure et la nouvelle Chambre compta deux Cochin : l'autre, son frère Henry, devenait député de Dunkerque. M. Denys Cochin avait quarante et un ans : c'était tout juste l'âge où Montalembert gémissait d'avoir été « culbuté ».

L'heure semble favorable. Nous sommes à l'époque où la République, effarée par les attentats anarchistes, songe à prendre un bain de Jouvence. Bientôt Vaillant va jeter sa bombe au Palais-Bourbon, Émile Henry au café Terminus, tandis que Caserio trame dans l'ombre l'assassinat de Sadi Carnot. Les modérés accèdent au gouvernement, et M. Denys Cochin eut peut-être un moment l'illusion que la monarchie de Juillet était restaurée, moins Louis-Philippe : un ministère, puis une présidence Casimir-Perier! Qui l'eût dit, qui l'eût cru? Mais ce Casimir-Perier ne devait pas, comme son grand-père, s'en aller du pouvoir les pieds devants... M. Denys Cochin offre son loyal concours aux cabinets d'« esprit nouveau ». Ceux-ci ont besoin de la droite. Seulement, ils prétendent la considérer comme une épouse morganatique. Le bon Spuller apporte en cadeau de noces quelques mots d'amende honorable pour le passé et des paroles aimables à l'adresse de Léon XIII. Mais les lois laïques sont déjà tenues pour intangibles et une formule pittoresque déclare qu'elles seront appliquées avec « une inflexible modération ». Ici, M. Cochin se rebiffe. Il n'est ni un opposant ni un officieux de parti pris. Il est prêt à applaudir quand ses idées libérales reçoivent satisfaction, il interpelle quand elles sont battues en brèche.

*On l'écoute toujours avec plaisir. Il a une grande qualité : il est sympathique. Son éloquence est comme sa personne : cordiale, familière et charmante. On dirait une conversation : pas de phrases, pas d'effets, il est à la tribune comme dans un salon, il cause avec l'auditeur. Conversation nourrie et substantielle. Quelque sujet qu'on traite, il peut l'aborder sans crainte. Douze ans de Conseil municipal l'ont assoupli aux questions techniques qui intéressent la vie parisienne. Les beaux-arts? Son hôtel de la rue de Babylone atteste son goût pour la peinture, et la plus moderne. La science? N'est-il pas un peu chimiste, ayant étudié dans les laboratoires de Frémy, de Schutzenberger et de Pasteur? La philosophie? Il a fait un livre sur l'*Évolution et la vie *où il s'est attaqué au positivisme de Comte, au monisme d'Hæckel et d'Herbert*

Spencer, et il nous donnera d'autres ouvrages sur le Monde extérieur *et sur* Descartes. *L'histoire? Il écrira un* Louis-Philippe. *La diplomatie? Il a débuté à l'ambassade de Londres, sous l'égide du duc de Broglie. Les problèmes religieux? Il est le fils et le disciple de l'auteur des* Espérances chrétiennes. *Et, quand il parle, on sent que rien ne lui est étranger. C'est vraiment l'honnête homme, qui possède une culture générale et des clartés de tout, sans affectation, sans pose, sans raideur : un trait piquant, un rapprochement curieux, un souvenir, une anecdote ferait voir, au long de son discours, combien il est solidement muni et quel apprentissage comporte cette manière de parler sans apprêts.*

Mais parmi tant de matières, il fallait faire un choix. M. Denys Cochin n'est pas de ceux qui abordent la tribune à tout propos. Il aura une cliente spéciale : l'Église catholique, et un sujet favori : la politique extérieure. C'est surtout sous le cabinet Méline qu'il eut l'occasion de révéler cette dernière préférence. Il n'était pas d'accord avec M. Hanotaux qui devait se venger quinze ans plus tard en le recevant à l'Académie française : « Je vous ai connu, lui dit-il, en ces temps-là, et je sais combien vous êtes un adversaire redoutable, surtout pour vos amis. » Mais nous avons montré que M. Denys Cochin n'est pas un partisan, et, lorsqu'il juge que ses amis ont tort, il ne le leur cache point. Il détestait le Grand Turc, et il en voulait à M. Hanotaux d'être trop débonnaire; il avait pris les Arméniens sous sa protection et il reprochait à M. Hanotaux de ne pas les défendre; enfin, il aimait la Grèce... Mais ne mettons pas le verbe au passé : il l'aime toujours. Ce Parisien de Paris s'est toujours senti citoyen d'Athènes et le nom de Venizelos lui est aussi doux que celui d'O'Connell à Montalembert.

Citoyen de Rome, il l'est aussi, par son attachement à la civilisation catholique et latine, et qui sait s'il ne l'eût pas été d'une façon plus concrète sous un autre régime? Beaucoup pensent que M. Denys Cochin était né pour être ambassadeur auprès du Saint-Siège. Ses relations avec les Souverains Pontifes datent de loin. Il y avait une fois un petit garçon de dix ans qui accompagnait son père dans la Ville Éternelle. C'était en avril 1862, et M. Augustin Cochin reçut de Pie IX une grave confidence : « Je ne condamne point la liberté, dit le vieux pape, je ne fais pas de politique, mais il y a aujourd'hui en circulation des erreurs que je ne puis passer sous silence, et je prépare une grande bulle sur laquelle je consulterai les évêques. » Cette grande bulle devait s'appeler le Syllabus. *Quelques jours plus tard, Pie IX partait pour Porto*

d'Anzio, à cinq lieues de Rome. Augustin Cochin et son fils l'y suivirent. Au cours de l'entretien, l'auteur des Espérances chrétiennes *présenta au Pape deux suppliques. Pie IX voulut les lire avec attention, et, comme le jour lui manquait : « Allons, mon enfant, dit-il au petit garçon de dix ans, rendez un service au Pape. Je suis vieux, je n'y vois plus. Rendez-moi la lumière, ouvrez le volet. » Avoir, dans un âge si tendre, rendu service au Pape, n'était-ce pas, pour M. Denys Cochin, une prédestination?*

Mais il est plus facile à un enfant d'ouvrir les volets de Porto d'Anzio qu'à un député de détruire les préjugés républicains contre l'Église. Une heure sonna où tous ces préjugés s'armèrent en bataille et déclenchèrent une offensive de grand style. Écoles, couvents, maisons de travail et de prière subirent l'assaut de légistes déchaînés qui braquaient la loi comme une mitrailleuse. M. Denys Cochin opposa une résistance énergique. Lui qui est toute mesure et toute courtoisie, nous croyons bien que M. Brisson dut le rappeler une fois à l'ordre, au temps de M. Combes. C'est qu'on n'en était plus aux escarmouches d'antan : la guerre sévissait, hélas! et la plus impitoyable. Puis vint la phase suprême : la rupture du Concordat, la séparation. De nouveaux efforts aboutissent à de nouvelles défaites. Biens ecclésiastiques, fondations de messes, séminaires, évêchés sont confisqués à leur tour, et le cardinal Richard, expulsé de son palais, trouve en l'hôtel de M. Denys Cochin le refuge de ses quatre-vingts ans. Période lamentable où la plus haute éloquence et les plus nobles arguments se brisent contre le flot dévastateur. M. Denys Cochin a lutté, il a été vaincu, mais il a gardé sa foi dans la vertu du parlementarisme. Il citera avec éloges en 1912 *le mot de Cavour au marquis Visconti-Venosta : « La plus mauvaise Chambre vaut encore mieux que la meilleure antichambre. » Et pourtant, qu'il en a traversé, de mauvaises Chambres! Mais un décret nominatif de la Providence l'a créé diplomate. Il estime qu'on peut tirer le bien du mal et qu'aux éclats de la tribune peuvent succéder des arrangements qui réparent en partie le désastre. Il fut donc un des « cardinaux verts ». Albert de Mun, quoique rallié à la République, se rangea de l'autre côté. Tous deux obéissaient à leurs convictions innées : celui-ci, demeuré fidèle malgré tout aux principes de l'ancien* Univers, *celui-là reflétant les idées de l'ancien* Correspondant. *Deux écoles qui, depuis l'Encyclique* Quanta cura, *se heurtent parfois sans que l'unité essentielle soit jamais rompue. Car la discipline catholique est si belle, que l'Église, dès qu'elle prononce une sentence, rassemble tous ses fils autour de sa*

robe sans couture. Roma locuta est, causa finita est. *Dès que Pie X eut décidé, il n'y eut plus de « cardinaux verts ».*

Mais rien n'interdisait de s'employer à l'apaisement et, en se refusant aux concessions qui, pour l'Église, eussent été l'abandon de sa doctrine, de rechercher la conciliation. M. Denys Cochin est l'homme tout indiqué pour ces entreprises de rapprochement. Nous avons dit qu'un autre régime l'aurait nommé ambassadeur à Rome : n'a-t-il pas été, en maintes occasions, une sorte d'ambassadeur in partibus? *Les circonstances allaient lui offrir, avec un surcroît d'autorité, des arguments nouveaux. La guerre éclate, non plus celle qu'on retraçait tout à l'heure et qui dressait les uns contre les autres les citoyens d'un même pays, mais une guerre nationale, qui exige l'union de tous les Français. Fera-t-on place à la droite dans le ministère? Dès le premier jour, l'opinion désigne M. Denys Cochin. Il fallut attendre quinze mois pour assister à ce rare spectacle d'un catholique dans les conseils du gouvernement. La deuxième République avait confié à M. de Falloux le portefeuille de l'Instruction publique et des Cultes; la troisième n'était pas d'humeur à suivre un pareil exemple : M. Denys Cochin fut chargé du blocus et de missions diverses qu'il remplit avec son habituelle maîtrise. Mais on croira sans peine que son influence s'est exercée sur d'autres objets et qu'il a plaidé auprès de ses collègues les causes qui lui étaient chères. Le vœu qu'il caressait depuis la rupture avec le Vatican ne devait se réaliser que plus tard. Mais il avait semé le bon grain et fait entendre à des esprits jusqu'à présent réfractaires qu'on ne pouvait se passer de Rome. L'importance du catholicisme dans le monde, la connexité des intérêts catholiques et des intérêts français en Orient et ailleurs, autant de révélations pour les dirigeants républicains. Honneur aux ouvriers de cette tâche. On a loué ici Mgr Baudrillart. Il n'est que juste d'inscrire au même tableau M. Denys Cochin.*

Après la grande joie de la victoire, on devine son autre joie quand M. Jonnart prit le train pour Rome. Le Français était comblé. Le catholique avait sa récompense, quoique bien incomplète et précaire encore. Mais le père était dans l'accablement. La précédente guerre l'avait vu, jeune homme de dix-neuf ans, porte-fanion à l'état-major de Bourbaki, combattant de Beaune-la-Rolande et de Villersexel, sortir avec bonheur des dangers où l'avait entraîné sa précoce vaillance. « Je veux croire fermement que tu es préservé et que ton courage ne faiblit pas », lui écrivait Augustin Cochin le 1er janvier 1871. Le sacrifice qui avait été épargné à celui-ci, M. Denys Cochin était destiné à le

subir. Il fut frappé trois fois. Toute la France s'est associée à sa douleur, et les lettres ont ressenti tout particulièrement la perte de ce jeune écrivain qui portait le prénom de l'auteur des Espérances chrétiennes, *qui promettait d'y ajouter un nouveau lustre, et qui avait déjà donné mieux que des promesses.*

M. Denys Cochin a-t-il jugé son œuvre achevée? Il ne s'est pas représenté aux élections législatives de 1919. *Il manque au Parlement; mais le Parlement lui manque-t-il? On se dit parfois qu'une autre époque l'eût mis à sa vraie place, et on se l'imagine volontiers, sous la monarchie de Juillet, menant les mêmes campagnes que Montalembert. Les libéraux se méfiaient bien un peu du catholicisme, et Villemain ne l'eût pas vu d'un œil très favorable à la tête de l'Université. Mais qui sait s'il n'eût pas recueilli des mains de Guizot fatigué le portefeuille des Affaires étrangères? C'est alors M. Thureau-Dangin qui eût tracé son portrait et le lecteur y aurait gagné; mais nous aurions perdu à ne pas connaître un homme de cette valeur, le dernier des grands parlementaires, ou, pour ne décourager personne, l'avant-dernier.*

***

Le véritable Cyrano de Bergerac.

M. Frédéric Lachèvre ne fait pas mystère de ses opinions. *La Lanterne*, voire le *Temps*, reconnaîtraient en lui du premier coup d'œil un « réactionnaire ». Cependant, on ne saurait taxer cet érudit d'obscurantisme. Il déteste les libertins en général, et ceux du dix-septième siècle en particulier, auxquels il a voué une spéciale attention. Et pour combattre ses ennemis jurés, comment croyez-vous que cet inquisiteur procède? Il brûle les ouvrages scandaleux? Pas du tout, il les publie. Il a voué son activité à cette tâche. Sans doute juge-t-il les opinions des libertins si méprisables qu'il suffise de les exposer aux regards de la raison pour en faire apparaître le néant, et qu'elles seront ainsi moins attirantes que vêtues de mystère et colorées par les feux de l'imagination.

Si les hommes étaient raisonnables, le procédé serait bon en effet. M. Lachèvre répondra qu'il ne s'adresse qu'à la partie raisonnable de l'humanité. Érudit, il travaille pour les lettrés. Jamais le gros public n'ira lire les ouvrages de Théophile de Viau, de Claude Le Petit, de Chouvigny de Blot l'Église, ou de Geoffroy Dehenault. Et il est à craindre que les lettrés eux-mêmes...

Cependant, entre ces noms qui sont, hormis celui de Théophile, justement obscurs, il en est un qui retient l'attention : celui de Cyrano de Bergerac. M. Lachèvre se plaint que la légende ait épaissi autour de ce personnage « la nuit la plus noire ». Il tient à rétablir la lumière ; dans cette intention louable, il n'a rien négligé. Il a fouillé les archives, vérifié les actes de l'état civil, non seulement de toute la famille, père, mère, frère, sœurs ou cousins, mais de tous ceux qui, de près ou de loin, ont approché la maison, jusqu'à la bonne. Abel de Cyrano, malade, ayant pris pour le veiller une servante nommée Geneviève Houdeau, M. Lachèvre découvre et publie l'acte de mariage de cette estimable personne. Quand un homme pareillement renseigné affirme quelque chose, on est bien obligé de le croire. Enfin, M. Lachèvre se fait gloire de publier pour la première fois en France le texte original des œuvres de Cyrano. Grâces lui soient rendues, nous ne risquons plus de nous tromper ! A l'image fantaisiste fabriquée par Edmond Rostand pour les besoins de son drame romantique, il nous est loisible de substituer le portrait véritable : nous n'avons qu'à prendre la peine de lire l'édition originale et complète qui va sortir des presses d'Édouard Champion, et particulièrement la notice biographique composée par M. Lachèvre pour accompagner cette édition. Nous n'avons plus le droit d'ignorer le véritable Cyrano, d'autant qu'à suivre M. Lachèvre, nous allons apprendre des choses aussi amusantes qu'imprévues.

Interrogez n'importe qui, sauf M. Lachèvre. Les esprits innocents diront que Cyrano fut une sorte de d'Artagnan prompt à dégainer et à donner un coup d'épée pour toutes les nobles causes, comme M. Pioch est toujours prêt aujourd'hui à faire pour elles un discours. Les esprits méfiants se borneront à répondre que Cyrano fut un poète burlesque et un gentilhomme gascon. Sur ce point, il y aura, je pense, unanimité. Et c'est bien ici que M. Lachèvre nous attend pour triompher : Cyrano de Bergerac n'a jamais vu la Gascogne.

Quelle plaisanterie ! *Vide latus.*

Le premier des Cyrano enregistré par l'histoire descendait d'une famille sarde. Il était marchand de poisson de mer rue des Prouvaires, dans le quartier des Halles. Il fit fortune et acheta en 1571 une charge de notaire. En 1582, Thomas de Forboys lui vendit, moyennant 833 livres de rente, les fiefs de Mauvières et de Bergerac.

En Gascogne? Non, en Ile-de-France, à deux pas de Paris. Mauvières et Bergerac relevaient de la seigneurerie de Chevreuse, qui appartenait aux Guise. Mauvières, le plus important, comprenait un château et un moulin sur l'Yvette, en face de Chevreuse. Bergerac,

plus souvent appelé Sous-Forest, était un très petit domaine composé d'une maison et de quarante-six arpents de terre touchant le parc de Dampierre.

Le fils de ce premier Bergerac, Abel, était bourgeois de Paris et avocat au Parlement. Les temps étaient troublés, il prit l'habitude de signer Abel de Cyrano, seigneur de Mauvières. Jamais ni lui ni les siens ne signeront « de Bergerac ». Un seul a pris ce nom, celui qui l'a rendu célèbre.

En 1612, Abel Cyrano, promu de Cyrano, épousa une demoiselle de bonne bourgeoisie, Espérance Bellanger.

M. Lachèvre a retrouvé l'inventaire des biens du mari qui fut dressé à cette occasion, et il le publie *in extenso*. La pièce est intéressante car elle montre ce qu'étaient la garde-robe, la bibliothèque et le mobilier d'un bourgeois à prétentions de noblesse au début du dix-septième siècle. La garde-robe est assez simple et nous ne pouvons guère juger les œuvres d'art d'après un procès-verbal de notaire. Mais la bibliothèque peut être proposée en exemple à n'importe quel bourgeois d'aujourd'hui. Qui, en ce siècle de lumière, possède chez lui Plutarque, Pline, Diodore de Sicile, Aristote, saint Basile, Guichardin, Castiglione, Euclide, Juvénal, Salluste, Machiavel, César, Aulu-Gelle, Quintilien, Horace, Térence, Diogène Laerte, Cicéron, Démosthène, Justin, Perse, Ovide, Suétone, Rabelais et Boccace? Anatole France nous a conté l'histoire de la bibliothèque des ducs de Brezé. Celle d'un avocat parisien a descendu la même pente. C'est ce qu'on appelle le progrès.

Savinien de Cyrano, quatrième fils d'Abel, naquit en 1619, rue des Deux-Portes, aujourd'hui la rue Dussoubs, une rue du quartier Montorgueil qui va de la rue Tiquetonne à la rue du Caire. Cyrano, on le voit, est un fils des Halles.

Il fit ses premières études chez le curé de Mauvières, auquel il se rendit insupportable, puis il passa au collège de Beauvais. Il y eut un maître excellent, Jean Grangier, qu'il railla dans sa comédie du *Pédant joué*. Ses études terminées, il se lança dans la vie.

Il commença par allonger un peu son nom : Savinien de Cyrano de Bergerac. Au cours de ses tribulations, il signa tour à tour, Alexandre de Cyrano de Bergerac, Hercule de Bergerac, de Bergerac Cyrano, de Cyrano de Bergerac, de Bergerac tout court, Savinien de Cyrano. Il n'était pas fixé. Scarron se moqua de lui dans *Don Japhet d'Arménie*

Don Zapata Pascal
Ou Pascal Zapata; car il n'importe guère
Que Pascal soit devant ou Pascal soit derrière.

Il connut les cabarets, devint un « goinfre » notable et dépensa beaucoup d'argent qu'il n'avait pas. A vingt ans, l'impécuniosité le décida à s'engager comme cadet dans la compagnie de M. de Carbon de Casteljaloux, au régiment de Conti.

Il s'y conduisit avec une bravoure éclatante, reçut au siège de Mouzon un coup de mousquet dans le corps et au siège d'Arras un coup d'épée dans la gorge. Fortement endommagé, il dut abandonner la carrière des armes pour laquelle il était visiblement né.

Nous le retrouvons en 1641 au collège de Lisieux. Élève? Avec quel argent? Surveillant? C'est là qu'il connut Gassendi. Il devint très fort en philosophie et incomparable en escrime. Il fréquenta Tristan, Chapelle, d'Assoucy, La Motte Le Vayer, peut-être Molière. C'est de cette période que date l'aventure de Lignières. Celui-ci ayant chansonné un grand peu endurant, une troupe d'hommes armés l'attendit près des fossés de la porte de Nesle, avec le dessein de lui couper les oreilles. Lignières se réfugia chez Cyrano qui soupait avec des officiers du régiment de Conti. « Prends une lanterne, dit Cyrano, et marche derrière moi. Je veux t'aider moi-même à faire la couverture de ton lit. » Les invités suivirent et virent Cyrano charger les spadassins, en tuer deux et en découdre sept.

Voilà le beau côté. D'Assoucy raconte une autre aventure du même ordre, mais qui finit en comédie. Passant près du Pont-Neuf devant le théâtre de Brioché, qui occupait une rotonde au bout de la rue Guénégaud, Cyrano fut pris à partie par une bande de laquais qui plaisantèrent son nez. « Est-ce là, disaient-ils, votre nez de tous les jours? » Il les chargea follement, les laquais s'enfuirent. Il ne resta que le singe de Brioché, Fagotin, à qui son maître avait appris à ferrailler. La pauvre bête fit à son habitude, elle croisa le fer contre Cyrano qui, la prenant, dans sa furie, pour un véritable combattant, l'embrocha net.

La partie héroïque de la vie de Cyrano finit ici. En 1645, il tombe malade. Il nomme lui-même sa maladie dans des couplets burlesques qui nous sont parvenus ; c'est celle du docteur Pangloss. Il en sortit fort mal en point, et criblé de dettes. Il semble que pour se procurer des ressources, il ait eu recours aux procédés les plus noirs. M. Lachèvre publie les divers testaments d'Abel de Cyrano, où il est facile de lire que le malheureux père était convaincu que son fils, le sachant cloué au lit par la maladie, en profitait pour venir le voler. Cette histoire est lamentable et on espère que Rostand ne l'a pas connue. Sinon, il serait impardonnable d'avoir choisi un pareil héros.

Le père mourut. Cyrano hérita. Il avait déjà ébréché l'héritage. Mais il avait trouvé une position sociale. Il était pamphlétaire. Au

début de la Fronde, il attaque outrageusement Mazarin, puis lui vend sa plume dès que le vent tourne. Après quoi il cherche un patron pour ses œuvres libertines :

Voulez-vous être à moi?
Non, monsieur; à personne.

Il choisit avec une rare astuce le duc d'Arpajon, qui acceptait de patronner des œuvres et ne les lisait jamais. Par malheur, d'autres les lisaient. Le duc se fâcha et Cyrano retomba dans la noire misère.

Sa maladie empira. En 1655, le libertin errant fit une fin parfaitement chrétienne, comme il sied à un libertin, chez son cousin Cyrano de Cassan qui l'hospitalisait à Sannois. Il avait près de lui sa parente la baronne de Neuvillette ; la Roxane de Rostand avait, dit l'histoire, des poils au menton, en quantité, et hideux. L'histoire est impitoyable.

En voilà largement assez pour attester que le héros de Rostand était un triste sire. Ce gentilhomme gascon n'était ni gascon ni gentilhomme. Il avait pressenti, dit son biographe, les avantages à attendre pour sa propre gloire de son libertinage, et il l'a cultivé en conséquence. Il n'a rien négligé pour scandaliser ses contemporains et M. Lachèvre le montre « escomptant le suffrage des esprits libres ». La célébrité qu'il rêvait lui est venue, comme il arrive souvent, du côté où il ne l'attendait pas. Rostand a transformé le fanfaron de libertinage en escrimeur sensible. L'auteur dramatique assurément a des droits fort larges. Mais en lisant les fragments abondants que M. Lachèvre cite au cours de sa biographie, on est frappé d'une erreur littéraire qui semble n'avoir pas été relevée comme elle le mérite ; Cyrano était un burlesque et Rostand en a fait un précieux. Précieux, l'auteur des pamphlets contre Mazarin, de la chanson sur sa maladie, de l'épître à d'Assoucy publiée en tête du *Jugement de Pâris!* C'est cet écrivain que Rostand nous montre raffinant sur les mots ! Il y aurait déjà dans cette conception de la préciosité une grave erreur : c'est sur les sentiments, non sur les mots, que raffinaient les hôtes de l'hôtel de Rambouillet. Cyrano ne raffinait ni sur les sentiments, ni sur les mots. Il rima le nom de la maladie dont il est mort. C'est de ce cynique qu'on nous a fait un délicat ! Décidément, on a raison de voir dans *Cyrano* le dernier des drames romantiques : tout y est faux.

Lucien Dubech.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

L'EXÉCUTION DU TRAITÉ DE PAIX. — LE PARTAGE DE LA HAUTE-SILÉSIE. — *MM. Loucheur et Walter Rathenau, après une nouvelle entrevue, le 5 octobre, ont signé définitivement, le lendemain, les accords de Wiesbade sur les réparations en nature qui avaient été paraphés au cours des entrevues du mois d'août.*

Le 12, le Conseil de la Société des Nations s'était réuni une dernière fois afin d'examiner la procédure à adopter pour rendre public l'avis de la Ligue sur le partage de la Haute-Silésie.

Cet avis a été reçu par le gouvernement français le 13 octobre. A son tour, celui-ci en a communiqué le texte aux ambassadeurs alliés.

Jusqu'au dernier moment, l'Allemagne a multiplié les manœuvres et les intrigues, à Londres particulièrement, où elle comptait trouver un appui pour ses prétentions.

Le 12 octobre, M. Mayer, ambassadeur à Paris, venait exposer à M. Briand les conséquences d'un partage qui ne serait pas favorable à l'Allemagne. Dans ce cas, a-t-il laissé entrevoir, on pourrait s'attendre à tout.

Le même jour, les syndicats allemands adressaient une note à M. Briand et à M. Lloyd George, où il était souligné que l'exécution des réparations serait intimement liée à l'attribution à l'Allemagne du bassin industriel haut-silésien.

Le même jour encore, au Conseil des ministres du Reich, M. Wirth faisait entendre des menaces à peine déguisées : « Si l'Allemagne perd la Haute-Silésie, il en résultera pour elle une situation telle qu'il lui sera impossible de tenir ses engagements. »

La décision de Genève établit une sorte de compromis entre la proposition faite au mois d'août dernier par la France et celle qui avait été exposée par l'Angleterre à la réunion de Paris.

Le 14 octobre, le conseil de Cabinet anglais, après avoir entendu M. Balfour sur la question de Haute-Silésie, a adopté sans réserve la solution de la Société des Nations. Une démarche maladroite de l'ambassadeur allemand à Londres semble avoir contribué à raidir l'attitude du gouvernement britannique.

Toutefois, l'examen de la procédure de mise à exécution doit faire l'objet d'échanges de vues entre les gouvernements français et anglais. La Conférence des ambassadeurs de Paris étudie les modalités d'application du projet.

France, 2 octobre. — *Dans le quartier de Charonne (XXe arrondissement de Paris), l'officier mécanicien Marty, de la flotte de la mer Noire, condamné aux travaux forcés pour avoir formé le complot de livrer son bâtiment aux bolcheviks, est élu conseiller municipal par 4 574 voix contre 1 644 à M. Reneux, radical indépendant,*

— *Discours de M. Clemenceau à Sainte-Hermine.*

9 octobre. — *Discours de M. Briand à Saint-Nazaire.*

Angleterre, 11 octobre. — *Ouverture, à Londres, de la Conférence anglo-irlandaise.*

Autriche et Hongrie, 3 octobre. — *Les Hongrois commencent l'évacuation du Burgenland, qui, quelques jours plus tard, proclame son indépendance.*

13 octobre. — *Les délégations autrichienne et hongroise de la Conférence de Venise se sont mises d'accord sur la base d'un arrangement concernant le Burgenland. Le désarmement des bandes hongroises s'effectuera sous le contrôle de l'Entente. Un plébiscite aura lieu ensuite à Sopron et aux environs.*

Espagne et Maroc, 2 octobre. — *Les Espagnols s'efforcent de dégager les alentours de Melila. Ils ont livré un combat acharné dans la vallée de Seganganqui qui a abouti à l'occupation du mont Gourougou.*

Albanie et Serbie. — *Le différend albano-serbe prend un caractère de particulière gravité. Un véritable conseil de guerre a eu lieu le* 6 *octobre à Belgrade. M. Pachitch est arrivé le* 5 *à Paris pour voir le roi et entrer en relations avec la Conférence des ambassadeurs.*

A. M.

Le Gérant : Robert Tisné.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 27057.